

# **Recueil des Actes Administratifs**

## **TOME 1/5**

## **Juillet 2015**

## SOMMAIRE

\*\*\*\*\*

<b>Délibérations</b> .....	<b>Tome I page 1</b>
Séance du 23 juillet 2015	
<b>Décisions</b> .....	<b>Tome I page 135</b>
Séance du 23 juillet 2015	
<b>Arrêtés Réglementaires</b> .....	<b>Tome II page 214</b>
Juillet 2015	

# Recueil des Actes Administratifs

## Délibérations

**Adoptées en séance du Conseil municipal  
Du 23 juillet 2015**

## Séance publique du jeudi 23 juillet 2015

Convoqué le vendredi 17 juillet 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 23 juillet 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Rémi ASSIE, Françoise BONNET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Julie FRECHE, Audrey LLEDO.

### Absents :

Patrick VIGNAL.

## Voeu pour le maintien de l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE) à Montpellier

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La réforme territoriale issue de la loi du 16 janvier 2015 instituant 13 grandes régions au lieu des 22 initiales va générer une réorganisation de l'administration régionale de l'Etat.

La localisation des chefs de services régionaux et de leurs états-majors auprès du Préfet de région constitue, à ce stade, l'hypothèse retenue par les décideurs nationaux.

Montpellier Méditerranée Métropole réitère son souhait d'une répartition cohérente et équitable des administrations de la grande région Midi-Pyrénées Languedoc-Roussillon entre les métropoles de Toulouse et de Montpellier.

A ce titre, le maintien à Montpellier de l'implantation de l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE) revêt une importance particulière. Or le Directeur Général de l'INSEE s'est exprimé récemment pour préconiser une seule direction régionale de l'INSEE et une concentration des fonctions d'Action Régionale et de pilotage auprès du futur directeur régional d'ici 2018.

L'INSEE LR regroupe encore aujourd'hui environ 120 agents à Montpellier dont un pôle d'études constitué d'une trentaine d'experts et de chargés d'études avec qui la Métropole de Montpellier est liée dans le cadre de partenariats d'études réguliers. Depuis 2007, une centaine d'études ont été réalisées, en partenariat, par la Direction régionale de l'INSEE en Languedoc-Roussillon, dont la moitié avec des collectivités locales ou établissements publics de coopération intercommunale du Languedoc-Roussillon.

A cet égard, la disparition de ce service de proximité auprès des acteurs publics locaux et des médias est tout à fait préjudiciable et les risques encourus par une délocalisation complète notamment du service d'Etudes et de Diffusion à Toulouse inquiètent les acteurs publics du pôle métropolitain.



Compte tenu de l'attractivité du territoire marquée par une forte croissance démographique (+1,03% par an entre 2006 et 2011 soit le double des métropoles comparables) et de ces conséquences en terme de logement, d'emploi et de services, la Métropole de Montpellier souhaite conforter les outils locaux d'observation et de prospective mis en place avec le concours de l'INSEE LR.

La spécificité de notre économie présente nécessite un suivi adapté à la situation locale que l'INSEE Languedoc-Roussillon a su acquérir au cours du temps et qui doit être préservé.

Le maintien de l'Institut à Montpellier doit garantir cette offre de service qui accompagne la conduite des politiques publiques locales notamment en matière d'économie, de social et d'habitat.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :**

- demander au Gouvernement d'arbitrer en faveur du maintien du siège régional de l'INSEE LR sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole,
- alerter le Gouvernement sur l'obligation d'équilibrer les fonctions de commandement stratégique entre les deux Métropoles de la future Région, ce qui suppose de sortir des solutions préfabriquées pour faire confiance à l'intelligence territoriale des acteurs concernés.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**



**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 24 juillet 2015**

## Séance publique du jeudi 23 juillet 2015

Convoqué le vendredi 17 juillet 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 23 juillet 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveteur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Rémi ASSIE, Françoise BONNET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Julie FRECHE, Audrey LLEDO.

### Absents :

Patrick VIGNAL.

## Voeu pour le maintien de l'Etablissement Public Foncier de Languedoc-Roussillon (EPF-LR) à Montpellier

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

L'organisation administrative de la grande région réunissant les Régions Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées, se structure autour des deux grandes métropoles, celle de Toulouse et celle de Montpellier. Nous souhaitons qu'une répartition cohérente, équitable des activités et administrations soit trouvée. Nous considérons que ceci est une condition nécessaire pour garantir le rayonnement de cette future région.

A ce titre, nous insistons particulièrement sur l'importance d'un maintien de l'Etablissement Public Foncier de Languedoc-Roussillon (EPF-LR) de plein exercice sur son territoire.

L'EPF-LR a été désiré, voulu, demandé et obtenu auprès de l'Etat par les élus de Montpellier (Ville et Agglomération devenue Métropole) et de la Région Languedoc-Roussillon. Il correspond à une philosophie et une idée du développement territorial de Montpellier et de l'ensemble de la Région Languedoc-Roussillon ainsi qu'à une conscience aigüe de l'importance du facteur foncier dans le développement et l'aménagement, notamment en matière de production de logements.

L'implantation de l'EPF-LR à Montpellier correspond au fait que le solde démographique migratoire en Languedoc-Roussillon est le plus élevé de France (hors Ile-de-France). C'est donc en Languedoc-Roussillon que le besoin en logement est le plus important. Le travail de l'EPF-LR est majoritairement (mais pas exclusivement) orienté vers la production de logements dont les logements sociaux.

Le programme pluriannuel d'intervention de l'EPF-LR prévoit une dévolution minimale de 70% de ses ressources financières à la fonction logement. Cette proportion est le reflet de la situation du logement en Languedoc-Roussillon et doit être maintenue.

De plus, l'EPF-LR intervient, à la demande de l'Etat, sur les communes carencées (au sens juridique du terme) en logement social qui sont très nombreuses en Languedoc-Roussillon (33 communes en 2015).

L'implantation à Montpellier correspond également au souhait de l'Etat comme des élus, que l'EPF-LR se lance dans le soutien à d'autres politiques comme le développement économique notamment le long de l'axe littoral, la politique de protection contre les risques (en particulier la lutte contre les submersions marines), le développement et les reconversions touristiques...

En outre, les dispositions de la loi ALUR (pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové) prévoient que là où il y a un EPF local, il ne peut y avoir un EPF d'Etat. Il serait paradoxal, dans ce cadre, que l'ex EPF-LR s'installe à Toulouse, seule zone de la grande région où il ne serait pas compétent.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :**

- demander au Gouvernement d'arbitrer en faveur du maintien du siège régional de l'EPF-LR sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole,
- alerter le Gouvernement sur l'obligation d'équilibrer les fonctions de commandement stratégique entre les deux Métropoles de la future Région, ce qui suppose de sortir des solutions préfabriquées pour faire confiance à l'intelligence territoriale des acteurs concernés.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**



**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 24 juillet 2015**

## Séance publique du jeudi 23 juillet 2015

Convoqué le vendredi 17 juillet 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 23 juillet 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Rémi ASSIE, Françoise BONNET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Julie FRECHE, Audrey LLEDO.

### Absents :

Patrick VIGNAL.

## Voeu relatif à la pérennisation de l'accord Ville/Rectorat sur l'encadrement des élèves en écoles élémentaires en dispositif REP

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier a signé avec les partenaires institutionnels CAF, Direction Départementale de la Cohésion Sociale et Education Nationale un projet éducatif de territoire pour une durée de 3 ans.

A ce titre, les services de l'Etat nous informaient de la pérennisation des financements alloués au fond d'amorçage, liés à la mise en place des rythmes scolaires.

Dans le cadre de la mise en place de ces nouveaux rythmes à la rentrée scolaire 2014/2015, un accord Ville/Rectorat spécifiait que les 18 écoles élémentaires situées dans les quartiers relevant des Réseaux d'Education Prioritaire (REP) bénéficiaient d'un dispositif spécifique pour l'encadrement des activités éducatives organisées après la classe de 16 heures à 17 heures 30 : 75% des enfants inscrits sont encadrés par l'Education Nationale, 25% par la Ville de Montpellier.

Il est à noter que la nouvelle carte de l'éducation prioritaire inclut 3 écoles de plus à compter de septembre 2015, pour porter leur nombre à 21.

Monsieur le Maire a pris soin de rappeler cet accord par courrier adressé à Madame le Recteur en date du 16 juin 2015.

Si ce dernier se trouvait remis en cause, en cette période de tension budgétaire, cela serait fortement préjudiciable aux 3 000 enfants à accompagner dans ces écoles qui concernent majoritairement les quartiers prioritaires issus du nouveau contrat de Ville. Cela pourrait également entraîner une contribution financière supplémentaire de la part de la Ville afin de maintenir ce service attendu à qualité égale.

La Ville rappelle par ce vœu son souhait que soit pérennisé cet accord Ville/Rectorat conclu, lors de la mise en place des nouveaux rythmes scolaires, en faveur des écoles en REP.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**



**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 24 juillet 2015**

## Séance publique du jeudi 23 juillet 2015

Convoqué le vendredi 17 juillet 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 23 juillet 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Rémi ASSIE, Françoise BONNET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Julie FRECHE, Audrey LLEDO.

### Absents :

Patrick VIGNAL.

## Rapport d'audit du cabinet Calia Conseil sur le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de Montpellier

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier a confié au cabinet Calia Conseil une mission d'audit stratégique, organisationnel et financier sur le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de Montpellier, dont les objectifs étaient les suivants :

- Analyse des compétences et du périmètre d'intervention du CCAS
- Analyse de l'activité
- Etude rétrospective financière du CCAS et des budgets annexes
- Diagnostic de l'organisation du CCAS

Les principaux constats établis par l'audit à l'issue de la mission peuvent être synthétisés ainsi :

- Des interventions majoritairement orientées vers les personnes âgées (1/3 des résidents sont non-montpelliérains, taux d'occupation satisfaisant (97%), coût unitaire journalier supérieur à la moyenne nationale).
- Déficit financier structurel du service d'aide à domicile et des ratios de gestion critiques.
- Forte évolution du coût par personne des clubs d'âge d'or.
- Croissance de la subvention d'équilibre de 2004 à 2013 (+37%), stabilisée depuis.
- Evolution importante des effectifs de 2004 à 2012 (+38%).
- Persistance d'un niveau d'absentéisme supérieur à la moyenne nationale et d'importantes dépenses de remplacement (+39% entre 2008 et 2012).
- Un Conseil d'Administration peu présent.
- Absence de convention d'objectifs et de moyens entre la Ville et le CCAS.



Sur la base des recommandations formulées par l'audit, la Ville de Montpellier souhaite engager plusieurs actions correctives :

- Renforcer le rôle du Conseil d'Administration dans la définition du périmètre d'intervention et le pilotage des politiques menées par le CCAS.
- Définir, dans le respect de l'autonomie de l'établissement public du CCAS, une coordination administrative du pilotage des politiques sociales entre la Ville et le CCAS.
- Etablir une convention d'objectifs et de moyens entre la Ville et le CCAS.
- Engager une démarche d'analyse et de maîtrise des dépenses, en particulier pour le service d'aide à domicile, les ressources humaines, et les établissements d'hébergement.

Le rapport d'audit retraçant les observations et les recommandations du cabinet Calia Conseil a fait l'objet d'une inscription à l'ordre du jour du Conseil Municipal du 23 juillet 2015 et est annexé à la présente délibération, et est donc consultable à ce titre, comme le prévoit le règlement intérieur de l'assemblée délibérante, 48h avant la séance du Conseil Municipal.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :**

- Prendre acte du rapport d'audit du cabinet Calia Conseil sur le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de Montpellier, ainsi que du débat relatif à ce rapport.

**Le Conseil prend acte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**



**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 24 juillet 2015**

## **Séance publique du jeudi 23 juillet 2015**

**Convoqué le vendredi 17 juillet 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 23 juillet 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Rémi ASSIE, Françoise BONNET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Julie FRECHE, Audrey LLEDO.

**Absents :**

Patrick VIGNAL.

### **Exercice 2015 - Affectation des Résultats 2014 au Budget Principal et au Budget annexe Parking de l'Hôtel de Ville**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

L'instruction comptable M14 précise que l'affectation du résultat de l'exercice clos doit faire l'objet d'une délibération du Conseil Municipal.

Les résultats du Budget Principal et du Budget Annexe du Parking de l'Hôtel de Ville sont retracés dans la délibération en date du 18 juin 2015 portant adoption du Compte Administratif 2014.

#### **I- Budget principal**

Le résultat de fonctionnement 2014 constaté est de 34 324 179.99 euros. Il est proposé de l'affecter sur l'exercice 2015 :

- Pour 16 727 350.99 euros en section de fonctionnement
- Pour 17 596 829 euros en section d'investissement

Le besoin de financement 2014 de la section d'investissement constaté est de 4 212 940.76 euros, il est proposé de l'affecter sur l'exercice 2014 :

- Pour 4 212 940.76 euros en section d'investissement

#### **II- Budget annexe parking de l'Hôtel de Ville**

Le résultat d'exploitation 2014 constaté est de 1 186 294.04 euros. Il est proposé de l'affecter sur l'exercice 2015 :



- Pour 1 113 403.93 euros en section d'exploitation
- Pour 72 890.11 euros en section d'investissement

**En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :**

- Adopter l'affectation du résultat 2014 au Budget Principal
- Adopter l'affectation du résultat 2014 au Budget Annexe du Parking de l'Hôtel de Ville.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**



**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 24 juillet 2015**

## **Séance publique du jeudi 23 juillet 2015**

**Convoqué le vendredi 17 juillet 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 23 juillet 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Rémi ASSIE, Françoise BONNET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Julie FRECHE, Audrey LLEDO.

**Absents :**

Patrick VIGNAL.

### **Exercice 2015 - Création et modification d'Autorisation de Programme**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération n°2012/632 du 17 décembre 2012, la Ville a adopté le règlement de gestion financière des dépenses d'équipement en Autorisation de Programme (AP) / Crédits de Paiement (CP).

Comme indiqué dans ce règlement, les créations, modifications ou suppressions d'AP doivent faire l'objet d'un vote par le Conseil Municipal par le biais d'une délibération distincte de celle du budget mais concomitante à une délibération budgétaire.

Dans le cadre du Budget Supplémentaire 2015, il est proposé au Conseil Municipal d'approuver :

- La création d'une Autorisation de Programme n°2015P24 pour la construction d'une école sur l'ancien site de l'EAI pour un montant de 15 millions d'euros.
- L'augmentation de l'Autorisation de Programme n°2013P04 « acquisition et travaux Archives » pour un montant de 3.5M€ ce qui portera le montant total de l'AP à 10.5M€.

**En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :**

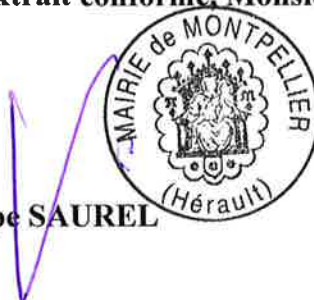
- approuver la création de l'Autorisations de Programme n°2015P24 relative à la construction d'une école sur l'ancien site de l'EAI pour un montant de 15 millions d'euros,
- approuver l'augmentation de l'Autorisation de Programme n°2013P04 « Acquisition et travaux Archives » de 3,4M€

- autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document se rapportant à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

**Philippe SAUREL**

The image shows a circular official stamp of the 'MAIRIE de MONTPELLIER (Hérault)'. The stamp features a central coat of arms. Overlaid on the stamp is a handwritten signature in purple ink, which appears to be 'Philippe SAUREL'. The signature is written in a cursive style, with the first letter 'P' being large and looping around the stamp.

**Publiée le : 24 juillet 2015**

## Séance publique du jeudi 23 juillet 2015



Convoqué le mercredi 17 juin 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 23 juillet 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Rémi ASSIE, Françoise BONNET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Julie FRECHE, Audrey LLEDO.

### Absents :

Patrick VIGNAL.

## Exercice 2015 - Budget Supplémentaire de la Ville de Montpellier Budget Principal et Budget Annexe Parking de l'Hôtel de Ville

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Depuis le vote du Budget Primitif 2015 adopté le 30 mars 2015, il convient d'ajuster certains crédits dans le cadre du Budget Supplémentaire.

Le Budget Supplémentaire permet en outre de reprendre les reports de crédits ainsi que le résultat de l'exercice 2014.

Le Budget Supplémentaire 2015 se présente de la façon suivante :

### I- BUDGET PRINCIPAL

Le Budget Supplémentaire du Budget Principal s'élève à 74 442 116.99 euros.

- Section d'investissement

Elle s'équilibre en dépenses et en recettes à **37 421 179** euros.

Le détail de cette section est présenté dans les tableaux ci-après :

Chapitre	Dépenses d'investissement	Reports	Propositions nouvelles	Total BS 2015
900	SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOCALES	3 261 584.36	398 500.00	3 660 084.36
901	SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUES	584 491.88	105 000.00	689 491.88
902	ENSEIGNEMENT FORMATION	5 750 319.19	173 800.00	5 924 119.19
903	CULTURE	1 151 506.56	265 750.00	1 417 256.56
904	SPORT ET JEUNESSE	1 811 877.83	380 000.00	2 191 877.83
905	INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE	10 578.92	1 000.00	11 578.92
906	FAMILLE	591 490.66	322 000.00	913 490.66
908	AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT	13 402 795.60	- 4 489 400.02	8 913 395.58
909	ACTION ECONOMIQUE	113 808.47	50 000.00	163 808.47
911	DETTES ET AUTRES OPERATIONS FINANCIERES		4 000 000.00	4 000 000.00
917	OPERATIONS SOUS MANDATS	5 434.77	5 317 700.02	5 323 134.79
001	SOLDE DE L'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE		4 212 940.76	4 212 940.76
<b>Total</b>		<b>26 683 888.24</b>	<b>10 737 290.76</b>	<b>37 421 179.00</b>

Chapitre	Recettes d'investissement	Reports	Propositions nouvelles	Total BS 2015
901	SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUES		127 500.00	127 500.00
902	ENSEIGNEMENT FORMATION		42 754.00	42 754.00
906	FAMILLE		- 35 537.00	- 35 537.00
908	AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT		-16 676 504.00	-16 676 504.00
911	DETTES ET AUTRES OPERATIONS FINANCIERES	13 300 000.00	-10 609 946.33	2 690 053.67
912	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS NON AFFECTEES		15 531 191.00	15 531 191.00
917	OPERATIONS SOUS MANDATS		600 000.00	600 000.00
919	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		35 141 721.33	35 141 721.33
<b>Total</b>		<b>13 300 000.00</b>	<b>24 121 179.00</b>	<b>37 421 179.00</b>

- **Section de fonctionnement**

Elle s'équilibre en dépenses et en recettes à **37 020 937.99** euros.

Le détail de cette section est présenté dans les tableaux ci-après :

Chapitre	Dépenses de Fonctionnement	Restes à réaliser	Propositions nouvelles	Total BS 2015
920	SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOCALES	168 971.56	351 991.00	520 962.56
921	SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUES		100 000.00	100 000.00
922	ENSEIGNEMENT-FORMATION	122 468.00	- 56 605.00	65 863.00
923	CULTURE	27 600.00	100 000.00	127 600.00
924	SPORT ET JEUNESSE	316 270.00	167 885.00	484 155.00
925	INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE	279 916.10	- 130.00	279 786.10
926	FAMILLE		- 20 000.00	- 20 000.00
928	AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT	9 450.00	116 700.00	126 150.00
929	ACTION ECONOMIQUE	19 700.00	175 000.00	194 700.00
939	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT		35 141 721.33	35 141 721.33
<b>Total</b>		<b>944 375.66</b>	<b>36 076 562.33</b>	<b>37 020 937.99</b>

Chapitre	Recettes de Fonctionnement	Restes à réaliser	Propositions nouvelles	Total BS 2015
920	SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOCALES		111 000.00	111 000.00
923	CULTURE		25 000.00	25 000.00
928	AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT		17 300 000.00	17 300 000.00
929	ACTION ECONOMIQUE		60 000.00	60 000.00
932	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS NON AFFECTEES		2 696 595.00	2 696 595.00
933	IMPOTS ET TAXES NON AFFECTEES		100 992.00	100 992.00
002	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE		16 727 350.99	16 727 350.99
<b>Total</b>		<b>-</b>	<b>37 020 937.99</b>	<b>37 020 937.99</b>

## II- BUDGET ANNEXE D'EXPLOITATION DU PARKING DE L'HOTEL DE VILLE

Le Budget Supplémentaire du Budget annexe du parking de l'Hôtel de Ville s'élève à 1 387 919.50 euros.

- **Section d'exploitation**

Elle s'équilibre en dépenses et en recettes à **1 113 403.93** euros.

Le détail de cette section est présenté dans les tableaux ci-après :

Chapitre	Dépenses d'exploitation	Propositions BS 2015
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	616 403.93
68	DOTATIONS AUX PROVISIONS	300 000.00
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	197 000.00
<b>Total</b>		<b>1 113 403.93</b>

Chapitre	Recettes d'exploitation	Propositions BS 2015
002	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	1 113 403.93
<b>Total</b>		<b>1 113 403.93</b>

• **Section d'investissement**

Elle s'équilibre en dépenses et en recettes à **274 515.57** euros.

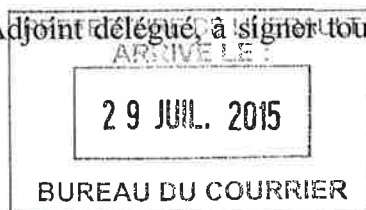
Le détail de cette section est présenté dans les tableaux ci-après :

Chapitre	Dépenses d'investissement	Reports	Propositions nouvelles	Total BS 2015
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	77 515.57	197 000.00	274 515.57
<b>Total</b>		<b>77 515.57</b>	<b>197 000.00</b>	<b>274 515.57</b>

Chapitre	Recettes d'investissement	Reports	Propositions nouvelles	Total BS 2015
001	SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE		4 625.46	4 625.46
021	VIREMENT DE LA SECTION D'EXPLOITATION		197 000.00	197 000.00
10	RESERVES		72 890.11	72 890.11
<b>Total</b>		<b>0.00</b>	<b>274 515.57</b>	<b>274 515.57</b>

**En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :**

- approuver le Budget Supplémentaire 2015 du Budget Principal par chapitre en section d'investissement et en section de fonctionnement,
- approuver le Budget Supplémentaire 2015 du Budget Annexe Parking de l'Hôtel de Ville par chapitre en section d'exploitation et en section d'investissement,
- autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document se rapportant à cette affaire.



**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**



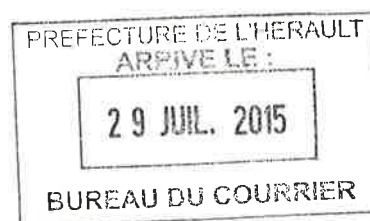
**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 24 juillet 2015**

*Handwritten signature/initials.*



## Séance publique du jeudi 23 juillet 2015



Convoqué le vendredi 17 juillet 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 23 juillet 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASILVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Rémi ASSIE, Françoise BONNET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Julie FRECHE, Audrey LLEDO,

### Absents :

Patrick VIGNAL.

## Quartier Croix d'Argent Quartier du Rieucoulon Lancement d'une procédure de Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Objectifs et modalités de concertation et d'association du public

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

S'inscrivant dans la dynamique de rééquilibrage de la Ville de Montpellier à l'Ouest face à l'important développement urbain de l'Est du territoire communal, l'aménagement du quartier Ovalie initié en 2003 sur d'anciennes friches agricoles a permis le développement d'une offre de logements diversifiée, support de mixité sociale, dans un cadre de qualité à forte dominante paysagère.

Aménagé sur 32 hectares, le quartier Ovalie achèvera sa mise en œuvre opérationnelle aux environs de 2020 : il aura permis la production de plus de 3 000 logements et le renforcement de l'attractivité de cette frange sud-ouest de la Ville de Montpellier, qui a vu l'implantation d'un grand complexe de rugby métropolitain, tissant un trait d'union entre les secteurs de Bagatelle-Pas du Loup et de Poutingon-Grisettes.

Poursuivant cette dynamique, l'aménagement du quartier du Rieucoulon dans le prolongement du quartier Ovalie sur une superficie d'environ 10 hectares permettra le développement d'une offre de logements complémentaire, en réponse à la forte croissance démographique de la commune. Cet objectif s'est traduit par la récente ouverture à l'urbanisation de ce secteur par une délibération du Conseil municipal en date du 17 décembre 2014 modifiant le Plan Local d'Urbanisme. Par délibération en date du 28 mai 2015, le Conseil de Métropole de Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé le dossier de modification du PLU de la Ville de Montpellier.

Bordant la ceinture verte de la « Marathonienne », cette extension, située au Sud-Est du quartier Ovalie, viendra composer et marquer la limite de l'urbanisation de la Ville, au-delà de laquelle seront sanctuarisés les espaces agricoles (Domaine viticole du Rieucoulon) et naturels (vallée du Rieucoulon).

Le projet s'attachera à réinterpréter la notion de « lisière urbaine » à toutes les échelles du projet (trame verte communale, grand paysage, quartier, rue, habitation) tout en respectant l'esprit du lieu, par la prise en compte



des éléments identitaires : la topographie très affirmée (pentes, promontoire du Belvédère, lignes de crêtes), les boisements existants, la perception du grand paysage avec le massif de la Gardiole, l'activité viticole, la présence du secteur habité du Hameau.

Le projet s'attachera à développer une morphologie urbaine répondant à la singularité du site et valorisant de nouvelles formes d'habiter, alliant intimité et vivre-ensemble. La composition de la trame urbaine favorisera l'articulation avec le quartier Ovalie existant et portera une attention particulière aux cheminements doux. A dominante résidentielle, le nouveau quartier du Rieucoulon viendra conforter les commerces et services de proximité présents dans le quartier Ovalie et trouvera sa force et son animation dans la création d'espaces de convivialité, tant publics que privés, aisément appropriables par les habitants quel que soit leur âge et vecteurs d'interactions sociales. Cette réflexion sera menée en lien avec la continuité verte qui sera aménagée sur la ligne de crête dominant la vallée du Rieucoulon, entre le parc du Belvédère et l'Agriparc du Mas Nouguier. Elément constitutif de la Marathonienne, ce lieu de promenade et de détente intégrera une voie de circulation douce qui reliera les quartiers Ovalie et Rieucoulon à celui des Grisettes, favorisant les échanges entre ces différents secteurs.

Soucieuse de maîtriser le développement de son territoire et engagée dans une démarche de démocratie participative, la Ville de Montpellier souhaite que l'aménagement de ce nouveau quartier soit réalisé dans le cadre d'une zone d'aménagement concerté (ZAC). Afin d'assurer l'information du public sur la mise en œuvre de cette ZAC, une concertation avec la population, qui se déroulera pendant toute la durée de l'élaboration du projet, sera organisée conformément aux dispositions des articles L.300-2 du code de l'urbanisme. Dans ce contexte, les modalités de concertation et d'association du public suivantes peuvent être retenues :

- une réunion publique.
- une mise à disposition du public, en mairie de Montpellier et pour une durée d'au moins quinze jours, du dossier d'étude de création de la ZAC accompagné d'un cahier permettant de recueillir les observations des administrés. Le public sera averti des dates de cette mise à disposition par une information figurant sur le site internet de la Ville de Montpellier.
- un article dans le journal municipal.

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :**

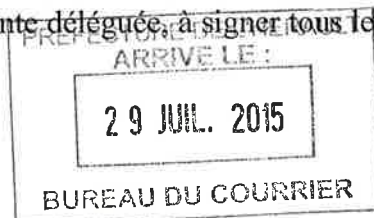
- d'approuver le principe de l'urbanisation du quartier du Rieucoulon sous la forme d'une Zone d'Aménagement Concerté (ZAC),
- d'approuver les objectifs d'aménagement poursuivis et les modalités de concertation du public proposés,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'adjointe déléguée, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme Monsieur le Maire,**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 24 juillet 2015**



## **Séance publique du jeudi 23 juillet 2015**

**Convoqué le vendredi 17 juillet 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 23 juillet 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Rémi ASSIE, Françoise BONNET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Julie FRECHE, Audrey LLEDO.

**Absents :**

Patrick VIGNAL.

### **QUARTIER CEVENNES (PETIT BARD - PERGOLA) PROJET DE RENOVATION URBAINE Plan de Sauvegarde du Petit Bard Attribution de subventions en parties privatives**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération en date du 26 juillet 2007, le Conseil municipal a approuvé la participation de la Ville de Montpellier au plan de sauvegarde du Petit Bard, qui s'inscrit dans le Projet de Rénovation Urbaine pour le quartier Cévennes.

Cet engagement de la Ville de Montpellier a fait l'objet d'une convention signée le 28 décembre 2007 avec l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH), la Communauté d'Agglomération de Montpellier et le Conseil Général de l'Hérault. Agissant dans le cadre de la concession d'aménagement signée avec la Ville le 9 mai 2007, la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) fournit assistance aux propriétaires ou syndics pour le montage des dossiers d'investissement et l'obtention des subventions.

Conformément au règlement d'intervention approuvé par délibération du Conseil municipal le 30 mars 2009, modifié par avenants le 9 novembre 2009, le 16 novembre 2011 et le 12 novembre 2012, la Ville de Montpellier a mis en place et financé sur son budget, au titre du financement de l'action d'amélioration de l'habitat, un fonds communal d'aides à la réhabilitation privée, destiné à favoriser et accompagner la réalisation de travaux de réhabilitation en y introduisant de manière prioritaire une thématique de mises aux normes thermiques, électriques et acoustiques luttant ainsi contre la précarité énergétique. A ce titre, la Ville de Montpellier apporte, pour les parties privatives des immeubles, une prime de 10% du montant des travaux subventionnables par l'ANAH en fonction de leurs ressources.

Après validation du programme de travaux réalisés par l'équipe de conduite d'opération de la SERM, agissant pour le compte de la Ville de Montpellier, il est proposé de subventionner les travaux suivants :

Bénéficiaires	<b>1. M et Mme EL RHALIBI</b>	<b>2. M et Mme EL JAGHOUTI</b>
Caractéristiques	Réhabilitation parties privatives	Réhabilitation parties privatives
Type logement	T5	T4
Nature des travaux	Mise aux normes électriques, plomberie, isolation, peintures	Mise aux normes électriques, plomberie, isolation, revêtements, peintures
Adresse	Bâtiment G3 Rue Paul Rimbaud 34 080 Montpellier	Bâtiment C24 Rue Paul Rimbaud 34 080 Montpellier
Dépense subventionnable	9 265 €	16 978 €
Subvention Ville	927 €	1 698 €

Conformément au règlement attributif de subventions de la Ville de Montpellier, en cas de non réalisation du programme retenu ou de non respect des engagements souscrits, le versement de l'aide pourra être suspendu et un courrier sera adressé au propriétaire rappelant les conditions à satisfaire pour le paiement de l'aide. En cas de refus d'obtempérer dans un délai de deux mois, la Ville pourra décider de l'annulation de l'aide. Après versement de l'aide, la Ville de Montpellier se réserve la possibilité de procéder à tout contrôle lui permettant de s'assurer du respect des engagements souscrits par le propriétaire occupant.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'attribuer une subvention de 927 € à Monsieur et Madame EL RHALIBI, pour la réhabilitation des parties privatives de leur logement ;
- d'attribuer une subvention de 1698 € à Monsieur et Madame EL JAGHOUTI pour la réhabilitation des parties privatives de leur logement ;
- de dire que la dépense est imputée sur le budget de la Ville (Nature 20422/numéro de ligne 22 861) ;
- de dire que le paiement de la subvention s'effectuera sur présentation par les propriétaires occupants des pièces justificatives prévues au règlement attributif de la Ville de Montpellier ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou l'Adjointe déléguée, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

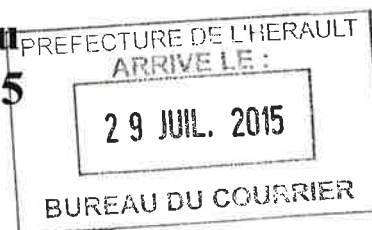
**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

  
**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 24 juillet 2015**

## Séance publique du jeudi 23 juillet 2015



Convoqué le vendredi 17 juillet 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 23 juillet 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Rémi ASSIE, Françoise BONNET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Julie FRECHE, Audrey LLEDO.

### Absents :

Patrick VIGNAL.

## QUARTIER CROIX d'ARGENT

### Secteur de l'ancienne église de Montels

### Instauration d'un périmètre d'étude

### (art L.111-10 du code de l'urbanisme)

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Situé au sud-ouest de la Ville de Montpellier, dans le quartier de la Marquerose, le secteur de l'ancienne église des Montels s'étend au sud de l'avenue Villeneuve d'Angoulême entre l'avenue du Colonel Pavelet à l'ouest, la rue de Cholet au sud et la rue Colucci à l'est.

Ce secteur a subi depuis la fin des années 90 une mutation ponctuelle de ses terres agricoles en zone résidentielle pavillonnaire. Puis à partir de 2006, la Ville a accompagné la mutation urbaine de ce secteur, en favorisant une densité urbaine à proximité du passage du tramway par la création d'un Programme d'Aménagement d'Ensemble (PAE). Cette opération permet de financer la création d'espaces publics adaptés à la construction d'environ 250 logements, sous forme d'habitat collectif.

En 2015, la DRAC a modifié un certain nombre de périmètres de protection de monuments historiques sur la ville de Montpellier dont celui de l'ancienne église des Montels. En effet, cette ancienne église, monument historique inscrit depuis 1927, fait désormais l'objet d'un périmètre de protection au titre des monuments historiques, plus réduit que le précédent, mais également plus exigeant pour les futures constructions : implantations de bâtiments permettant de préserver des vues sur l'ancienne église, prise en compte d'éléments patrimoniaux anciens significatifs, préservation des poches végétales remarquables...

Dans ce contexte, il est nécessaire d'établir précisément des prescriptions urbaines et paysagères en cohérence avec les nouvelles dispositions des périmètres de monuments historiques.

A ce titre, la Ville mène une étude conjointement avec l'Architecte des Bâtiments de France. Ces propositions permettront d'encadrer les nouvelles opérations et de renforcer la cohérence de l'urbanisation existante et à venir.



La Ville souhaite donc instituer un périmètre d'étude au sens de l'article L.111-10 du code de l'urbanisme afin de ne pas compromettre la faisabilité des opérations d'aménagement futures, qui devront prendre en compte les spécificités paysagères et patrimoniales du site, et de ne pas rendre plus onéreuse leur réalisation. La délimitation précise du périmètre est jointe à la présente délibération.

Cette disposition permettra à la collectivité, le cas échéant, d'opposer un sursis à statuer aux demandes d'autorisation de travaux, de constructions ou d'installations qui pourraient porter préjudice à la mise en œuvre du projet d'aménagement qui sera envisagé.

Pour information, cette démarche a également été soumise aux habitants du quartier, début juin, à travers une réunion publique de concertation qui a permis de prendre également en considération leurs remarques sur l'évolution du quartier et sur le périmètre d'étude qu'il vous est proposé de mettre en place.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

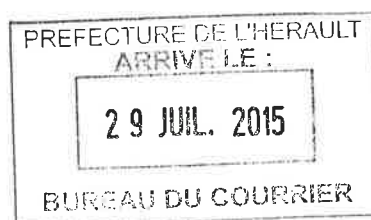
- de prendre en considération la mise à l'étude de l'aménagement du secteur de l'ancienne église de Montels,
- d'instituer un périmètre d'étude, ci-annexé, délimitant les terrains concernés par l'opération conformément aux dispositions de l'article L.111.10 du code de l'urbanisme,
- d'autoriser Monsieur Le Maire, ou à défaut l'adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

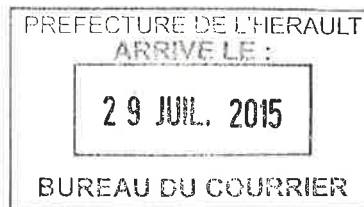
**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

  
**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 24 juillet 2015**



## **Séance publique du jeudi 23 juillet 2015**



**Convoqué le vendredi 17 juillet 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 23 juillet 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Rémi ASSIE, Françoise BONNET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Julie FRECHE, Audrey LLEDO.

**Absents :**

Patrick VIGNAL.

### **QUARTIER DES CEVENNES**

#### **Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH)**

#### **Copropriété Cévennes 1**

#### **Attribution de subventions en parties privatives**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération en date du 03 mai 2010, le Conseil Municipal a approuvé la convention relative à l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) - Copropriété Dégradée des Cévennes 1. Cette convention permet la mobilisation des crédits de l'Agence Nationale pour l'Habitat (ANAH) par délégation de Montpellier Métropole Méditerranée, de la Ville de Montpellier et de Montpellier Métropole Méditerranée sur ses fonds propres.

La convention d'OPAH a été signée le 27 juillet 2010 par l'ANAH, Montpellier Métropole Méditerranée, le Département de l'Hérault et le syndic de copropriété. Elle vise à la réhabilitation complète de la copropriété des Cévennes 1, à la solvabilisation des propriétaires, au repérage des logements indignes à l'habitation, au maintien des propriétaires occupants.

Par délibération en date du 13 décembre 2010, le Conseil Municipal a retenu la Société d'Equipeement de la Région Montpelliéraine (SERM) pour la conduite d'opération de l'OPAH. La SERM fournit assistance aux propriétaires ou au syndic pour le montage des dossiers d'investissement et l'obtention des subventions. Pour la mise en œuvre de ses interventions, la Ville de Montpellier a mis en place et a financé sur son budget, au titre du financement de l'action d'amélioration de l'habitat, un fonds communal d'aides à la réhabilitation privée, destiné à favoriser et accompagner la réalisation de travaux de réhabilitation en y introduisant de manière prioritaire une thématique de mises aux normes thermiques, électriques et acoustiques luttant ainsi contre la précarité énergétique.

Conformément au règlement d'intervention, la Ville de Montpellier apporte aux propriétaires occupants, pour la réhabilitation des parties privatives, une aide de 5 à 10% du montant des travaux subventionnables par l'ANAH en fonction de leurs ressources. Après validation du programme de travaux réalisés par l'équipe de conduite d'opération de la SERM, agissant pour le compte de la Ville de Montpellier, il est proposé de subventionner les travaux suivants :

Bénéficiaires	M et Mme <b>AFKIR</b>	M et Mme <b>CHOUF</b>	M et Mme <b>BOUALI</b>	Mme <b>OMANI</b>
Caractéristiques de l'opération	Partie privative	Partie privative	Partie privative	Partie privative
Nature des travaux	Fourniture et pose de 5 menuiseries en double vitrage.	Mise aux normes de l'électricité. Pose de convecteurs électriques. Menuiseries double vitrage.	Remplacement de la chaudière et des radiateurs.	Remplacement de la chaudière, réfection du circuit de chauffage, mise aux normes électriques.
Adresse	949 avenue du Professeur Louis Ravaz Bâtiment K5	949 avenue du Professeur Louis Ravaz Bâtiment K3	949 avenue du Professeur Louis Ravaz Bâtiment i5	949 avenue du Professeur Louis Ravaz Bâtiment J1
Dépense subventionnable	2467,34€	10 000,00€	10 000,00€	4925,00€
Subvention Ville	247,00€	1 000,00€	1000,00€	493,00€

Conformément au règlement attributif de subventions de la Ville de Montpellier, le versement des subventions engagées ne sera effectué que sous la condition d'une visite de contrôle par l'équipe de conduite de l'opération de la SERM constatant l'exécution des travaux et leur conformité au projet subventionné.

**En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :**

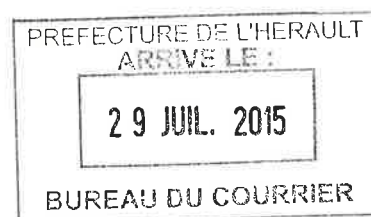
- D'attribuer une subvention de 247,00 € à Monsieur et Madame AFKIR, une subvention de 1000,00€ à Monsieur et Madame CHOUF, une subvention de 1000,00€ à Monsieur et Madame BOUALI et une subvention de 493,00€ à Madame OMANI ;
- De dire que la dépense est imputée au budget de la Ville sur la ligne "OPAH copropriété Cévennes subvention" ;
- De dire que le paiement de la subvention s'effectuera sur présentation par les propriétaires occupants des pièces justificatives prévues au règlement d'intervention ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjointe déléguée à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



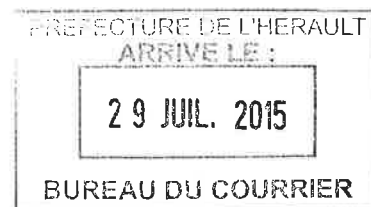
Philippe SAUREL



**Publiée le : 24 juillet 2015**

25

## Séance publique du jeudi 23 juillet 2015



Convoqué le vendredi 17 juillet 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 23 juillet 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Rémi ASSIE, Françoise BONNET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Julie FRECHE, Audrey LLEDO.

### Absents :

Patrick VIGNAL.

## MONTPELLIER GRAND CŒUR

### Concession d'aménagement Nouveau Grand Cœur 2013-2020 (concessionnaire SAAM) Avenant n°1

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Depuis 2003, la Ville de Montpellier mène sur son centre-ville une intervention globale de renouvellement urbain dénommée « *Montpellier Grand Cœur* ». L'objectif global de l'opération est l'amélioration du cadre de vie pour ceux qui y habitent et y travaillent, en agissant principalement sur trois volets : le logement, le commerce et les équipements publics.

L'ensemble de ces actions nécessitant l'intervention d'un aménageur, une convention publique d'aménagement a été confiée dans un premier temps à la Société d'Aménagement de la Région Montpellieraine (SERM). Cette convention a été approuvée par délibération du Conseil municipal le 26 juin 2003 (NB : suite à la loi n° 2005-809 du 20 juillet 2005 relative aux concessions d'aménagement, la convention publique d'aménagement a été renommée concession d'aménagement). Sa durée, de 10 ans à l'origine, a été portée à 14 ans par avenant en mars 2012 pour mettre en œuvre et terminer dans de bonnes conditions le programme fixé par la Ville.

Dans un deuxième temps, une nouvelle concession d'aménagement a été confiée à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), société publique locale (SPL), sur un territoire de centre-ville redéfini et agrandi, avec un nouveau programme établi à partir des potentialités foncières et immobilières identifiées sur ce secteur. Cette concession, dénommée « *Nouveau Grand Cœur 2013-2020* » a été approuvée par une délibération du Conseil municipal du 7 octobre 2013 puis signée le 3 décembre 2013 ; son bilan global s'établissait à 46 430 000 €HT en dépenses et en recettes avec une participation d'équilibre de la Ville de Montpellier de 4 640 000 €HT.

Le nouveau périmètre d'intervention élargi de la concession « *Nouveau Grand Cœur 2013-2020* » est venu notamment inclure des secteurs situés à l'ouest du périmètre d'une autre concession d'aménagement confiée



à la SERM, celle de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer. Ce quartier, compris entre le chemin de Moularès et l'avenue Albert Dubout, et situé à l'intersection de l'avenue du Petit Train et du chemin du Moulin des Sept Cans, est aujourd'hui composé d'un bâti hétéroclite, essentiellement individuel, qui s'inscrit en rupture avec l'habitat dense de type centre-ville des secteurs environnants. Aussi, en raison d'une situation avantageuse entre le centre-ville et les nouveaux quartiers de Port Marianne (Consuls de Mer, Jacques Cœur...), leurs commerces et équipements nombreux, l'hôtel de Ville, ainsi qu'une très bonne desserte par les transports publics (desserte par trois lignes de tramway), l'ensemble de ce quartier présente un caractère propice aux mutations urbaines et connaît depuis plusieurs années des évolutions majeures.

Ces évolutions ont amené la Ville à s'interroger sur le devenir de ce quartier et à y porter une attention particulière par le biais de deux interventions dont voici la synthèse :

- Dans la partie sud du quartier, le secteur « *Moularès* » constitue un îlot délimité par la rue du Moulin des Sept Cans, l'avenue du Petit Train et le chemin de Moularès : ce secteur est inclus dans le périmètre de la **ZAC Port Marianne – Consuls de Mer** (NB : périmètre de la ZAC étendu en juillet 2008 et en octobre 2012). Pour autant, la concession d'aménagement confiée à la SERM pour l'aménagement de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer ne porte pas sur ce secteur.
- Dans la partie nord du quartier, le secteur « *Moulin des Sept Cans – Petit Train* » se situe à l'intersection de l'avenue du Petit Train et de la rue du Moulin des Sept Cans, jusqu'à l'avenue Albert Dubout. Ce secteur, situé en dehors du périmètre de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer, a fait l'objet d'un **périmètre de conventions de Projets Urbains Partenariaux (PUP)** à l'intérieur duquel une méthode de financement contractualisée permet la prise en charge financière d'une partie des équipements publics nécessaires aux besoins des futurs habitants. Ce périmètre de PUP a été approuvé par le Conseil Municipal le 17 décembre 2014.

Parallèlement, dans le cadre de sa politique de renouvellement urbain, de réinvestissement des quartiers existants, de réparation de la ville et de requalification des espaces publics, la Ville de Montpellier s'est engagée dès 2013 dans une consultation permettant d'aboutir à la désignation d'un architecte-urbaniste ayant pour charge d'accompagner la Ville à organiser la mutation des deux secteurs présentés ci-avant, d'une surface totale d'environ 2,5 hectares.

A l'issue de cette consultation, une équipe pluridisciplinaire composée notamment de l'agence d'architectes-urbanistes montpelliéraine Matte-Devaux-Rousseau (MDR) a été désignée lauréate d'un marché d'architecte-urbaniste au printemps 2014. Le projet présenté par l'équipe de MDR a ainsi permis de donner un cadre à l'émergence des nouveaux projets immobiliers dans ces secteurs et de mener des études sur la requalification des espaces et équipements publics à réaliser pour permettre l'arrivée d'une population additionnelle.

Le programme d'aménagement prévisionnel défini par la Ville sur l'ensemble de ce secteur s'établit comme suit :

- 43 000 m<sup>2</sup> de surface de plancher (SDP) de logements accompagnés d'activités et de commerces ;
- des espaces et équipements publics nécessaires à la desserte et au raccordement des programmes immobiliers ;
- les ouvrages d'assainissement nécessaires à la réalisation du programme.

Aujourd'hui, afin de permettre la mise en œuvre de ce programme, l'aménagement de ces secteurs doit se poursuivre par l'engagement d'études techniques préalables aux travaux (études hydrauliques et réseaux divers notamment), par l'acquisition des terrains situés en périmètre de ZAC nécessaires à l'opération, par la réalisation des travaux d'aménagement requis en accompagnement de l'évolution urbaine de l'ensemble de la zone, ou par la commercialisation de certains lots composant le projet. Ces missions nécessitent un savoir-faire, une expertise et des moyens spécifiques qui relèvent de la compétence d'une société d'aménagement telle que la SAAM, dont le périmètre opérationnel s'étend jusqu'aux secteurs concernés.

Par conséquent, dans l'objectif d'assurer une mission globale d'aménagement du secteur concerné et compte-tenu de la nécessité de faire appel à un ensemblier capable de coordonner la réalisation

27

d'équipements complexes et imbriqués dans un secteur en pleine mutation, la Ville souhaite confier à la SAAM, par avenant n°1 à la concession « *Nouveau Grand Cœur 2013-2020* », l'aménagement du quartier selon le programme défini ci-avant.

Pour cela, l'avenant n°1 proposé aujourd'hui à l'approbation du Conseil municipal prévoit notamment :

- d'intégrer le programme d'aménagement prévisionnel tel que défini ci-avant pour les secteurs « *Moularès* » et « *Moulin des Sept Cans – Petit Train* » en tant que sous-opération de la concession « *Nouveau Grand Cœur 2013-2020* » concédée à la SAAM ;
- de confier à l'aménageur, sur ces secteurs, les missions définies à l'article 2 du contrat de concession « *Nouveau Grand Cœur 2013-2020* » telles que prévues initialement dans le contrat ;
- de modifier en conséquence le bilan de l'opération « *Nouveau Grand Cœur 2013-2020* » ;
- de modifier en conséquence la rémunération de la SAAM.

L'intégration de cette sous-opération à la concession « *Nouveau Grand Cœur 2013-2020* » augmente le bilan global de la concession de 11 440 000 €HT.

Le total des dépenses de ce sous bilan est de 11 440 000 €HT et correspond notamment aux acquisitions, aux frais d'études opérationnelles, aux travaux d'aménagement et immobiliers, aux frais de commercialisation et de conduite d'opération, aux frais financiers et de portage immobilier.

Le total des recettes de ce sous bilan est, lui aussi à 11 440 000 €HT, et comprend notamment les reventes de charges foncières, les recettes liées aux conventions de PUP, les participations éventuelles d'autres collectivités, les recettes locatives temporaires et les subventions (Etat, autres collectivités...), ainsi qu'une nouvelle participation d'équilibre d'un montant de 2 496 000 €HT.

En effet, par rapport au bilan approuvé dans la concession initiale, le nouveau bilan intègre, en dépenses, l'acquisition par la SAAM à la collectivité des propriétés déjà acquises par la Ville au sein du périmètre de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer (secteur « *Moularès* »), pour un montant total de 2 496 000 €HT. Ces acquisitions foncières correspondent à l'apport de la Ville au bilan de la concession « *Nouveau Grand Cœur 2013-2020* » et sont donc compensées en recettes par une participation équivalente de la Ville afin d'équilibrer l'opération.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

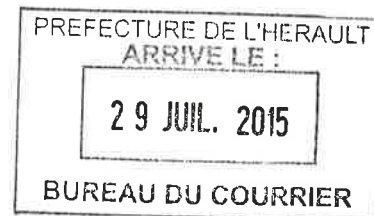
- d'approuver le projet d'avenant n°1 à la concession « *Nouveau Grand Cœur 2013-2020* » permettant de confier à la SAAM l'aménagement des secteurs « *Moularès* » et « *Moulin des Sept Cans – Petit Train* » définis ci-avant ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL



**Publiée le : 24 juillet 2015**



## **CERTIFICAT D’AFFICHAGE**

Montpellier

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier certifie qu'ont été affichés, du mercredi 30 septembre 2015 inclus au vendredi 30 octobre 2015 inclus, sur le panneau d'affichage officiel de la mairie situé à l'extérieur de l'hôtel de Ville, la première et la dernière page de l'avenant ci-dessous :

- Avenant n°1 à la concession d'aménagement Ville / SAAM Nouveau Grand Cœur.

**Montpellier, le 2 novembre 2015**

**La Directrice de l'Aménagement  
et de la Programmation**

**Sylvie MAHOT**

## Séance publique du jeudi 23 juillet 2015

Convoqué le vendredi 17 juillet 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 23 juillet 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titiña DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khanhthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Rémi ASSIE, Françoise BONNET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Julie FRECHE, Audrey LLEDO,

### Absents :

Patrick VIGNAL.

## FONCIER

### Protocole d'accord transactionnel tripartite

### Réalisation de travaux de reconstitution de propriété au 168 impasse d'Arcole Ville de MONTPELLIER / Monsieur BIAU et la Sarl RIVAGE PROMOTION

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération du Conseil municipal du 17 juin 2013, la Ville a décidé d'acquérir, en vue de réaliser un chemin piéton, une bande de terrain de 404 m<sup>2</sup> supportant en partie un cabinet médical et en partie une piscine, à détacher d'un plus grand corps cadastré section CR n° 105, sis 168 impasse d'Arcole, propriété de Monsieur Dominique BIAU, vendeur.

Par acte du 6 décembre 2013, la Ville a acquis ce terrain nouvellement cadastré CR 351 au prix de 199 980 € en s'obligeant à réaliser sous sa maîtrise d'ouvrage la démolition des ouvrages situés à la fois sur la propriété du vendeur et sa nouvelle propriété, à savoir le cabinet médical et la piscine, puis le remblaiement et le nivellement du terrain ainsi que la reconstruction d'une clôture séparative.

L'acte précisait en condition particulière que ces travaux devraient être régularisés avant le 30 mars 2014, sauf cas de force majeure, et que des pénalités de 100 euros par jour de retard seraient dues au vendeur.

Depuis, la SARL RIVAGE PROMOTION a signé une promesse de vente avec Monsieur BIAU en vue d'acquérir le terrain et la villa restant sa propriété, afin de réaliser une opération immobilière d'aménagement d'un lotissement de 6 lots.

Après la phase d'étude du projet, la SARL RIVAGE PROMOTION a déposé une demande d'autorisation de lotir le 30 décembre 2014, délivrée le 23 mai 2015.

La Ville a différé la réalisation des travaux lui incombant à la délivrance du permis de lotir, une exécution simultanée des travaux étant apparu préférable.

Dans le cadre de la préparation du chantier, il s'avère :

- qu'une coordination optimale des travaux de démolition (en termes de planning, circulation, accès, gêne pour les riverains ...) n'apparaît possible qu'avec un maître d'ouvrage unique ;
- que la qualité de professionnel de la construction du propriétaire de seconde main en la personne de la SARL RIVAGE PROMOTION permet de réinterroger la responsabilité de la maîtrise d'ouvrage au regard des travaux de reconstitution de propriété suite à acquisition d'emprise partielle ;
- que le coût des travaux de même nature supporté par le propriétaire de seconde main s'avère inférieur de 69 % au coût estimé en premier lieu par la Ville.

Par ailleurs, Monsieur BIAU, au titre des pénalités de retard prévues dans l'acte, demande à la Ville le versement d'une somme forfaitaire.

Le montant des pénalités susceptibles d'être demandées à la Ville au 23 juillet 2015 s'élève à 47.800 €. Après négociation, Monsieur BIAU accepterait de renoncer aux droits qu'il détient à l'encontre de la Ville au titre de l'acte de vente du 6 décembre 2013, en contrepartie du versement par la Ville d'une indemnité forfaitaire de 36.000 € correspondant aux pénalités échues entre la date de dépôt de demande de PC et sa date d'octroi à la SARL Rivage promotion.

Dans ces conditions, la Ville s'engage :

- à verser à la Sarl RIVAGE PROMOTION une indemnité forfaitaire de 67 232,40 € TTC, soit 56 027 € HT, pour solde de tout compte correspondant à la réalisation des travaux sur présentation des devis d'entreprises corrélatifs ;
- à verser une indemnité forfaitaire de 36.000 € TTC à Monsieur BIAU ;
- à reconstruire elle-même une clôture séparative constituée d'un mur bahut de 1,20 m de hauteur, enduit des deux côtés, et surmonté d'un grillage de 0,80 m de hauteur, entre les parcelles cadastrée CR 350 et 351 ;

La constatation et la mise en œuvre de cet accord devra faire l'objet de la signature d'un protocole d'accord transactionnel tripartite, acte le mieux adapté à garantir l'ensemble des parties.

#### **En conséquence, il est proposé au conseil municipal :**

- d'approuver la signature d'un protocole d'accord transactionnel tripartite entre la Ville, Monsieur BIAU et la Sarl RIVAGE PROMOTION en vue de la réalisation des travaux de reconstitution de la propriété sise 168 impasse d'Arcole ;
- de prélever les crédits nécessaires au paiement à la Sarl RIVAGE PROMOTION de l'indemnité forfaitaire de 67 232,40 € TTC, correspondant au montant des travaux de démolition, sur le budget de la Ville, programme "Action foncière" n° 2013I27 ;
- de prélever les crédits nécessaires au paiement à Monsieur BIAU de l'indemnité forfaitaire de 36 000 € TTC sur le budget de la Ville, programme "Action foncière" n° 2013I27, en contrepartie de sa renonciation à l'intégralité des droits qu'il détenait à l'encontre de la Ville au titre de l'acte de vente du 6 décembre 2013 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous actes ou documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**



**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 24 juillet 2015**



## Séance publique du jeudi 23 juillet 2015

Convoqué le vendredi 17 juillet 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 23 juillet 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Rémi ASSIE, Françoise BONNET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Julie FRECHE, Audrey LLEDO.

### Absents :

Patrick VIGNAL.

## FONCIER

### Vente à ASF des terrains de la Ville nécessaires à la réalisation d'un bassin de rétention dans le cadre du dédoublement de l'autoroute A9

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération du 30 mai 2012, le Conseil municipal a approuvé la vente à ASF (Autoroutes du Sud de la France) de 13,38 ha de terres appartenant à la Ville afin de réaliser le dédoublement de l'autoroute A9.

En complément ultérieur, ASF a sollicité la Ville pour la cession de nouvelles parcelles concernées par une extension des emprises destinées à la réalisation de travaux hydrauliques et de raccordement de voies. Ce complément foncier est constitué des parcelles cadastrées ST 65, 67, 71, d'une contenance totale de 16 318 m<sup>2</sup>, situées au lieudit Terre de la Banquière, au sud de l'actuelle autoroute A9.

Par délibération du 17 décembre 2012, le Conseil municipal avait d'ores et déjà approuvé la passation d'une convention d'occupation précaire au profit d'ASF, signée le 7 janvier 2013, sur une partie de ces mêmes parcelles afin de lui permettre d'anticiper le démarrage des travaux.

Un bassin de rétention prévu par le projet de dédoublement de l'autoroute A9, déclaré d'utilité publique par décret du Premier Ministre en date du 30 avril 2007, sera aménagé sur cette assiette foncière.

Le prix total proposé est de 428 347,50 €, soit 25 €/m<sup>2</sup> assortis d'une indemnité de remploi de 5 % du fait de l'expropriation, conforme à l'évaluation de France Domaine.

La rédaction de l'acte authentique de vente sera confiée à l'Office notarial de Baillargues.

### En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la vente à ASF de 16 318 m<sup>2</sup> de terres, cadastrées ST 65, 67 et 71, au prix total de 428 347,50 € ;
- de dire que la recette relative à cette vente sera imputée au budget de la Ville ;

- de dire que l'acte de vente sera rédigé par l'Office notarial de Baillargues ;
- de dire qu'ASF supportera tous frais et annexes relatifs à la régularisation de la vente ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 24 juillet 2015**

## Séance publique du jeudi 23 juillet 2015

Convoqué le vendredi 17 juillet 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 23 juillet 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Rémi ASSIE, Françoise BONNET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Julie FRECHE, Audrey LLEDO.

### Absents :

Patrick VIGNAL.

## Foncier Avenue du Petit Train Acquisition auprès du Conseil départemental de l'Hérault

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a pris, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015, le statut de métropole sous le nom « Montpellier Méditerranée Métropole ».

Cette transformation a eu pour effet de transférer la compétence relative à la voirie détenue jusque-là par la Ville de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale.

Néanmoins, par convention signée avec Montpellier Méditerranée Métropole, la commune de Montpellier assure de manière transitoire, du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2015, toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors et qui relèvent désormais de Montpellier Méditerranée Métropole.

La commune intervient donc à l'affaire objet de la présente délibération au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.

La maille urbaine située au nord-ouest de l'hôtel de ville, délimitée par l'avenue Albert Dubout, l'avenue du Professeur Etienne Antonelli, l'avenue du Petit Train et la rue des Sept Cans est en pleine mutation.

Par délibération du conseil municipal du 17 juin 2013, la Ville a manifesté sa volonté de mettre en œuvre sur ce secteur un projet de réaménagement urbain global en instituant un périmètre d'étude en prolongement de la zone d'aménagement concerté (ZAC) Port Marianne - Consuls de Mer.

Au cœur de ce projet d'aménagement d'ensemble, la requalification des espaces publics envisagée concernera notamment l'avenue du Petit Train. Or, l'analyse foncière du secteur fait apparaître que le Conseil départemental de l'Hérault est toujours propriétaire de deux parcelles cadastrées EY 392 et EY 393, d'une superficie respective de 1 638 m<sup>2</sup> et 2 023 m<sup>2</sup>, intégrées dans une section de l'avenue du Petit Train.

Par délibération de l'assemblée départementale en date du 1<sup>er</sup> juin 2015, le Conseil départemental de l'Hérault a accepté le transfert de domanialité publique des parcelles EY 392 et EY 393 au profit de la Ville, agissant au



nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole. Ce transfert sera effectué à l'euro symbolique, conformément à l'avis des services fiscaux en date du 12 novembre 2014.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal, au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole :**

- d'accepter le transfert de domanialité publique au profit de Montpellier Méditerranée Métropole, des parcelles cadastrées EY 392 et EY 393, avenue du Petit Train, propriété du Conseil départemental de l'Hérault, à l'euro symbolique conformément à l'avis des services fiscaux ;
- de saisir maître Ribaud, notaire à Montpellier, désigné par le Conseil départemental de l'Hérault, pour rédiger l'acte de transfert de propriété, aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, agissant au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole, à signer tout acte ou document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,  
Agissant au nom et pour le compte  
de Montpellier Méditerranée Métropole**



**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 24 juillet 2015**

## Séance publique du jeudi 23 juillet 2015

Convoqué le vendredi 17 juillet 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 23 juillet 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Rémi ASSIE, Françoise BONNET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Julie FRECHE, Audrey LLEDO.

### Absents :

Patrick VIGNAL.

## FONCIER

### Complexe sportif Alain Delylle

### Déclassement du domaine public communal

### Tréfonds partiel de la parcelle cadastrée KS179p

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville est propriétaire de complexe sportif désigné « Alain Delylle », cadastré KS 179, d'une contenance de 24 179 m<sup>2</sup>, situé rue de Las Sorbes, comprenant le gymnase « Micheline Ostermeyer », un plateau d'athlétisme, et divers terrains de football, basketball et handball.

Il est proposé de constater la non affectation et le déclassement du domaine public du sous-sol du terrain de handball situé au sud-est de l'emprise de ce complexe sportif (cf. plan joint).

Le tréfonds du terrain concerné porte sur une superficie d'environ 1800 m<sup>2</sup> à détacher de la parcelle KS 179 et prendra consistance sous la surface du terrain de handball.

Un document d'arpentage et un état de division en volume sont cours de réalisation par un géomètre afin de procéder à la division en surface et en volume du tréfonds de la parcelle concernée.

Il est proposé de faire entrer ce tréfonds, non affecté, dans le domaine privé de la commune afin de permettre à la Ville, une fois le déclassement effectif, de valoriser son patrimoine.

L'emprise souterraine à déclasser située en limite de la parcelle KS 180, propriété de la clinique Clémentville, pourra, le cas échéant, être cédée pour aménager un parking souterrain, répondant aux besoins de l'équipement médical et permettant une réduction de la pression du stationnement sur les voies publiques du quartier.

Ce déclassement ne porte aucune atteinte aux conditions d'utilisation du domaine public qui demeurera en surplomb et dont l'usage en terrain de sport sera maintenu.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de constater la désaffectation du tréfonds du terrain de handball situé sous la parcelle KS 179p ;
- de prononcer le déclassement du domaine public communal de ce tréfonds afin de le faire entrer dans le domaine privé de la Ville ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**



**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 24 juillet 2015**

## Séance publique du jeudi 23 juillet 2015

Convoqué le vendredi 17 juillet 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 23 juillet 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Rémi ASSIE, Françoise BONNET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Julie FRECHE, Audrey LLEDO.

### Absents :

Patrick VIGNAL.

## Foncier

### Acquisition emprise rue Agnès d'Aragon

### Propriété « Madame Séverine DUPRAT »

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a pris, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015, le statut de métropole sous le nom « Montpellier Méditerranée Métropole ».

Cette transformation a eu pour effet de transférer la compétence relative à la voirie détenue jusque-là par la Ville de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale.

Néanmoins, par convention signée avec Montpellier Méditerranée Métropole, la commune de Montpellier assure de manière transitoire, du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2015, certaines des compétences qu'elle exerçait jusqu'alors et qui relèvent désormais de Montpellier Méditerranée Métropole.

La commune intervient donc à l'affaire objet de la présente délibération au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.

Par Délibération du Conseil municipal n° 79 du 29 octobre 2003, il a été décidé de classer dans le domaine public la voie dénommée « rue Agnès d'Aragon ».

Par acte notarié du 15 juin 2004, la commune a acquis les parcelles cadastrées BE 625, BE 626 et BE 627 qui correspondent à une section de la rue.

Madame Séverine DUPRAT, propriétaire d'une partie de la rue Agnès d'Aragon située au droit de sa villa, accepte de céder à l'euro symbolique la parcelle nouvellement cadastrée BE 768 d'une contenance de 203 m<sup>2</sup>, afin de permettre à la collectivité de poursuivre le classement de la rue dans le domaine public.

Maître Raphaël DEMAILLE, notaire à Saint-Gély-du-Fesc, en charge des intérêts de Madame Séverine DUPRAT, se verra confier la rédaction de l'acte de transfert de propriété.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal, au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole :**

- d'acquérir la parcelle nouvellement cadastrée BE 768 d'une superficie de 203 m<sup>2</sup> à l'euro symbolique, afin de poursuivre l'incorporation de la rue Agnès d'Aragon dans le domaine public ;
- de saisir Maître Raphaël DEMAILLE, notaire à Saint-Gély-du-Fesc, pour rédiger l'acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, agissant au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole, à signer tout acte ou document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,  
Agissant au nom et pour le compte  
de Montpellier Méditerranée Métropole**



**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 24 juillet 2015**

## Séance publique du jeudi 23 juillet 2015

Convoqué le vendredi 17 juillet 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 23 juillet 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Kanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Rémi ASSIE, Françoise BONNET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Julie FRECHE, Audrey LLEDO.

### Absents :

Patrick VIGNAL.

## Foncier Rue Edouard Villalonga Régularisation foncière

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a pris, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015, le statut de métropole sous le nom « Montpellier Méditerranée Métropole ».

Cette transformation a eu pour effet de transférer la compétence relative à la voirie détenue jusque-là par la Ville de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale.

Néanmoins, par convention signée avec Montpellier Méditerranée Métropole, la commune de Montpellier assure de manière transitoire, du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2015, certaines des compétences qu'elle exerçait jusqu'alors et qui relèvent désormais de Montpellier Méditerranée Métropole.

La commune intervient donc à l'affaire objet de la présente délibération au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.

Dans le cadre des régularisations foncières à effectuer dans le périmètre de la zone d'aménagement concerté (ZAC) Blaise Pascal, la Ville de Montpellier, au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole, propose d'acquérir une emprise de 50 m<sup>2</sup> environ, à extraire de la parcelle cadastrée RX 152, située rue Edouard Villalonga, propriété du Consistoire Régional du Languedoc Roussillon, déjà aménagée en trottoir.

Compte tenu de la nature du bien cédé, à savoir une emprise de voirie, le Consistoire Régional du Languedoc Roussillon représenté par Monsieur CHEMLA, secrétaire général, a accepté la cession à l'euro symbolique.

Maître Eric DURAND, notaire à Montpellier en charge des intérêts du Consistoire Régional du Languedoc Roussillon, se verra confier la rédaction de l'acte de transfert de propriété aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal, au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole :



- d'acquérir à l'euro symbolique auprès du Consistoire Régional du Languedoc Roussillon une emprise de 50 m<sup>2</sup> environ, située rue Edouard Villalonga, à extraire de la parcelle cadastrée RX 152, pour permettre son intégration au domaine public ;
- de saisir Maître Eric DURAND, notaire à Montpellier, pour rédiger l'acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, agissant au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole, à signer tout acte ou document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,  
Agissant au nom et pour le compte  
de Montpellier Méditerranée Métropole**



**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 24 juillet 2015**

## Séance publique du jeudi 23 juillet 2015

Convoqué le vendredi 17 juillet 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 23 juillet 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sábria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Rémi ASSIE, Françoise BONNET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Julie FRECHE, Audrey LLEDO.

### Absents :

Patrick VIGNAL.

## Foncier Rue Marcel Pagnol Acquisition terrain - Monsieur Alfano

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a pris, depuis 1er janvier 2015, le statut de métropole sous le nom « Montpellier Méditerranée Métropole ».

Cette transformation a eu pour effet de transférer la compétence relative à la voirie détenue jusque-là par la Ville de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale.

Néanmoins, par convention signée avec Montpellier Méditerranée Métropole, la commune de Montpellier assure de manière transitoire, du 1er janvier au 31 décembre 2015, certaines des compétences qu'elle exerçait jusqu'alors et qui relèvent désormais de Montpellier Méditerranée Métropole.

La commune intervient donc à l'affaire objet de la présente délibération au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.

Monsieur Bruno ALFANO a manifesté son souhait d'acquérir la parcelle DT 243, située rue Marcel Pagnol, auprès de la SCI Pagnol.

A l'occasion de cette transaction, il a été proposé de régulariser la propriété foncière d'une emprise de 64 m<sup>2</sup> environ, qui est intégrée dans l'emprise de la voie. Il s'agit d'un tronçon de la rue Marcel Pagnol qui fait l'objet de l'emplacement réservé C 236 au plan local d'urbanisme (P.L.U.).

Monsieur Bruno ALFANO a donné son accord pour la cession de cette emprise à l'euro symbolique compte tenu de la nature du bien cédé, à savoir une partie de rue.

Maître Jacques Piquet, notaire à Saint Gély du Fesc, a été désigné par Monsieur Alfano pour représenter ses intérêts. Il sera chargé de rédiger l'acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal, au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole :**

- d'accepter l'acquisition à l'euro symbolique, d'une emprise de 64 m<sup>2</sup> à extraire de la parcelle cadastrée DT 24,3 rue Marcel Pagnol, auprès de Monsieur ALFANO, afin de régulariser la propriété foncière d'un tronçon de voie ;
- de saisir Maître Piquet, notaire à Saint Gély du Fesc, pour rédiger l'acte notarié, aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué agissant au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole, à signer tout acte ou document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

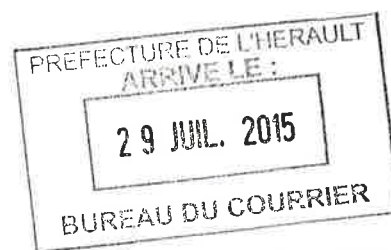
**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,  
Agissant au nom et pour le compte  
de Montpellier Méditerranée Métropole**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 24 juillet 2015**

## Séance publique du jeudi 23 juillet 2015



Convoqué le vendredi 17 juillet 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 23 juillet 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASILVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Rémi ASSIE, Françoise BONNET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Julie FRECHE, Audrey LLEDO.

### Absents :

Patrick VIGNAL.

## MONTPELLIER GRAND COEUR Projet de renouvellement urbain du quartier Centre Convention territoriale Avenant n°10, avenant à l'avenant de clôture

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La convention territoriale de rénovation urbaine pour le quartier Centre, signée le 08 janvier 2007, a fait l'objet de plusieurs modifications entérinées par 9 avenants, signés au niveau local ou national.

Afin d'entériner les modifications apportées au projet sur la cité Gély et le centre ancien, et de définir les modalités de clôture définitive du programme de la convention, un avenant n°10, avenant à l'avenant de clôture doit être signé par les maîtres d'ouvrage des opérations à clôturer du PRU Centre en entérinant notamment les points suivants :

### Sur la Cité Gély :

- La définition du calendrier du programme de démolition de l'immeuble « l'arche », sous maîtrise d'ouvrage de l'Office public de l'habitat de Montpellier Méditerranée Métropole ACM Habitat,
- La modification du calendrier du programme d'aménagements, à savoir :
  - les opérations de restructuration urbaine (voie Font Carrade, démolition partielle de l'ex centre social), sous maîtrise d'ouvrage Ville de Montpellier,
  - la démolition de 13 garages, sous maîtrise d'ouvrage de l'Office public de l'habitat de Montpellier Méditerranée Métropole ACM Habitat,
- La modification des contreparties cédées à la Foncière Logement,
- La modification du calendrier du programme de résidentialisation et la signature d'une convention de groupement de commande avec l'Office public de l'habitat Montpellier Méditerranée Métropole ACM Habitat permettant une réalisation cohérente des aménagements et une économie globale sur le projet. Pour ce faire, la Ville de Montpellier sera désignée maître d'œuvre et coordonnateur du groupement, sera chargée de conduire la procédure d'appel à la concurrence, et mandatée pour signer et exécuter chaque

marché de travaux. La commission d'appel d'offres de la Ville sera ainsi compétente pour choisir le titulaire de ce marché. Le président de la commission d'appels d'offres de la Ville de Montpellier pourra désigner les représentants de chacune des collectivités pour assister aux séances d'ouverture des plis et d'attribution des marchés.

Cette convention fixe également les principes de répartition des coûts de travaux mis à la charge de chaque membre du groupement :

- 600.000 € HT soit 720.000 € TTC pour les travaux de réaménagement des espaces extérieurs des cœurs d'îlot de bâtiments à la charge financière d'ACM Habitat,
- 4.200.000 € HT soit 5.040.000 € TTC pour les travaux de réaménagement des espaces publics de la Cité Gély bordant ces cœurs d'îlots à la charge financière de la Ville de Montpellier.

#### Sur le centre ancien :

- La modification du calendrier du programme de logements sociaux sis 31 cours Gambetta, sous maîtrise d'ouvrage du promoteur SFHE,
- La modification du calendrier du programme d'aménagements, à savoir :
  - les voies de desserte des îlots d'intervention prioritaire, sous maîtrise d'ouvrage Ville de Montpellier,
  - les conteneurs enterrés et boutiques à déchets, sous maîtrise d'ouvrage Ville de Montpellier pour la partie génie civil et maîtrise d'ouvrage Montpellier Méditerranée Métropole pour les équipements,
- La modification du calendrier des opérations d'aménagement des espaces commerciaux et artisanaux, sous maîtrise d'ouvrage SERM,
- Les mesures envisagées sur les terrains initialement dédiés à la Foncière Logement,
- La demande de majoration du taux de financement permettant d'améliorer le bilan de l'opération « D1 Bilan aménageur en construction neuve »,
- La non-réalisation de l'étude d'un Plan stratégique local (PSL) entrant dans le cadre des études d'ingénierie et de conduite de projet.

Par décret en date du 23 décembre 2014, la Communauté d'agglomération de Montpellier a été transformée en Montpellier Méditerranée Métropole, ce à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015. Cette création a eu pour effet le transfert de compétences détenues par la Ville de Montpellier à son établissement public.

Pour les opérations ci-dessus concernées par le transfert de la compétence voirie (restructuration urbaine de la cité Gély, voies de desserte des îlots d'intervention prioritaire, conteneurs enterrés et boutiques à déchets pour la partie génie civil, et groupement de commande avec ACM Habitat pour la résidentialisation de la cité Gély), la maîtrise d'ouvrage est assurée par la Ville de Montpellier au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.

#### Modalités de clôture définitive de la convention :

La date limite pour la demande de 1<sup>er</sup> acompte (justificatif de 15% de la dépense par opération) est fixée au 30 juin 2017.

La date limite pour l'ensemble des demandes du solde, conformément au règlement comptable et financier de l'agence, est fixée au 31 décembre 2018.

A cette date, les opérations non encore soldées seront soit soldées en l'état connu des dépenses justifiées, soit feront l'objet d'un recouvrement le cas échéant.

#### **Par conséquent, il est demandé au Conseil municipal:**

- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjointe déléguée à signer l'avenant n°10, avenant à l'avenant de clôture du PRU Centre,

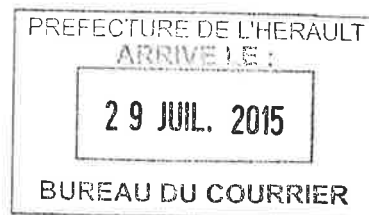
- d'approuver le principe d'une convention constitutive de groupement de commandes avec ACM Habitat pour les travaux de réaménagement des espaces extérieurs de la cité Gély,  
d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou les Adjoint(e)s délégué(e)s concerné(e)s à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**



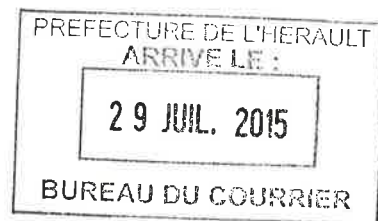
**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 24 juillet 2015**



## Séance publique du jeudi 23 juillet 2015



Convoqué le vendredi 17 juillet 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 23 juillet 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Rémi ASSIE, Françoise BONNET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Julie FRECHE, Audrey LLEDO.

### Absents :

Patrick VIGNAL.

## OPAH-RU « Gambetta- Figuerolles / Nord-Ecusson » Avenant de prolongation de six mois

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par décret en date du 23 décembre 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a été transformée en Montpellier Méditerranée Métropole le 1<sup>er</sup> janvier 2015.

Cette création a eu pour effet le transfert de la compétence relative à la politique de l'habitat détenue par la Ville de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale.

Néanmoins, par convention conclue avec Montpellier Méditerranée Métropole, la commune de Montpellier assure de manière transitoire du 1<sup>er</sup> janvier 2015 au 31 décembre 2015, toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors et qui relèvent désormais de Montpellier Méditerranée Métropole.

La Ville de Montpellier intervient donc à l'affaire objet de la présente délibération au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'opération programmée d'amélioration de l'habitat, de renouvellement urbain et de copropriété dégradées (OPAH-RU) « Gambetta-Figuerolles / Nord-Ecusson » s'inscrit dans le projet de renouvellement urbain «Montpellier Grand Cœur» initiée par la Ville de Montpellier depuis 2003.

Cette OPAH-RU s'avère être un outil pertinent et efficace sur les territoires sensibles et prioritaires, complément primordial des autres actions de renouvellement urbain mis en place dans le cadre de la concession d'aménagement Grand Cœur. Ainsi, il est envisagé, dans le cadre du partenariat existant sur cette opération avec Montpellier Méditerranée Métropole, délégataire de l'Agence nationale de l'habitat (ANAH) pour la gestion des aides à l'habitat privé, et la Ville de Montpellier, d'étudier la mise en œuvre d'une nouvelle OPAH-RU sur le même territoire.

Ce nouveau dispositif s'inscrira tout à fait dans les nouvelles priorités de l'ANAH, à savoir la lutte contre l'habitat indigne et la précarité énergétique. Il permettra également de faire aboutir, après de longues négociations, de nombreux dossiers faisant l'objet de déclarations d'utilité publique de travaux et de poursuivre cette démarche sur d'autres immeubles dégradés.

Compte tenu du délai de mise en œuvre (réalisation d'une étude pré-opérationnelle, définition des objectifs et des enveloppes financières et signature de la convention) et, afin qu'il n'y ait pas d'interruption entre les deux OPAH-RU, il y a lieu d'envisager une prolongation de 6 mois du dispositif actuel.

Cette OPAH-RU étant entrée en vigueur le 31 août 2010 pour une durée de 5 ans, s'achèvera le 31 août 2015. L'avenant de prolongation de six mois prendra effet le 1er septembre 2015 et prendra fin le 29 février 2016.

Le total des subventions est estimé à 662.110 € dont 45.660 € d'aides de la Ville (cette dépense est inscrite au budget de la Ville, programme n°2013I29 OPAH animation - chapitre 917, dans la limite des crédits alloués annuellement). La programmation prévisionnelle comprend la réfection de parties communes de copropriétés fragilisées et des logements locatifs privés conventionnés (conventionné social et conventionné intermédiaire) et des logements de propriétaires occupants (détail des objectifs quantitatifs en annexe).

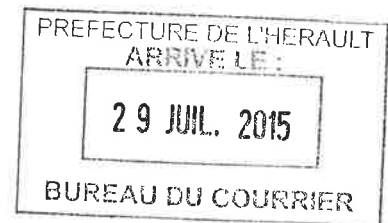
**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal, au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole de bien vouloir :**

- approuver l'avenant de prolongation de l'OPAH-RU «Gambetta-Figuerolles / Nord-Ecusson» d'une durée de 6 mois et le plan de financement,
- approuver le règlement attributif des aides communales à l'habitat ancien mis à jour,
- autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjointe déléguée, à signer l'avenant de prolongation, ainsi que tous les documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,  
Agissant au nom et pour le compte  
de Montpellier Méditerranée Métropole**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 24 juillet 2015**

## Séance publique du jeudi 23 juillet 2015

Convoqué le vendredi 17 juillet 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 23 juillet 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Rémi ASSIE, Françoise BONNET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Julie FRECHE, Audrey LLEDO.

### Absents :

Patrick VIGNAL.

## MONTPELLIER GRAND COEUR Ravalement obligatoire des façades Attribution de subventions

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre du ravalement obligatoire régi par le code de la construction et de l'habitation, mis en place par la Ville de Montpellier par délibérations du Conseil municipal sur Grand Cœur, des subventions sont accordées en application du règlement créé par délibération du Conseil municipal du 6 mai 2004, modifié par les délibérations du 21 décembre 2006, du 4 février 2009, du 22 juin 2009, du 13 décembre 2010 et du 23 juillet 2012.

Après contrôle des travaux pour vérifier la conformité avec les préconisations de la Ville et les autorisations accordées, la subvention suivante est attribuable :

M. ou Mme GINOT Paul, 34 avenue de Lodève	1.562,40 €
<b>Total :</b>	<b>1.562,40 €</b>

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

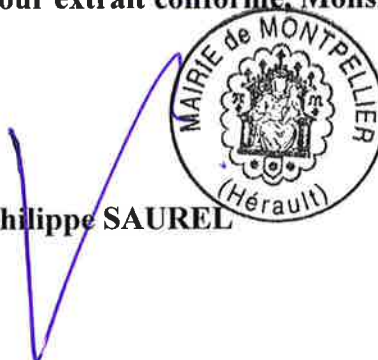
- d'autoriser le paiement de la subvention d'un montant total de 1.562,40 € correspondant à l'immeuble listé ci-dessus,
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2015 de la Ville (CRB : 28500 / Nature 20422 / Chapitre 908),

- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjointe déléguée, à signer tous les documents relatifs à cette affaire. |

**Le Conseil adopte.**

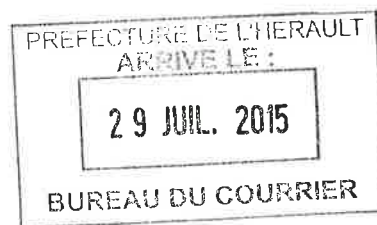
**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

**Philippe SAUREL**

The image shows a circular official stamp of the 'MAIRIE de MONTPELLIER (Hérault)'. The stamp features a central coat of arms. A large, stylized handwritten signature in blue ink is written over the stamp and the name 'Philippe SAUREL'.

**Publiée le : 24 juillet 2015**

## Séance publique du jeudi 23 juillet 2015



Convoqué le vendredi 17 juillet 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 23 juillet 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Rémi ASSIE, Françoise BONNET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Julie FRECHE, Audrey LLEDO.

### Absents :

Patrick VIGNAL.

## CONCESSION D'AMENAGEMENT MONTPELLIER GRAND COEUR Opération « Passage Clemenceau », ancien lycée Pierre Mendès France Agrément de candidature du groupement KAUFMAN & BROAD / PITCH PROMOTION / M&A PROMOTION

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville a confié à la SERM (Société d'équipement de la région montpelliéraine) une concession publique d'aménagement pour agir sur la qualité et la diversité du logement et pour redynamiser le commerce dans le cadre de l'opération « Montpellier Grand Cœur ». Cette convention a été approuvée par délibération du Conseil municipal le 26 juin 2003 et notifiée le 1er août 2003.

Dans le cadre de l'opération d'aménagement du site de l'ancien Lycée Mendès France sis au sud du Centre historique de Montpellier, dont l'objectif est de réaliser un quartier d'habitation dénommé « PASSAGE CLEMENCEAU » entre l'avenue Clemenceau, le boulevard Berthelot et la rue des orchidées, la SERM a obtenu un permis d'aménager en juillet 2014 autorisant la création de 2 lots subdivisibles.

Après consultation, un groupement de trois promoteurs a été retenu sur le macro lot et un compromis de vente entre la SERM et KAUFMAN & BROAD LR a été signé le 29 mai 2015, comportant les caractéristiques suivantes :

### - Dénomination du candidat :

Groupement dont le mandataire principal est :

La Société dénommée **KAUFMAN & BROAD LR** Domiciliée en son siège social 266 place Ernest Granier, MONTPELLIER 34000

1<sup>er</sup> sous-acquéreur :

La société dénommée **PITCH PROMOTION SA**,  
Domiciliée 266 place Ernest Granier, MONTPELLIER 34000

Et dont le siège social est à 6 rue de Penthievre, PARIS 75008

Celle-ci envisage de se substituer une société dans laquelle elle est associée majoritaire : la société dénommée « **SCCV LE CLEM** » (en cours d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés)

2° sous-acquéreur :

La société dénommée **M&A PROMOTION** représentée par la société **RB GROUP**

Domiciliée 63 avenue du Pont Juvénal MONTPELLIER 34000

Il est convenu que l'acquéreur aux présentes et ses sous-acquéreurs, à savoir la société PITCH PROMOTION SA et la société RB GROUP, auront la faculté de se substituer avant la date prévue pour la signature de l'acte authentique :

- soit une société civile immobilière ou société en nom collectif dans laquelle l'acquéreur est associé majoritaire,
- soit une société filiale de la société ACQUEREUR selon la définition des filiales donnée par l'article L 233-1 du Code de Commerce,

- Localisation : 47/49b avenue Clemenceau – 34000 MONTPELLIER

- Parcelles cadastrées :

Section	N°	Lieudit	Surface
ET	70	49B AV GEORGES CLEMENCEAU	1ha09a27ca
ET	72	47 AV GEORGES CLEMENCEAU	0ha03a32ca
ET	73	47 AV GEORGES CLEMENCEAU	0ha01a58ca
ET	75	49B AV GEORGES CLEMENCEAU	0ha01a09ca

**Total : 1ha 15a 26ca**

- Nature des projets :

Ensemble immobilier composé de 265 logements collectifs et maisons individuelles groupées aux typologies suivantes : 7 Studios, 127 T2 – 80 T3 – 38 T4 et 13 T5, 313 places de stationnement développées en deux niveaux de sous-sol. Une artère et placette permettant de relier l'avenue Clemenceau à, d'une part la rue des Orchidées et d'autre part l'avenue Berthelot seront créées, frappées d'une servitude de passage publique.

Le groupement de promoteurs a obtenu un permis de construire valant autorisation de division, ainsi décomposé :

L'îlot 1 d'une contenance de 5.624 m<sup>2</sup> sur lequel la société KAUFMAN & BROAD LANGUEDOC ROUSSILLON réalise des constructions à usage d'habitation soit 134 logements avec, en pied d'immeuble, un local d'activité type commerce et une salle de convivialité commune et des emplacements de stationnement sur deux niveaux de sous-sol

L'îlot 2 d'une contenance de 2.274 m<sup>2</sup> sur lequel la société PITCH PROMOTION SA réalise des constructions à usage d'habitation soit 59 logements avec un local d'activités en pied d'immeuble et des emplacements de stationnement sur deux niveaux de sous-sol

L'îlot 3 d'une contenance de 3.492 m<sup>2</sup> sur lequel la société RB GROUP réalise des constructions à usage d'habitation soit 72 logements et des emplacements de stationnement sur deux niveaux de sous-sol

L'îlot 4 sera une aire de présentation des déchets à réaliser par la société RB GROUP

L'îlot 5 sera un transformateur à réaliser par la société RB GROUP

- Surface des projets : 16.976 m<sup>2</sup> SDP répartie de la manière suivante :



- 12 954.70 m<sup>2</sup> pour les 217 logements en accession libre
- 3 227.30 m<sup>2</sup> pour les 48 logements en PLUS/PLAI et PLS
- 454 m<sup>2</sup> pour les 3 commerces et une salle de convivialité
- 340 m<sup>2</sup> pour les 4 ateliers et club house

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver la candidature du groupement KAUFMAN & BROAD / PITCH PROMOTION / M&A PROMOTION pour la réalisation de l'opération « Passage Clemenceau » composé de logements collectifs entre l'avenue Clemenceau, le boulevard Berthelot et la rue des orchidées,
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjointe déléguée, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**



**Publiée le : 24 juillet 2015**

## Séance publique du jeudi 23 juillet 2015

Convoqué le vendredi 17 juillet 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 23 juillet 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Rémi ASSIE, Françoise BONNET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Julie FRECHE, Audrey LLEDO.

### Absents :

Patrick VIGNAL.

## Aménagement des Archives de la Ville de Montpellier dans l'ancien bâtiment des Archives départementales de l'Hérault. Mandat de réalisation à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (S.A.A.M.)

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération du 25 mars 2013, la Ville de Montpellier a fait l'acquisition de l'ancien bâtiment des Archives départementales de l'Hérault, avenue de Castelnau pour y installer et y regrouper les Archives municipales actuellement réparties entre la médiathèque Emile-Zola (Archives historiques) et l'ancienne mairie (Archives contemporaines).

Un préprogramme a été établi par les services de la Ville

L'opération de rénovation du bâtiment consiste en une remise en service du bâtiment existant, avec l'installation des archives historiques, sur un niveau traité en hygrométrie et température stabilisées. Elle devra tenir compte des recommandations et normes de conservation des archives édictées par le Service Interministériel des Archives de France.

Les niveaux concernés par les travaux de réaménagement intérieur vont du rez-de-chaussée au R+4 :

- 1 niveau sera dédié aux besoins fonctionnels des archives ;
- 1 niveau sera dédié à la conservation des archives historiques ;
- 2 niveaux seront dédiés à la conservation des archives contemporaines ;
- Le rez-de-chaussée accueillera en outre le Centre Régional de la Résistance et de la Déportation.

Les niveaux -1 et -2 ne seront pas utilisés pour l'instant.

La capacité de l'équipement permettra d'accueillir, en plus des archives de la Ville, celles d'autres structures qui en manifesteraient le souhait. Le principe et les conditions d'un tel accueil seront soumis à l'approbation du Conseil Municipal

Aujourd'hui la Ville souhaite confier à la SAAM un mandat de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation de cette opération.

Le coût de l'opération, hors rémunération du mandataire, est estimé à 4 131 842 € HT.

Ladite convention de mandat est annexée à la présente délibération. Elle est exclue du champ d'application du Code des Marchés publics par l'article 3 1° dudit code relatif aux contrats conclus entre un pouvoir adjudicateur et un cocontractant sur lequel il exerce un contrôle comparable à celui qu'il exerce sur ses propres services et qui réalise l'essentiel de ses activités pour lui.

Ses principales caractéristiques sont les suivantes :



- La Ville confie à la SAAM le soin de faire réaliser en son nom et pour son compte les travaux de réhabilitation du bâtiment des anciennes archives départementales ;
- Ces ouvrages devront répondre au programme défini par la Ville et respecter l'enveloppe financière prévisionnelle ;
- La rémunération de la SAAM est fixée à 5 % HT du montant HT des dépenses à engager par le mandataire soit un montant prévisionnel de 206 600 € HT. Cette rémunération du mandataire s'inscrit dans le coût global de l'opération qui s'élève donc à 4 338 442 € H.T.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver le projet de réhabilitation de l'ancien bâtiment des archives départementales de l'Hérault, son programme et son enveloppe financière prévisionnelle tels que précisés dans la présente délibération ;
- d'approuver les termes de la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée, telle qu'annexée à la présente délibération, mandatant la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier pour la réalisation de cette opération.
- d'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer ladite convention de maîtrise d'ouvrage déléguée ainsi que tous actes ou documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

  
  
**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 24 juillet 2015**

## Séance publique du jeudi 23 juillet 2015

Convoqué le vendredi 17 juillet 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 23 juillet 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Rémi ASSIE, Françoise BONNET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Julie FRECHE, Audrey LLEDO.

### Absents :

Patrick VIGNAL.

## Aménagement de l'espace Saint Ravy Dépôt d'un dossier de déclaration préalable de travaux dans un établissement recevant du public (ERP)

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Afin de mettre en valeur les expositions et permettre un meilleur accueil du public, il est proposé des travaux d'aménagement à l'espace St Ravy.

Ces travaux concernent la mise en conformité électrique de l'espace suite aux contrôles périodiques annuels réglementaires, le remplacement de l'éclairage d'expositions, le remplacement du revêtement de sol et le doublage partiel des murs.

Le montant de ces travaux est de 80 000€ TTC, montant inscrit au budget primitif 2015 de la Ville. Ces travaux sont soumis à une autorisation d'aménager un équipement recevant du public.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver l'aménagement de l'espace St Ravy ;
- D'autoriser le dépôt d'un dossier de déclaration préalable de travaux dans un établissement recevant du public (ERP) auprès de la Direction Urbanisme Opérationnel;
- De dire que la dépense est inscrite au budget primitif 2015 de la Ville, section investissement, fonction 90324, nature 21318 ;

- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**



**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 24 juillet 2015**

## Séance publique du jeudi 23 juillet 2015

Convoqué le vendredi 17 juillet 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 23 juillet 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Rémi ASSIE, Françoise BONNET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Julie FRECHE, Audrey LLEDO.

### Absents :

Patrick VIGNAL.

## Exonération des frais de reproduction de documents d'archives pour l'association Grognon Frères

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

En 2012, Sandrine Barciet, de l'association Grognon frères, a créé une pièce de théâtre à partir de documents conservés aux Archives municipales. Ce spectacle intitulé *Et bien dansons maintenant* est directement inspiré des archives de l'Opéra-Comédie de Montpellier. Aujourd'hui, l'association Grognon frères souhaite exposer des reproductions des textes qui sont proclamés pendant le spectacle. Ces images seront exposées ou projetées dans les villes de l'Hérault et du Gard qui accueilleront la tournée prévue à partir de septembre 2015 et uniquement dans le cadre de cette tournée.

Conformément aux tarifs 2015 adoptés par délibération n° 2014/569 du 17 décembre 2014, le montant des droits de reproduction des 105 documents sélectionnés s'élève à 244,75 € TTC. Ce montant comprend les prises de vues, la gravure, le DVD et les tirages couleur sur papier aux formats A3 et A4.

Compte tenu du caractère exceptionnel que représente cette valorisation de documents des Archives de Montpellier, il est proposé au Conseil municipal :

- D'exonérer l'association Grognon frères du montant des droits de ces reproductions ;
- De considérer cette exonération comme une subvention en nature, qui sera à ce titre inscrite dans les comptes de l'association et dans le compte administratif de la Ville.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL





## Séance publique du jeudi 23 juillet 2015

Convoqué le vendredi 17 juillet 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 23 juillet 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Rémi ASSIE, Françoise BONNET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Julie FRECHE, Audrey LLEDO.

### Absents :

Patrick VIGNAL.

## Attribution de subventions à des associations culturelles Exercice 2015

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Au titre de sa politique culturelle, la Ville de Montpellier encourage et accompagne les structures culturelles associatives portant leurs projets sur le territoire montpelliérain.

L'accès à la culture est à nos yeux l'un des fondements de l'épanouissement intellectuel, de l'éducation et du lien social pour les Montpelliérains, son impact économique et social est essentiel pour notre commune.

L'engagement du tissu associatif et des acteurs culturels en faveur de la sensibilisation, de l'accès des publics au patrimoine culturel et à la création artistique montpelliéraine est l'un des piliers de la vitalité culturelle de notre ville.

Culture pluridisciplinaires et spectacle vivant sont autant de domaines d'intervention soutenus par la Ville de Montpellier.

Afin d'assurer la transparence de notre action en faveur du tissu associatif, nous soutenons des projets innovants et créatifs, en fonction de critères d'analyse objectifs reposant sur la dynamique urbaine des projets ou structures, la mise en œuvre d'actions en direction de tous les publics ou du jeune public, l'originalité du projet (formes innovantes ou expérimentales), la stabilité financière du projet au regard de ses objectifs et la participation financière des collectivités partenaires.

Après examen des dossiers, il est proposé aujourd'hui l'attribution de subventions aux 5 associations figurant dans le tableau ci-après pour un montant total de 67 500 € au titre de l'exercice 2015.

Code association	Nom de l'association	Nature	Montant
	ARTS VISUELS ET MEDIAS		

29	MONTPELLIER CONTACTS – RADIO CLAPAS	Fonctionnement	8 000
	<b>SPECTACLE VIVANT - Danse</b>		
4265	ATTITUDE	Fonctionnement	29 500
	<b>SPECTACLE VIVANT - Musique</b>		
4955	MUSIQUE SANS FRONTIERES	Fonctionnement	16 200
5861	ACORD PRODUCTION	Projet	3 000
	<b>SPECTACLE VIVANT - Théâtre</b>		
4812	COMPAGNIE ADESSO E SEMPRE	Fonctionnement	10 800
	<b>TOTAL</b>		<b>67 500</b>

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923.

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal:**

- De décider de l'affectation des subventions aux associations telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement et des conventions types le cas échéant ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2015 sur les imputations citées ci-dessus avec la nature 6574 pour le fonctionnement ainsi que pour les manifestations et pour un montant total de 67 500 € ;
- D'approuver les lettres d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire..

**Le Conseil adopte.**

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

  
Philippe SAUREL

**Publiée le : 24 juillet 2015**

## Séance publique du jeudi 23 juillet 2015

Convoqué le vendredi 17 juillet 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 23 juillet 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Rémi ASSIE, Françoise BONNET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Julie FRECHE, Audrey LLEDO.

### Absents :

Patrick VIGNAL.

## Maison de la Justice et du Droit (MJD) Montpellier Convention de renouvellement

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Les Maisons de Justice et du Droit (MJD) ont été créées par la loi N° 98-1163 du 18 décembre 1998, relative à l'accès au droit et à la résolution amiable des conflits.

La Maison de la Justice et du Droit de Montpellier, relève des services de Justice, elle a été créée dans le cadre du contrat local de sécurité de la ville de Montpellier en date du 5 juillet 1999 et inaugurée le 28 avril 2000. Aujourd'hui, le Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD) en assure la gestion et le suivi en lien avec le Conseil Départemental de l'Accès au Droit (CDAD), groupement d'intérêt public, qui a pour mission essentielle de définir et de mettre en œuvre une politique de développement de l'aide à l'accès au droit.

La MJD est un lieu de justice où différents acteurs assurent une présence judiciaire ainsi qu'une information juridique par la permanence de professionnels du droit (avocats, huissiers, notaires) et d'associations spécialisées de juristes dans le domaine des petits litiges civils (logement, consommation, surendettement) ainsi qu'en matière familiale en proposant des solutions à l'amiable (conciliation, médiation).

L'accès au droit vise à :

- garantir au plus grand nombre d'habitants l'accès à une information juridique de qualité,
- permettre à toute personne, quels que soient son âge, sa nationalité, son niveau de vie ou le lieu où elle habite de pouvoir en dehors de tout procès, connaître ses droits et obligations et – ou – être informée sur les moyens de faire valoir ses droits ou d'exécuter ses obligations, grâce à l'intervention de professionnels habilités ou d'associations spécialisées.

Il permet aux personnes d'être mieux informées, d'être mieux orientées, d'être assistées dès que surgissent des difficultés juridiques, de bénéficier de la possibilité de résoudre à l'amiable les conflits et contribue ainsi à réduire les tensions sociales et les risques d'exclusion. Il est à, ce titre, un facteur de cohésion sociale.

A cet égard, la Ville de Montpellier, par son engagement, participe au développement de l'accès au droit, en faveur de l'ensemble des habitants du ressort du Tribunal de Grande Instance, notamment les plus démunis.

La Maison de la Justice et du Droit de Montpellier fait l'objet, à ce jour, d'un projet de requalification en relation avec le Parquet de Montpellier : de nouveaux locaux sont proposés dans un lieu plus facile d'accès et plus accueillant. Un agent administratif est mis à disposition afin de valoriser les conditions d'accueil du public. Par ailleurs, un adulte relais – dans le cadre d'un conventionnement avec l'Etat – assure une mission d'accueil et d'accompagnement des usagers dans leurs démarches administratives et juridiques. Le projet porte également sur une redynamisation des permanences juridiques et des permanences des associations assurant l'accompagnement des citoyens et des victimes.

Les nouveaux locaux situés 222 rue François d'ORBAY, 34080 Montpellier, quartier Celleneuve, Quartier Politique de la Ville, tel que défini par le Décret n° 2014-1750 du 30 décembre 2014 sont mis à disposition de l'autorité judiciaire par la Ville de Montpellier.



La mise à disposition des locaux et de l'agent administratif fait l'objet d'une convention, approuvée par le Ministère de la Justice, conformément au Code de l'organisation judiciaire, articles R 131-1 à 11, créé par Décret n° 2008-522 du 2 juin 2008.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, l'Adjointe déléguée, à signer la convention ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, l'Adjointe déléguée, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

   
**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 24 juillet 2015**

## **Séance publique du jeudi 23 juillet 2015**

**Convoqué le vendredi 17 juillet 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 23 juillet 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Rémi ASSIE, Françoise BONNET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Julie FRECHE, Audrey LLEDO.

**Absents :**

Patrick VIGNAL.

### **Mise à disposition de salles à titre gratuit**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Les Maisons Pour tous de la Ville de Montpellier hébergent chaque année un nombre considérable d'associations.

Dans un souci d'homogénéisation du traitement de ces occupations, le Conseil Municipal du 25 juillet 2011 a validé des modèles de convention de mise à disposition permettant le traitement de toutes les situations (occupations ponctuelles ou annuelles).

Il est demandé aujourd'hui au Conseil municipal de bien vouloir se prononcer sur les aspects financiers liés à ces occupations.

Le Code général de la propriété des personnes publiques prévoit que toute occupation du domaine public donne lieu au paiement d'une redevance.

Le même texte prévoit cependant une exception en permettant que de telles occupations puissent être accordées gratuitement aux associations à but non lucratif qui concourent à la réalisation de projets dans un intérêt général. Cette occupation à titre gratuit constitue toutefois une redevance en nature qui doit être valorisée à ce titre tant dans les comptes de l'association que dans le budget de la Ville.

Dans ce cadre, il est donc proposé au Conseil municipal de se prononcer sur les associations bénéficiaires de cette gratuité.

A cet effet, un tableau est joint en annexe décrivant le nom de l'association, le type de mise à disposition envisagée et le montant valorisable de celle-ci.

Cette gratuité se justifie à plusieurs titres :

- L'investissement bénévole de l'association dans la vie du quartier
- L'objet humanitaire, caritatif, citoyen de l'association ou son caractère d'intérêt général,
- La participation de l'association au projet de la Maison pour tous.

Pour cette saison 2015/2016, les Maisons pour tous de la Ville de Montpellier proposent donc d'ajouter aux précédentes validations:



- La mise à disposition annuelle de salle à titre gratuit à 68 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 21440 €

Les associations concernées sont :

**MPT VILLON** : Association Mas des moulins 455€, BGE 245€, Comité de quartier St Clément 245€, CDAD - conseil départemental de l'accès aux droits 110€, CIDFF - centre d'information des droits de la femme et de la famille 245€, ESSOR - Savoirs et partages 495€, CLCV 245€, COMIDER 245€, DEVENET 245€, La détente 455€, MLJAM 455€, Montpellier Scrabble 695€, Petits Débrouillards 245€, Question pour un champion 455€, Raiponce 655€, SOMIS 455€, UFOLEP 300€, Abraxas Dance Company 140€, Chant dessus dessous 110€, Danser bonheur 110€, Good news gospel 34 430€, La Maison du Judo 220€, Salade culturelle 140€, Initiatives Plurielles 245€, Kamala 110€

**MPT CHAMSON** : Info net service 165€, Raiponce 300€, Apars 165€, L'autre théâtre 430€, Enfance famille d'adoption 270€, Association Tutélaire de gestion 210€, Synergie des Mémoires humaines 245€, Comité de quartier Rocambale Ouest 220€

**MPT CURIE** : Rirôli 165€, le beloté Montpellier 34 300€, Raiponce 245€, Fcpe conseil local Celleneuve 220€

**MPT GUILLERME** : AIRIS 110€, AVEC 695€, MECS « Mas des Moulins » 675€, CHU 165€, Comité de quartier St Clément 165€

**MPT PARKS** : ñ 140€, Femmes Actives MOUV' 300€, DEVENET 300€, Comité de quartier « Malbosc Bouge 220€, Verpopa 300€, Eiki 165€, Swing cat club 165€, Edamc 220€

**MPT SAND** : Country Patchwork 245€, Association de culture physique fondamentale - Tiens bon la barre 245€, Rire 300€

**MPT SARRAZIN** : Via voltaire 330€, BGE Montpellier 165€, Les compagnons bâtisseurs 165€, Strata "j"m 1400€, Centre APAJ 165€, Association Tutélaire de gestion 165€, la croix rouge 350€

**MPT VOLTAIRE** : AOA 140€, Surdi 34 245€, Baobab 165€, Adesso e sempre 140€, CAC ST FRANCOIS 270€

**MPT Paul Emile Victor** : AVEC 835€, Phoenix 165€, MLJAM 245€, BGE Montpellier 245€, EPE 34 - Ecole des Parents et Educateurs 245€, SERM 455€, UDAF 455€

- La mise à disposition ponctuelle de salle à titre gratuit à 16 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 5555 €

Les associations concernées sont :

**MPT CURIE** : St Paul Ste Croix 110€, Pétanque club 220€

**MPT PARKS** : MALBOSC BOUGE 275€, Good news gospel 34 165, Danse en vie 770€

**MPT Paul Emile Victor** : AVEC 220€, Comité de quartier Cévennes et Environs 330€, Aclé 220€, Compagnie Lutine 110€

**MPT VILLON** : MLJAM 220€, ESSOR 550€, Justice pour le Petit Bard 495€.

**MPT VOLTAIRE** : Comité de quartier PASQUIER DON BOSCO 440€, CAC ST FRANCOIS 550€, SO AND YOU 385€, O'TAKE 495€.



Le montant de la subvention en nature est calculé en fonction des tarifs appliqués dans les Maisons pour tous, tels que votés lors du Conseil municipal du 25 juillet 2011.

**En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :**

- D'approuver le tableau joint en annexe décrivant les associations bénéficiaires de mise à disposition de locaux à titre gratuit ;
- D'approuver la signature avec ces associations des conventions nécessaires selon les modèles approuvés lors de la séance du Conseil Municipal du 25 juillet 2011
- D'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 24 juillet 2015**

## Séance publique du jeudi 23 juillet 2015

Convoqué le vendredi 17 juillet 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 23 juillet 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LÉVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Rémi ASSIE, Françoise BONNET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Julie FRECHE, Audrey LLEDO.

### Absents :

Patrick VIGNAL.

## Convention de préfiguration d'un partenariat de type GIP entre la Ville et le CHRU de Montpellier en vue de mutualiser leurs moyens de production alimentaire

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Montpellier, 8<sup>ème</sup> ville de France connaît une constante évolution démographique depuis plusieurs années. Cette importante croissance nécessite une vision prospective des besoins en équipements publics pour les années à venir, notamment dans le domaine de l'Education. En particulier, le service de Restauration Scolaire qui gère en autonomie complète une Unité Centrale de Production (U.C.P.) depuis 1982, doit évoluer.

Ainsi, cet équipement restructuré en 1993/94 répond désormais difficilement aux exigences actuelles des besoins de production alimentaire de la Ville. Aujourd'hui avec des pointes de production à 12 000 repas/jour (augmentation constante de 350 à 500 repas/an depuis 2008), l'UCP atteint sa capacité maximale de production. La Ville doit donc faire face aux problèmes liés à un outil de production de moins en moins adapté à l'augmentation constante et régulière des besoins.

Dans un contexte budgétaire contraint où l'optimisation s'impose, la solution d'une action en partenariat apparaît comme la plus appropriée pour aboutir à une solution économiquement satisfaisante.

Le C.H.R.U. qui s'est doté récemment d'une nouvelle Unité de Production Culinaire (U.P.C.) a contacté la Ville dans une démarche de recherche d'optimisation des moyens publics.

Des rencontres régulières et des réunions de travail se sont tenues entre la Ville et la Direction des services logistiques du C.H.R.U. de Montpellier pour examiner les modalités de la mise en œuvre d'un partenariat de type Groupement d'Intérêt Public (G.I.P.) afin de porter cette mutualisation. Il s'agit :

- D'étudier les possibilités de mutualiser l'achat alimentaire, la production culinaire et la distribution des repas dans les restaurants scolaires de la Ville et dans les différentes structures du C.H.R.U.
- De répondre aux besoins actuels et futurs en termes de volume d'achats, de production et de distribution alimentaire de la Ville et du C.H.R.U.

- De développer un approvisionnement alimentaire de proximité au bénéfice de la production locale.

Dans cette optique, et à l'issue d'une réflexion commune, la transformation de la nouvelle U.P.C. du C.H.R.U. couplée à la réhabilitation de son ancienne Unité de Production Culinaire, située à proximité, apparaît comme la solution techniquement adaptée pour la mise en œuvre de ce projet.

Préalablement à la création d'un partenariat de type G.I.P., les deux parties prenantes, Ville et CHRU, sont convenus d'approfondir les éléments juridiques, financiers et organisationnels et de lancer, en parallèle, une étude sur la faisabilité, puis l'accompagnement technique du projet. Cette étude qui fera l'objet d'un marché à procédure adaptée de la part de la Ville, portera sur les possibilités offertes par les deux unités du C.H.R.U. et les coûts inhérents à leur transformation. Les deux partenaires co-piloteront cette étude et son suivi.

Les résultats de cette étude viendront alimenter la réflexion commune aux deux institutions sur les points juridiques, financiers et organisationnels.

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :**

- d'approuver cette convention de préfiguration d'un partenariat de type GIP entre la Ville et le C.H.R.U. en vue de mutualiser leurs moyens de production alimentaire,
- de lancer l'étude de faisabilité technique puis d'accompagnement relative à la mise en œuvre de ce projet de partenariat tel que défini dans la convention jointe en annexe,
- de prélever le montant de la dépense sur les crédits inscrits au BP 2015 – Fonction 902,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

  
  
**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 24 juillet 2015**

## **Séance publique du jeudi 23 juillet 2015**

**Convoqué le vendredi 17 juillet 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 23 juillet 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel**

### **Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

### **Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Rémi ASSIE, Françoise BONNET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Julie FRECHE, Audrey LLEDO.

### **Absents :**

Patrick VIGNAL.

## **Autorisation de signer la convention de financement entre la Ville de Montpellier et la Caisse des écoles dans le cadre du Programme de réussite éducative (PRE).**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Conformément aux orientations définies par la loi 2005-32 du 18 janvier 2005, dite loi de cohésion sociale, la Ville de Montpellier a décidé, par délibération du 20 décembre 2005, de choisir la Caisse des écoles comme structure juridique porteuse du Programme de Réussite éducative (PRE).

La Caisse des Ecoles est ainsi l'organisme mutualisateur des crédits alloués par l'Etat et par la Ville de Montpellier, conformément aux conventions d'attribution de subvention de fonctionnement signées le 20 janvier et le 16 mars 2015 (délibération du Conseil municipal du 14 décembre 2014 et du 19 février 2015).

Dans le cadre des actions qu'elle mène, la Caisse des écoles sollicite certains personnels de la Ville de Montpellier pour conduire des interventions auprès d'enfants accompagnés par le PRE. Elle est également amenée à utiliser des infrastructures et des services de la Ville pour son fonctionnement.

La Caisse des écoles et la Ville ont ainsi identifié les prestations mises à disposition du PRE et qui justifient une contrepartie financière de 130 000 €. Ces dispositions sont précisées dans la convention ci-jointe, soumise à l'approbation du conseil municipal.

Cette convention conclue pour l'année 2015 décline les interventions de la Ville relevant du Programme de Réussite éducative, précise la nature de ces dépenses et prévoit les modalités de remboursement par la Caisse des écoles à la Ville.

**En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :**

- d'approuver la convention de financement jointe en annexe à la délibération, entre la Ville et la Caisse des écoles
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer cette convention et tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 24 juillet 2015**

## Séance publique du jeudi 23 juillet 2015

Convoqué le vendredi 17 juillet 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 23 juillet 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Rémi ASSIE, Françoise BONNET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Julie FRECHE, Audrey LLEDO.

### Absents :

Patrick VIGNAL.

## Ajustements Attributions Subventions projets associatifs dans le cadre des activités périscolaires

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération du 07 Mai 2015 le Conseil municipal a voté l'attribution de subventions pour 160 projets associatifs visant à l'organisation d'activités périscolaires.

Il convient de réaliser des ajustements.

### 1) Annulations de subventions

Lors de la mise en place des ateliers à la rentrée scolaire, certains projets ne seront pas réalisés, ce qui justifie les annulations suivantes :

Code	Nom structure	Titre projet	Montant
582	Surdi 34	Sensibilisation au monde des sourds et malentendants	1800
	Compagnie Da Bobagem	Clown et culture brésilienne	10000
6152	Yapadlez'arts	Contes à écouter et à parler	5250
2099	Association socio culturelle bilingue Frédéric Peyson	Jeux de mains, c'est pas vilain	1150
	<b>Total</b>		<b>18200</b>

### 2) Attributions de subventions

Afin de compenser les projets qui ne seront pas réalisés et de répondre au plus près aux besoins des écoles, il est proposé l'attribution de nouvelles subventions comme suit :

Code	Nom structure	Titre projet	Montant
6152	Yapadlez'arts	Contes à écouter et à parler	3500
432	Association Départementale des Pupilles de l'Enseignement de l'Hérault – (AD PEP 34)	TAP	9000



789	Comité Départemental UFOLEP	Animations éducatives	9000
1469	Les Francas de l'Hérault	Animathèque	9000
4144	Muc Vacances	Temps périscolaires éducatifs	9000
4586	Vacances Evasion	Activités éducatives périscolaires	9000
6077	Compagnie Les Herbes Folles	Voyage en terre inconnue 2	2100
6184	Eduquer Créer Divertir Cultiver	Arcadémie 2	7500
467	Le relais	Projet éducatif Lamartine 2	3600
5146	Association PYARE	Slam	2100
265	Opéra Orchestre National Montpellier Languedoc Roussillon	A la découverte de l'Opéra et de l'Orchestre	2200
6285	Maison des histoires	Animation livres et contes	1800
699	Fédération des Aveugles et Amblyopes de France LR	Sensibilisation au handicap visuel	550
6061	Vrindavana	Yoga enfants	4300
3923	Association Forme Sports et Loisirs	TAP école Bazille	2400
	<b>Total</b>		<b>75050</b>

Les crédits seront prélevés sur la ligne 24419, nature 6574, fonction 922

**En conséquence il est proposé au Conseil municipal :**

- De décider des modifications et des affectations de subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des conventions ;
- De prélever les sommes nécessaires au premier versement sur les crédits inscrits au budget 2015 sur la ligne 24419, nature 6574, chapitre 922
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

  
**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 24 juillet 2015**

## Séance publique du jeudi 23 juillet 2015

Convoqué le vendredi 17 juillet 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 23 juillet 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASILVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khandaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Rémi ASSIE, Françoise BONNET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Julie FRECHE, Audrey LLEDO.

### Absents :

Patrick VIGNAL.

## Evolution des postes d'enseignants dans les écoles publiques à la rentrée 2015.

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Madame la Directrice Académique des services de l'Education Nationale et Directrice des services départementaux de l'Education nationale de l'Hérault informe la Ville que compte-tenu des effectifs scolaires et après avis du Comité Technique Spécial Départemental (C.T.S.D.) et consultation du Conseil Départemental de l'Education Nationale ( C.D.E.N.) réunis le 4 mai 2015, il a été arrêté des mesures relatives aux ouvertures et fermetures de classes.

Madame la Directrice Académique des services de l'Education Nationale demande au Conseil Municipal de se prononcer sur les ouvertures et fermetures suivantes et de prévoir en conséquence toutes les dispositions nécessaires pour assurer, avec le personnel adapté, l'accueil des élèves.

### Ouverture d'une nouvelle école primaire André MALRAUX :

3 postes en maternelle dont 2 transferts (M. DE L'HOSPITAL, CHENGDU)

3 postes en élémentaire

..... total ouvertures : 6 postes dont 2 par transfert

### Ouverture de postes dans les écoles élémentaires :

J. MERMOZ : ouverture du 7<sup>ème</sup> poste

M. BLOCH : ouverture du 10<sup>ème</sup> poste

S. BOLIVAR : ouverture du 10<sup>ème</sup> poste

L. MALET : ouverture du 13<sup>ème</sup> poste

J. BREL : ouverture du 11<sup>ème</sup> poste

J. MACE : ouverture du 7<sup>ème</sup> poste

A. BALARD : confirmation ouverture du 7<sup>ème</sup> poste par transfert de ROOSEVELT

F. BAZILLE : confirmation ouverture du 5<sup>ème</sup> poste

P. LANGEVIN : confirmation ouverture du 6<sup>ème</sup> poste

..... total ouvertures : 9 postes dont 1 par transfert

**Ouverture de postes en écoles primaires :**

F. MITTERRAND : ouverture du 13<sup>ème</sup> poste en maternelle

BEETHOVEN : confirmation du 9<sup>ème</sup> poste en maternelle

BEETHOVEN : ouverture de 2 élémentaires 10<sup>ème</sup> et 11<sup>ème</sup> postes

CHENGDU : confirmation de l'ouverture du 11<sup>ème</sup> poste en élémentaire

O. DE GOUGES : ouverture du 7<sup>ème</sup> poste en maternelle

O. DE GOUGES : ouverture du 9<sup>ème</sup> poste en élémentaire

O. DE GOUGES : confirmation des 2 ouvertures des 7<sup>ème</sup> et 8<sup>ème</sup> postes en élémentaire

..... **total ouvertures : 9 postes**

..... **Total général ouvertures : 24 postes dont 3 par transfert**

**Fermetures de postes en écoles maternelles :**

M. YOURCENAR : fermeture du 10<sup>ème</sup> poste

G. BON : confirmation de la fermeture provisoire du 9<sup>ème</sup> poste en septembre 2014

**Fermeture de poste en école élémentaire :**

F. ROOSEVELT : confirmation de la fermeture provisoire du 10<sup>ème</sup> poste en juillet 2014 par transfert sur Balard

**Fermetures de postes en école primaire :**

M. DE L'HOSPITAL : transfert du 5<sup>ème</sup> poste de maternelle vers MALRAUX (répartition effectifs)

CHENGDU : transfert du 6<sup>ème</sup> poste de maternelle vers MALRAUX

..... **Total général des fermetures : 5 postes dont 3 par transfert**

**Création de C.L.I.S. (classe pour l'inclusion scolaire) :**

F. MITTERRAND : 1 poste en élémentaire

BALARD : 1 poste en élémentaire

..... **Total création CLIS : 2 postes**

Au titre du personnel dédié aux écoles, la Ville prévoit la création de postes d' A.T.S.E.M. (Agent Territorial Spécialisé des Ecoles Maternelles) en fonction des ouvertures de classes en écoles maternelles ainsi que la création de postes d'agents techniques et d'animateurs en fonction des ouvertures de classes.

**Après étude, il est demandé au Conseil Municipal :**

- D'émettre un avis favorable aux 24 ouvertures de classes en maternelles et en élémentaires
- D'émettre un avis favorable à la création de 2 postes spécifiques CLIS
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Madame l'Adjointe déléguée à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 24 juillet 2015

## Séance publique du jeudi 23 juillet 2015

Convoqué le vendredi 17 juillet 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 23 juillet 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Rémi ASSIE, Françoise BONNET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Julie FRECHE, Audrey LLEDO.

### Absents :

Patrick VIGNAL.

## Modification de conventionnement suite à des transferts et des créations d'Accueils de Loisirs Sans Hébergement.

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le secteur des centres de loisirs sans hébergement destinés aux enfants âgés de 3 à 12 ans est en évolution constante en fonction des ouvertures ou fermetures d'associations partenaires, de la diminution ou de l'augmentation de places variable selon l'évolution démographique des quartiers.

A ce titre, il convient régulièrement d'effectuer des modifications de conventionnement.

Afin d'ajuster l'offre de la ville à l'évolution des structures d'Accueils de Loisirs Sans Hébergement, il est proposé :

- Le transfert des 36 places élémentaires gérées par la Ville de Montpellier de l'école primaire Michel de l'HOSPITAL à l'école primaire André MALRAUX.
- Le transfert de 40 places élémentaires gérées par la Ville de Montpellier de l'école élémentaire Jules SIMON à l'école primaire André MALRAUX et leur transformation en places maternelles afin de compléter l'offre sur ce secteur.

Au final, deux Accueils de Loisirs Sans Hébergement, un maternel et un élémentaire, seront installés sur l'école primaire André MALRAUX à compter de la rentrée scolaire 2015/2016.

- La création de 36 places élémentaires conventionnées sur l'école élémentaire Jules SIMON au profit de l'association Vacances Evasion qui gère déjà les places maternelles sur le groupe scolaire SIMON/FLORIAN. Cet Accueil de Loisirs Sans Hébergement sera une seule structure qui accueillera des enfants issus de l'école maternelle et de l'école élémentaire à compter de la rentrée scolaire 2015/2016.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'autoriser le transfert des places et la modification de conventionnement des Accueils de Loisirs sans Hébergement
- D'autoriser la création des places conventionnées
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

  
**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 24 juillet 2015**

## **Séance publique du jeudi 23 juillet 2015**

**Convoqué le vendredi 17 juillet 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 23 juillet 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Rémi ASSIE, Françoise BONNET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Julie FRECHE, Audrey LLEDO.

**Absents :**

Patrick VIGNAL.

### **Ecole Docteur ROUX - demande d'autorisation préalable de travaux pour construction d'une clôture**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

:Le mur de clôture existant entre l'école du docteur Roux, sise 96 rue du faubourg Figuerolles, et la copropriété La Guirlande, est fortement dégradé. Le tribunal de grande instance par son jugement du 09.02.2015 a retenu la responsabilité de la copropriété dans cette dégradation, condamnant celle-ci à verser à la Ville la somme de 104 788.73€.

Il convient aujourd'hui de reconstruire ce mur. Les travaux consistent à démolir le mur existant puis à réaliser un mur de soutènement pour retenir les terres de la copropriété, surmonté d'un mur de clôture. Le coût de ces travaux est estimé à 104 788€.

Ces travaux sont soumis à une autorisation d'urbanisme. Une déclaration préalable doit être déposée auprès des services de l'urbanisme.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- D'approuver les travaux de reconstruction du mur de clôture entre l'école du docteur Roux et la copropriété la Guirlande ;
- D'autoriser le dépôt d'un dossier de déclaration préalable auprès des services compétents ainsi que toutes autres autorisations nécessaires à ce chantier ;



- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'adjointe déléguée à signer tous documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 24 juillet 2015**

## **Séance publique du jeudi 23 juillet 2015**

**Convoqué le vendredi 17 juillet 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 23 juillet 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Rémi ASSIE, Françoise BONNET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Julie FRECHE, Audrey LLEDO.

**Absents :**

Patrick VIGNAL.

### **Construction d'un mur anti-bruit Ecole Rabelais Autorisation préalable de travaux**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

En 2008, l'école François RABELAIS a été construite dans le quartier MALBOSC. Depuis, l'école a été agrandie par la pose de modules préfabriqués. L'augmentation des effectifs a eu pour conséquence une augmentation des nuisances sonores envers les riverains de la copropriété Côté Parc 1.

Afin de limiter ces nuisances et suite à une étude acoustique, il a été décidé de construire un mur anti-bruit entre l'école RABELAIS et la copropriété Côté Parc 1.

Ce mur composé de panneaux acoustiques en bois et d'une longueur de 50m sera construit rue Emmanuel Hère, jouxtant la clôture de l'école. Ces travaux sont soumis à une autorisation préalable de travaux.

Le coût des travaux est estimé à 50 000€ TTC, montant inscrit au BP 2015 de la Ville.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- D'approuver la construction de ce mur anti-bruit entre l'école et la copropriété
- De dire que la dépense est inscrite au budget primitive 2015 de la Ville, section investissement, fonction 90213, nature 21312
- D'autoriser le dépôt d'un dossier d'autorisation préalable de travaux auprès des services compétents de la Direction de l'Urbanisme Opérationnel de la Ville de Montpellier

- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Madame l'adjointe déléguée à signer tous documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

  
**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 24 juillet 2015**

## Séance publique du jeudi 23 juillet 2015

Convoqué le vendredi 17 juillet 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 23 juillet 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TÖRTÖRICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Rémi ASSIE, Françoise BONNET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Julie FRECHE, Audrey LLEDO.

### Absents :

Patrick VIGNAL.

## Bourse Initiatives Jeunes 2015 Participation de la Ville

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier, grâce à la **Bourse Initiatives Jeunes**, souhaite favoriser les initiatives des jeunes montpelliérains.

Ce dispositif est une aide financière qui soutient des actions permettant l'implication des montpelliérains âgés de 16 à 29 ans.

Les projets doivent faire appel au sens des responsabilités, à l'esprit d'initiative et de solidarité. Ils peuvent concerner des domaines très divers tels que la culture, l'aide humanitaire, le développement de la vie sociale et l'intégration.

Sont exclus les projets présentés dans un cursus scolaire ou universitaire, les travaux de recherches théoriques, ainsi que les projets professionnels.

Le dossier doit comporter une présentation du projet, du budget et faire l'objet d'un cofinancement.

Les attributions sont établies conformément au règlement du dispositif voté par le Conseil Municipal du 28 mars 2011.

Afin de permettre la réalisation des projets de la session du mois de juillet, il est proposé de prélever sur les crédits prévus au budget 2015 du Service Jeunesse (nature 6714, fonction 924222, CRB : 140, ligne de crédit 1938) la somme **1 800 €**, et de la répartir de la manière suivante :

### Fabrice PAYET

« Réalisation du second album du groupe *LESSEN* »

Production culturelle

Montant proposé : 1 000 €

**Gloria RODENAS**, étudiante

«*Du satin blanc*»

Production culturelle


Montant proposé : 800 €

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal:**

- d'accepter la répartition figurant ci-dessus pour un montant total de **1 800 €**,
- d'attribuer aux différents candidats les aides correspondantes sur les crédits inscrits à la fonction 924 222, nature 6714, CRB 140, ligne de crédit 1938, budget 2015,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme Monsieur le Maire,**

  
**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 24 juillet 2015**

## Séance publique du jeudi 23 juillet 2015

Convoqué le vendredi 17 juillet 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 23 juillet 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASILVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Rémi ASSIE, Françoise BONNET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Julie FRECHE, Audrey LLEDO.

### Absents :

Patrick VIGNAL.

## Création d'une Charte pour le Conseil Montpellierain de la Jeunesse (CMJ)

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le Conseil Montpellierain de la Jeunesse (CMJ), instance de concertation mise en place pour favoriser le dialogue citoyen des jeunes de 16 à 29 ans, a été renouvelé le 18 juin 2014 et ce pour une durée de 3 ans. Cette instance échange régulièrement sur toutes questions liées à la jeunesse, la citoyenneté, la santé, l'écologie, l'international l'évènementiel...

En complément du règlement intérieur, qui régit les modalités relatives à son bon fonctionnement, le CMJ a jugé opportun de clarifier les règles de vie et les obligations de chacun. Rédigé sous forme de charte par les membres, ce document entend apporter des éléments précisant le droit d'information, d'opinion et d'expression, les devoirs d'investissement personnel et de réserve. Ils ont également souhaité souligner l'importance des valeurs de courtoisie et de respect mutuel. Cette charte a été votée à l'unanimité lors de l'Assemblée Plénière du Conseil Montpellierain de la Jeunesse du mardi 12 mai 2015.

### En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver la charte du Conseil Montpellierain de la Jeunesse annexée à la présente délibération,
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué de signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL





## Séance publique du jeudi 23 juillet 2015

Convoqué le vendredi 17 juillet 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 23 juillet 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASILVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Rémi ASSIE, Françoise BONNET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Julie FRECHE, Audrey LLEDO.

### Absents :

Patrick VIGNAL.

## Fonds Départemental d'Aide aux Jeunes Délégation de gestion du Département à la Ville de Montpellier Avenant n° 2 à la convention de délégation de gestion du Fonds Départemental d'Aide aux Jeunes (N°13/C0436)

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le Fonds Départemental d'Aide aux Jeunes (FDAJ) a pour but de venir en aide aux jeunes en difficulté, âgés de dix-huit à vingt-cinq ans, en leur attribuant des aides destinées à favoriser leur insertion sociale et professionnelle et le cas échéant leur apporter des secours temporaires de nature à faire face à des besoins urgents.

Le Conseil Municipal a approuvé par délibération en date du 28 avril 2008, la délégation par le Conseil Départemental de l'Hérault à la Ville de Montpellier de la gestion du Fonds Départemental d'aide aux jeunes.

Pour permettre une gestion plus cohérente de ce fonds, la Ville en a transféré la gestion au CCAS par convention votée au Conseil municipal du 28 avril 2008, renouvelable par tacite reconduction. Le CCAS perçoit le remboursement des frais de gestion fixés au titre de l'année N à 4% des dépenses en aides de l'année N-1.

La convention de délégation de gestion a été renouvelée en 2013 et approuvée par le Conseil Municipal le 17 juin 2013.

Conformément aux termes de cette convention, la dotation 2015 fait l'objet d'un avenant n°2, qui se présente comme suit :



- la dotation prévue par le Département au fonds délégué pour l'année 2015 est de 198 000 €,
- la participation de la Ville pour 2015 se monte à 97 000 € et est intégrée à la subvention accordée au Centre Communal d'Action Sociale par la Ville de Montpellier au titre de son budget 2015, soit un montant total de 295 000 €.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver, l'avenant n°2 à la convention de délégation de gestion du Fonds Départemental d'Aide aux Jeunes précisant les participations à ce fonds pour l'année 2015 : 198 000 € pour le Département et 97 000 € pour la Ville,
- d'approuver le transfert de la participation du Département au Centre Communal d'Action Sociale, augmentée des frais de gestion prévus dans la convention qui lie la Ville au Département,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjointe déléguée à signer tous documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

  
**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 24 juillet 2015**

## Séance publique du jeudi 23 juillet 2015

Convoqué le vendredi 17 juillet 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 23 juillet 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Rémi ASSIE, Françoise BONNET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Julie FRECHE, Audrey LLEDO.

### Absents :

Patrick VIGNAL.

## Financement municipal du multi-accueil « Les Petites Mayas »

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le 6 décembre 2013, la Mutualité Française Hérault a inauguré un pôle multi services dans la ZAC des Grisettes comprenant un EHPAD, une résidence de logements adaptés, un centre médical et une crèche d'entreprises « Les Petites Mayas ».

Ce multi-accueil, d'une capacité de 34 places, n'a pu ouvrir en 2014, faute de réunir un nombre de réservations de berceaux suffisant et donc d'atteindre la viabilité économique requise. Or, la Ville a fait le constat du potentiel de places « gelées » d'un côté et de l'autre de l'augmentation croissante des besoins des familles de ce quartier en plein développement.

C'est pourquoi, la Ville, la Caf de l'Hérault et la Mutualité Française Hérault se sont concertées pour rechercher les modalités permettant au gestionnaire d'ouvrir au public dès la rentrée 2015. A l'issue de cette concertation tripartite, la Ville propose à la Mutualité Française Hérault d'ouvrir une partie des places sur le quartier, en lieu et place de réservataires, et, à ce titre, de bénéficier d'un financement municipal sous la forme de la prestation de service horaire de 1,85 €, à l'identique des autres gestionnaires de crèches associatives.

Ce financement municipal, prévu pour permettre la montée en charge de l'activité, sera conditionné de la manière suivante : il portera sur 20 places au départ et sera limité à deux années scolaires à compter du mois de septembre 2015. Le nombre de places financées par la Ville diminuera progressivement au prorata du nombre de réservations de berceaux que le gestionnaire s'engage à commercialiser pour rejoindre le modèle économique initial. La participation de la Ville se terminera complètement à l'issue de l'été 2017.

Les modalités de cet engagement sont posées selon un plan de financement très précis annexé à la convention tripartite ci-jointe. Il est à noter que la Mutualité Française Hérault s'est engagée à prendre à sa charge les éventuels déficits d'exploitation.

Cette action sera inscrite au prochain Contrat Enfance Jeunesse 2015 - 2018 et, à ce titre, permettra à la Ville de recevoir une participation financière de la CAF à hauteur de 55% maximum du financement municipal dans la limite d'un prix plafond.

**Après étude, il est demandé au Conseil Municipal :**

- D'approuver les termes de la convention tripartite Ville-CAF-Mutualité Française Hérault qui prévoit les modalités de financement de cette action ;
- De prévoir le financement municipal des places telles que précisées dans la convention ci-jointe et d'imputer la dépense sur les crédits inscrits au budget de la Ville au chapitre 926 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjointe déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

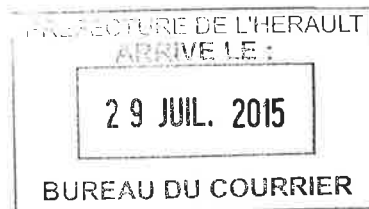
**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**



**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 24 juillet 2015**

## Séance publique du jeudi 23 juillet 2015



Convoqué le vendredi 17 juillet 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 23 juillet 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Rémi ASSIE, Françoise BONNET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Julie FRECHE, Audrey LLEDO.

### Absents :

Patrick VIGNAL.

## Crèche Joséphine BAKER Délégation de service public Convention Ville / People & Baby

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération du 27 juillet 2009, le Conseil Municipal a programmé la construction de la crèche « Joséphine Baker », établissement d'accueil du jeune enfant, d'une capacité de 60 places d'accueil collectif et de 9 places d'accueil familial, dans le quartier Ovalie.

En date du 7 février 2011, le Conseil Municipal a approuvé le principe de la gestion de la crèche « Joséphine Baker » dans le cadre d'une délégation de service public pour une durée de 3 ans à compter du 1er septembre 2012. Le recours à la délégation de service public pour la gestion de cet établissement est une solution qui permet d'offrir des places d'accueil aux familles de ce quartier en pleine croissance démographique, tout en conservant une maîtrise publique de ce service par la collectivité.

Par délibération du 2 octobre 2014, la Ville de Montpellier a approuvé le principe du renouvellement de la gestion de la crèche « Joséphine Baker » dans le cadre d'une délégation de service public et le lancement de la procédure de mise en concurrence telle que définie aux articles L. 1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales. Suite aux formalités de publicité lancées le 8 décembre 2014, la commission de délégation de service public, réunie le 16 février 2015, a ouvert, dans un premier temps, les plis contenant les dossiers de candidature des 6 candidats suivants : Crèches de France, Les Petits Chaperons Rouges, L'Ile aux Enfants, Mutualité Française Hérault, La Maison Bleue et People & Baby.

Après examen des candidatures, il a été proposé à la Commission du 9 mars 2015 d'ouvrir et d'analyser les offres des 6 candidats. Après étude et analyse des dossiers, la commission, à nouveau réunie le 9 avril 2015, a proposé dans son rapport motivé, d'entamer les négociations avec les 6 candidats. Ces séances de négociations se sont déroulées les 4 et 6 mai 2015 et avaient pour objectif de permettre aux candidats d'ajuster leur offre. Les offres finales ont été transmises par tous les candidats dans les délais impartis et l'ouverture des plis s'est déroulée le 1<sup>er</sup> juin 2015 à 11h30.



Après analyse des offres finales, la proposition de la société People & Baby s'est révélée en tous points la plus intéressante pour la Ville (cf. rapport d'analyse des offres après négociations en annexe), Monsieur le Maire propose donc de la retenir.

Les principales caractéristiques de cette délégation de service public et de la convention à signer entre la Ville et People & Baby sont les suivantes :

- Délégation de service public pour une durée de 6 ans : du 1er septembre 2015 au 31 août 2021 ;
- Mise à disposition de locaux récents et adaptés appartenant à la Ville, moyennant un loyer annuel de 115 746 € TTC qui sera réévalué au 1<sup>er</sup> septembre de chaque année en fonction de la variation de l'indice de référence des loyers établi par l'INSEE ;
- Accueil des enfants sur une amplitude horaire journalière de 11h (de 7h30 à 18h30). L'établissement est ouvert du lundi au vendredi avec 5 semaines de fermeture annuelle. Pendant ces périodes de fermeture, la continuité d'accueil des enfants est assurée grâce à une concertation étroite avec la Ville ;
- Engagement du délégataire à garantir la mixité sociale au sein de l'établissement par l'accueil d'un minimum de 25% d'enfants à temps partiels (contrats d'une durée inférieure à 4 jours par semaine) ;
- Qualité d'accueil assurée par 24 professionnels (puéricultrices, infirmières, éducatrices de jeunes enfants, auxiliaires de puériculture, CAP petite Enfance, assistantes maternelles et agents techniques) ;
- Repas préparés au sein de l'établissement par un cuisinier recruté et élaborés sur la base de 50% de produits issus de l'agriculture biologique ;
- Participation financière de la Ville assise sur la fréquentation horaire des enfants selon la formule qui suit:  $P = (2.74 \text{ € / heure facturée dans le cadre de l'accueil collectif}) + (3.24 \text{ € / heure facturée dans le cadre de l'accueil familial})$ , basée sur une estimation de 732 678 heures sur la durée totale du contrat ;
- Engagement formel de People & Baby de ne pas solliciter l'aide de la Ville en cas de déficit d'exploitation.

Dans ces conditions, l'économie générale de la convention apparaît très satisfaisante, le délégataire People & Baby assurant dans le cadre d'une gestion équilibrée avec un coût raisonnable pour la Ville, une équivalence de qualité du service rendu aux familles par rapport à celui apporté dans les établissements municipaux.

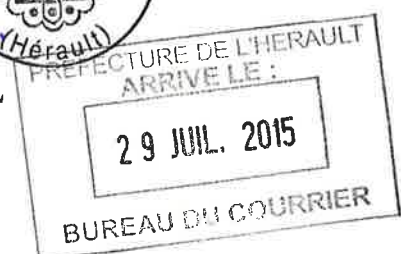
**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Madame l'Adjointe déléguée, à signer avec la société par actions simplifiée People & Baby la convention de délégation de service public annexée et tous documents relatifs à cette affaire ;
- de prévoir la participation de la Ville telle que définie dans la convention et d'imputer la dépense sur les crédits inscrits au budget de la Ville au chapitre 926.

**Le Conseil adopte.**

Pour extrait conforme Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL



**Publiée le : 24 juillet 2015**



## Séance publique du jeudi 23 juillet 2015

Convoqué le vendredi 17 juillet 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 23 juillet 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Rémi ASSIE, Françoise BONNET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Julie FRECHE, Audrey LLEDO.

### Absents :

Patrick VIGNAL.

## Changement de nom du parking "Nouveau Saint Roch" en parking "Saint-Roch"

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par décret en date du 23 décembre 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a été transformée en Montpellier Méditerranée Métropole à compter du 1er janvier 2015. Cette création a eu pour effet le transfert à son établissement public de coopération intercommunale de la compétence relative aux parcs de stationnement détenue par la Ville de Montpellier. Néanmoins, par convention conclue avec Montpellier Méditerranée Métropole, la commune de Montpellier assure de manière transitoire du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2015, certaines des compétences qu'elle exerçait jusqu'alors et qui relèvent désormais de Montpellier Méditerranée Métropole. La Commune intervient donc à l'affaire objet de la présente délibération au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole.

Par délibération du Conseil Municipal du 28 février 2003, il avait été décidé dans le cadre de l'opération « Nouveau Saint Roch » d'adopter l'appellation : « PARKING LE NOUVEAU SAINT ROCH » pour le futur parc de stationnement de ce quartier.

Suite à la réalisation de cet équipement, dont les travaux de gros œuvre ont été réceptionnés le 19 mai 2015 et avant son ouverture le 1<sup>er</sup> juillet, la Ville de Montpellier a proposé aux montpelliérain(e)s de choisir le futur nom du parking.

A l'issue d'un sondage lancé sur le site internet montpellier.fr auquel ont répondu 1310 personnes, c'est l'appellation "parking Saint-Roch" qui a eu la préférence des montpelliérains parmi les différentes propositions.

Les résultats du sondage ont été les suivants :

- Parking Saint-Roch : 469 voix (35%)
- Parking de l'Embarcadère : 352 voix (26%)
- Autres propositions : 278 propositions (21%)

- Parking Nouveau Saint-Roch : 211 voix (16%)

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal, au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole de bien vouloir :**

- remplacer l'appellation « PARKING LE NOUVEAU SAINT ROCH » par « PARKING SAINT-ROCH » ;
- autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'adjointe déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,  
Agissant au nom et pour le compte  
de Montpellier Méditerranée Métropole**

  
**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 24 juillet 2015**

## Séance publique du jeudi 23 juillet 2015

Convoqué le vendredi 17 juillet 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 23 juillet 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Rémi ASSIE, Françoise BONNET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Julie FRECHE, Audrey LLEDO.

### Absents :

Patrick VIGNAL.

## **Restructuration du Parc de Lunaret Lancement d'une consultation de maîtrise d'œuvre paysagère Election des membres du jury Autorisation de dépôt de permis de construire**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le Parc de Lunaret, dont la Ville de Montpellier est propriétaire depuis 1910, s'étend sur 80 hectares de garrigues et bois méditerranéens au Nord-Est de la Ville.

Il propose aux visiteurs tout au long de l'année la présentation de plus d'un millier d'animaux, dans 50 enclos répartis le long de 11 kilomètres de chemins boisés et bordés de plantes typiques de la région.

Cet espace boisé, aménagé en parc zoologique depuis 1964, connaît un succès croissant : ce sont plusieurs milliers de visiteurs par jour qui s'y rendent, tant pour admirer les animaux que pour la qualité du cadre.

Afin de s'assurer de la conformité de l'ensemble de ce site au regard des différentes réglementations qui s'y appliquent, un diagnostic, réalisé à la fin de l'année 2012 sur l'ensemble des installations, a notamment mis en avant la nécessité de réorganiser la zone technique, créer des accès supplémentaires dans le parc, créer ou agrandir des cheminements de sécurité à l'intérieur du parc, reprendre ou agrandir les abris ou les enclos des animaux.

Par délibération en date du 22 juillet 2013, une autorisation de programme de 7 285 000 € TTC a été créée pour cette opération.

Par délibération en date du 17 février 2014, le conseil municipal autorisait le dépôt et la signature des autorisations d'urbanisme et la passation des marchés pour les travaux de la zone technique.

Enfin par délibération en date du 06 novembre 2014, le conseil municipal approuvait le projet et décidait le lancement d'une consultation de maîtrise d'œuvre paysagère.

Il convient en effet de réorganiser l'ensemble du parc au regard des différentes réglementations auquel il est soumis et qui se renforcent : mise aux normes en sa qualité d'Etablissement Recevant du Public de type Plein Air (ERP- PA) situé dans une zone PPRIF (plan de prévention des risques incendies et feux de forêt) et mise en conformité au titre d'Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE).

Au-delà de la nécessaire mise aux normes, le programme de cette opération, qui pourra faire l'objet de plusieurs phases de réalisation, est le suivant :

- Amplification de la thématique biodiversité locale
- Relance de la ferme pédagogique
- Redistribution d'une partie des enclos autour d'un axe reliant l'entrée du parc à la ferme pédagogique.

La maîtrise d'œuvre pour la conception et l'exécution des travaux du parc sera confiée à une équipe composée d'un paysagiste mandataire et de bureaux d'études spécialisés par le biais d'une procédure négociée restreinte, conformément aux articles 35 et 74 du code des marchés publics. Compte tenu de la complexité de l'opération en termes de réglementations applicables et ses incidences sur les caractéristiques des prestations et le phasage de l'opération, la forme retenue pour le marché de maîtrise d'œuvre est celle d'un accord-cadre mono-attributaire.

Cette procédure nécessite la constitution d'un jury en application de l'article 24 dudit code.

### **En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- de décider de réaliser l'opération et d'approuver le programme général de l'opération décrit ci-dessus,
- de lancer une procédure négociée restreinte pour le choix du maître d'œuvre conformément aux articles 35 et 74 du Code des Marchés Publics.
- de décider de constituer un jury, conformément à l'article 24 du Code des Marchés Publics, comprenant les membres suivants :

- M. le Maire ou son représentant, M. LEVITA, président du jury
- Cinq membres titulaires et cinq membres suppléants élus en son sein par le Conseil Municipal, désignés ci-après :

#### Membres titulaires :

- Christophe COUR
- Chantal MARION
- Titina DASYLVA
- Sonia KERANGUEVEN
- Vincent HALUSKA

#### Membres suppléants :

- Valérie BARTHAS-ORSAL
- Isabelle MARSALA
- Fabien ABERT
- Luc ALBERNHE
- Brigitte ROUSSEL-GALIANA

- Les autres membres ci-après mentionnés seront désignés par le président du jury :

Personnes présentant l'intérêt particulier au regard de l'objet du concours (au nombre de 5 maximum).

Personnes qualifiées (architectes ou maîtres d'œuvre) représentants au moins un tiers des membres du jury

- d'autoriser, si nécessaire, la prise en charge par la commune des frais de déplacement et d'hébergement des personnes intéressées ou qualifiées invitées à participer aux réunions du jury.

- de passer avec l'équipe retenue un accord-cadre pour une mission de maîtrise d'œuvre,
- d'autoriser le lancement de toutes les consultations d'études complémentaires nécessaires à cette opération,
- de solliciter les subventions les plus larges possibles auprès de l'Etat, des collectivités territoriales et autres partenaires potentiels.

- d'autoriser M. le Maire ou à défaut l'adjoint délégué, à déposer et à signer les demandes de permis de construire et de démolir et plus généralement tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 24 juillet 2015**

## Séance publique du jeudi 23 juillet 2015

Convoqué le vendredi 17 juillet 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 23 juillet 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Rémi ASSIE, Françoise BONNET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Julie FRECHE, Audrey LLEDO.

### Absents :

Patrick VIGNAL.

## Convention d'occupation du domaine public – Restaurant du complexe sportif Léon Cazal - Désignation de l'occupant - Décision - Autorisation

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Un avis d'appel à candidature pour l'exploitation du restaurant du complexe sportif Léon Cazal a été lancé par la Ville au mois de mai pour en désigner le futur occupant.

A la clôture de l'appel à candidature, le 28 mai 2015, un seul dossier a été déposé : celui de Monsieur Denis LAPASSET, titulaire actuel de l'occupation du domaine public pour ce restaurant.

L'analyse des candidatures a été réalisée selon les critères suivants :

### 1) Dossier personnel

- Expérience professionnelle dans le domaine de la restauration
- Motivation du candidat.

### 2) Dossier commercial

- Amplitude d'ouverture du restaurant,
- Gamme de produits et tarifs,
- Partenariats envisagés et/ou déjà négociés,
- Cohérence du projet par rapport au lieu

### 3) Dossier financier

- Viabilité économique du projet
- Montant des investissements prévus et durée d'amortissement



Le projet présenté par M. Lapasset, déjà exploitant du restaurant et professionnel du domaine est satisfaisant et correspond aux critères fixés : ouverture du restaurant midi et soir, gamme de produits « classiques » en restauration et tarifs adaptés, projet en adéquation avec le lieu, prévisionnel financier réaliste, investissements prévus sur la durée de la convention.

La convention porte sur une durée de 6 ans et le montant de la redevance est fixé à 16.020 euros annuels hors taxes, assujetti au taux de TVA en vigueur, et réévalué de 3% au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année.

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :**

- De décider l'attribution de la concession du restaurant du complexe sportif Léon Cazal à Monsieur Denis Lapasset,
- D'approuver le projet de convention joint,
- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**



**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 24 juillet 2015**

## Séance publique du jeudi 23 juillet 2015

Convoqué le vendredi 17 juillet 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 23 juillet 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khandaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Rémi ASSIE, Françoise BONNET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Julie FRECHE, Audrey LLEDO.

### Absents :

Patrick VIGNAL.

## Accompagnement des manifestations en milieu festif - Demande de subvention dans le cadre des Estivales 2015-

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de son Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD), la Ville de Montpellier a mis en place une commission de travail dédiée aux addictions et conduites à risques. Un des axes opérationnels de cette commission est de prévenir et réduire les risques liés aux consommations d'alcool (ou autres produits) aux moments de la semaine ou de l'année plus particulièrement fréquentés.

C'est pourquoi, lors de la manifestation des Estivales 2015 qui se déroulera du 10 juillet au 21 août, un dispositif d'accompagnement, d'information et de sensibilisation de la population se déploiera sur l'espace public et plus précisément sur la Comédie et l'esplanade Charles de Gaulle avec l'appui de l'association Avenir Santé 34.

Le financement de ce dispositif peut faire l'objet d'une demande subvention auprès de la Mission Interministérielle de Lutte contre la Drogue Et les Conduites Addictives (MILDECA) qui coordonne, anime et soutient les efforts des partenaires publics dans tous les domaines de la lutte contre les addictions (drogues, toxicomanies, alcool).

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :**

- De solliciter une subvention de 5 000 € auprès des services de l'Etat dans le cadre de la Mission Interministérielle de Lutte contre la Drogue Et les Conduites Addictives (MILDECA),
- D'autoriser M. le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

  
  
**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 24 juillet 2015**

## Séance publique du jeudi 23 juillet 2015

Convoqué le vendredi 17 juillet 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 23 juillet 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Rémi ASSIE, Françoise BONNET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Julie FRECHE, Audrey LLEDO.

### Absents :

Patrick VIGNAL.

## Lancement de la manifestation "Coeur de Ville en Lumières 2015" - Principes de financement de l'opération

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier, dans le cadre des manifestations de fin d'année et en complément de son marché de Noël sur l'Esplanade Charles de Gaulle et des Illuminations présentes sur l'ensemble de territoire souhaite organiser un évènement nocturne de projections sur différents site de l'Ecusson.

Expérimentée avec succès en 2014 par la Chambre du Commerce et de l'Industrie, cet évènement, aujourd'hui porté par la Ville de Montpellier prendra une envergure plus large en 2015 et permettra, au-delà de la mise en valeur du patrimoine architectural du centre ville de créer un parcours marchand à travers l'Ecusson pour les habitants et visiteurs.

« Le Cœur de Ville en Lumière se déroulera les 17,18 et 19 décembre 2015, et les sites concernés par du vidéo mapping et de la mise en lumière seront :

- L'Arc de Triomphe
- La Préfecture
- L'Eglise Saint Roch
- L'Eglise Saint Denis
- L'Arche Jacques Cœur
- Le Presbytère de l'Eglise Saint Roch
- L'Hôtel Saint Côme

Une procédure de marché de prestations intellectuelles relative à la conception, production et réalisation de ces projections est actuellement en cours.

Considérant l'intérêt de cette manifestation pour le tissu économique tout autant que les fortes retombées en termes de communication et de notoriété qu'elle peut générer, la Ville souhaite permettre des actions de parrainage afin de faciliter son financement et son organisation.

Les participations financières recueillies donneraient lieu à des contreparties (mention du logo dans les génériques, remerciements...) préalablement définies dans des conventions de parrainage individuelles qui vous seront présentées lors de prochains Conseils Municipaux.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- De valider le principe de l'organisation de la manifestation « Cœur de Ville en Lumières,
- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire,
- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à solliciter toute subvention, sponsoring ou mécénat permettant le financement de l'opération.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**



**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 24 juillet 2015**

## Séance publique du jeudi 23 juillet 2015



Convoqué le vendredi 17 juillet 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 23 juillet 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Rémi ASSIE, Françoise BONNET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Julie FRECHE, Audrey LLEDO.

### Absents :

Patrick VIGNAL.

## Rapports annuels des délégataires de service public relatifs à l'exercice 2014

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Conformément à l'article L1411-3 du code général des Collectivités Territoriales, les délégataires de service public sont tenus de transmettre à l'autorité délégante un rapport retraçant l'activité de l'exercice écoulé dont les modalités de présentation sont définies par le décret n°2005-236 du 14 mars 2015.

La collectivité est tenue de procéder à l'examen de ces rapports qui est confié à la Commission de Contrôle des Délégations de Services Publics et à la Commission de Consultation des Services Publics Locaux. L'analyse de ces rapports sera par la suite actée en Conseil Municipal.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'acter la réception des rapports annuels provisoires des délégataires de service public pour l'exercice 2014 dans les délais conformes à la réglementation en vigueur,
- De confier l'analyse de ces rapports à la Commission de Contrôle des Délégations de Service Public dont le rapport sera présenté en Conseil Municipal,
- D'autoriser la Commission de Contrôle des Délégations de Service Public à demander aux délégataires toute information complémentaire dans le cadre réglementaire qui s'applique ;
- D'autoriser M. le Maire, ou à défaut l'adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.

Pour être en conformité, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL





## Séance publique du jeudi 23 juillet 2015

Convoqué le vendredi 17 juillet 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 23 juillet 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Rémi ASSIE, Françoise BONNET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Julie FRECHE, Audrey LLEDO.

### Absents :

Patrick VIGNAL.

## Attributions de subventions - Exercice 2015

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous.

- Dans le cadre de la thématique JEUNESSE & SPORT:

### ✓ SPORT

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
889	FEDERATION FRANCAISE DU JEU DE BALLE AU TAMBOURIN	Projet	ORGANISATION DU CHAMPIONNAT D'EUROPE DES NATIONS EN SALLE	1 500 €
1104	MONTPELLIER HERAULT SPORT CLUB	Fonctionnement		13 000 €
1634	VOLLEY LOISIR MONTPELLIER VLM	Projet	VOLLEY SUR HERBE	500 €
1819	CLUB SPORTIF BOULISTE DE MONTPELLIER	Fonctionnement		2 250 €
1840	MONTPELLIER TAE KWON DO	Fonctionnement		1 000 €

2016	JEAN MONNET ANTIGONE PETANQUE	Fonctionnement		400 €
5223	MONTPELLIER AGGLO ATHLETIC MEDITERRANEE M2AM	Fonctionnement		50 000 €
5442	SAS MONTPELLIER AGGLOMERATION HANDBALL	Fonctionnement		7 000 €
5625	MONTPELLIER DERBY CLUB	Fonctionnement		1 000 €
5816	CLUB SPORTIF CHEMINOT PETANQUE MONTPELIIER	Fonctionnement		400 €
TOTAL				77 050 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 25722, nature 6574, chapitre 924

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
	COMITE D'ORGANISATION DE L'EURO BASKET 2015	Projet	EURO BASKET 2015	150 000 €
TOTAL				150 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 25819, nature 6574, chapitre 924

- Dans le cadre de la thématique ECONOMIE:

✓ EMPLOI

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
4853	UNION PROFESSIONNELLE ARTISANALE DE L'HERAULT	Projet	SALON DE L'APPRENTISSAGE	10 000 €
TOTAL				10 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 2390, nature 6574, chapitre 929

- Dans le cadre de la thématique FINANCES :

Code	Structure	Type	Montant
2866	COMITE DES OEUVRES SOCIALES ET CULTURELLES PERSONNEL MUNICIPAL COSC	Fonctionnement	57 000 €
TOTAL			57 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 905, nature 6574, chapitre 920

Code	Structure	Type	Montant
3486	GIP DSUA	Fonctionnement	36 555 €
TOTAL			36 555 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 2331, nature 65738, chapitre 928

- Dans le cadre de la thématique INTERNATIONAL :

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
1679	CENTRE REGIONAL DES OEUVRES UNIVERSITAIRES ET SOCIALES CROUS	Projet	PARRAINAGE INTERNATIONAL	2 000 €
TOTAL				2 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1350, nature 6574, chapitre 920

- Dans le cadre de la thématique SOCIAL :

✓ SOLIDARITE

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
1734	MUSIKA	Projet	CONCERT SOLIDAIRE	500 €
2800	ASSOCIATION NOUAS	Fonctionnement		8 000 €
3075	FAMILLE RURALES FEDERATION DEPARTEMENTALE DE L'HERAULT	Projet	RELAIS INFORMATION FAMILLES - ACCES AUX DROITS	1 000 €
5607	PASTORALE PROTESTANTE ET EVANGELIQUE DE MONTPELLIER	Projet	NOËL DE L'ESPOIR	8 500 €
TOTAL				18 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21497, nature 6574, chapitre 925

✓ LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS

Code	Structure	Type	Montant
1150	CIMADE - SERVICE OECUMENIQUE D'ENTRAIDE	Fonctionnement	3 600 €
5751	CONTACT HERAULT	Fonctionnement	500 €
TOTAL			4 100 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1398, nature 6574, chapitre 925

✓ COHESION SOCIALE

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
1463	PEDAGOGIE ET PRISON	Projet	ATELIER JOURNAL HECTOR	500 €
4841	VIVRE ENSEMBLE EN CITOYENS QUARTIER DES CEVENNES	Fonctionnement		1 500 €
4841	VIVRE ENSEMBLE EN CITOYENS QUARTIER DES CEVENNES	Projet	ATELIERS SANTE	1 500 €
4908	FACE HERAULT	Fonctionnement		4 500 €
4908	FACE HERAULT	Projet	FACE CITE	2 500 €
5202	ASSOCIATION JUSTICE POUR LE PETIT BARD	Fonctionnement		4 000 €
TOTAL				14 500 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21498, nature 6574, chapitre 925

✓ CUCS COHESION SOCIALE

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
1196	ASSOCIATION EMPLOI DEVELOPPEMENT BOUTIQUE GESTION	Projet	CITESLAB	11 000 €
TOTAL				11 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21498, nature 6574, chapitre 925

✓ DROITS DES FEMMES

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
55	UNION FEMININE CIVIQUE ET SOCIALE	Fonctionnement		1 800 €
1909	CENTRE D'INFORMATION DES DROITS DES FEMMES ET FAMILLES - CIDFF	Projet	INTERVENTIONS SUR L'EGALITE FILLES/GARÇONS EN ECOLES ELEMENTAIRES	2 500 €
TOTAL				4 300 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 25723, nature 6574, chapitre 925

✓ HANDICAP

Code	Structure	Type	Montant
696	COMITE LIAISON DES ASSOCIATIONS DE PERSONNES HANDICAPEES	Fonctionnement	2 000 €
1058	ASSOCIATION DES PARALYSES DE FRANCE	Fonctionnement	5 500 €
TOTAL			7 500 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21496, nature 6574, chapitre 925

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- D'approuver les lettres d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des conventions ou des lettres d'engagement ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2015 sur les imputations citées ci-dessus pour un montant de 392 005 € ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**



**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 24 juillet 2015**

## Séance publique du jeudi 23 juillet 2015

Convoqué le vendredi 17 juillet 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 23 juillet 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Rémi ASSIE, Françoise BONNET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Julie FRECHE, Audrey LLEDO.

### Absents :

Patrick VIGNAL.

## Mise à disposition de locaux associatifs Approbation des redevances minorées Autorisation de signer les conventions

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier propose une mise à disposition de nouveaux locaux à compter du 27 juillet 2015 jusqu'au 31 décembre 2018 pour les associations d'anciens combattants « Union Héraultaise des Anciens Combattants » et « Association des Déportés Internés et Familles de disparus » au sein de la Maison des Mémoires sis 16 rue Ferdinand Fabre à Montpellier.

Au vu de l'intérêt communal attaché à l'activité de ces associations, un loyer minoré leur sera proposé. Ledit loyer constituant une subvention en nature, il convient d'approuver le tableau attributif ci-dessous dont les informations seront portées au compte administratif de la Ville et dans les comptes de chaque association.

Association	Adresse	Valeur locative annuelle	Loyer annuel minoré	Aide annuelle en nature
Union Héraultaise des Anciens Combattants	Maison des Mémoires	2 639, 00 €	35, 00 €	2 604, 00 €
Association des Déportés Internés et Familles de disparus	Maison des Mémoires	1 131, 00 €	35, 00 €	1 096, 00 €

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver les redevances minorées proposées aux associations listées ci-dessus et de porter au compte administratif de la Ville ces informations comptables ;
- D'approuver les conventions passées avec les associations listées ci-dessus ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**



**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 24 juillet 2015**



## **Séance publique du jeudi 23 juillet 2015**

**Convoqué le vendredi 17 juillet 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 23 juillet 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Rémi ASSIE, Françoise BONNET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Julie FRECHE, Audrey LLEDO.

**Absents :**

Patrick VIGNAL.

### **Convention de mise à disposition des locaux de l'ex centre social de la cité Gély rue François de Malherbe Avenant de prolongation**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par bail emphytéotique du 26 décembre 1961, l'Office Public Municipal des HLM de la Ville de Montpellier, actuellement Office Public d'Aménagement et de Construction de Montpellier (ACM Habitat) a loué à la CAF de Montpellier, au franc symbolique, une parcelle de terrain de 2650 m<sup>2</sup> au cœur de la cité Gély (rue de Malherbe), pour une durée de 99 ans, permettant à la CAF d'édifier sur ce site le « Centre social de la cité Gély ». En avril 2000, une convention de mise à disposition a été signée entre ACM, la CAF et la Ville, transférant la gestion à titre gratuit de ce centre à la Ville de Montpellier pour une durée de 15 ans. Cette convention est arrivée à échéance le 1<sup>er</sup> juin 2015.

Comme le stipule l'article 5 de la convention de mise à disposition, les parties signataires se sont rapprochées « afin d'établir une nouvelle convention en vue de substituer la Ville de Montpellier dans les droits et obligations de la CAF, locataire auprès d'ACM Habitat ». La CAF a exprimé sa préférence pour une résiliation du bail emphytéotique et une cession du bien.

La négociation du prix de cession doit prendre en compte :

- la destination du site : une partie est à démolir pour réaliser un espace public programmé dans le projet de rénovation urbaine conventionné avec l'Agence nationale de rénovation urbaine (ANRU),
- les investissements faits par la Ville sur le site depuis avril 2000 au regard de l'estimation globale du bâtiment.

Dès lors, et au regard des délais de négociation, une prolongation d'une durée de 6 mois de la convention de gestion à compter du 1<sup>er</sup> juin 2015 est nécessaire. A ce terme, si un accord n'était pas trouvé sur le prix de cession, soit une nouvelle convention tripartite sera signée comme le prévoit l'article 5 suscitée, soit le bien reviendra à la CAF pour la durée restante du bail emphytéotique qui devra alors assurer la gestion du bâtiment avec toutes les contraintes que cela implique.

**Ainsi il est demandé au Conseil municipal :**

- d'approuver l'avenant de prolongation de la convention tripartite ACM-CAF-VILLE pour la gestion de l'ex centre social de la cité Gély,
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer cet avenant et tous documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**



**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 24 juillet 2015**

## Séance publique du jeudi 23 juillet 2015

Convoqué le vendredi 17 juillet 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 23 juillet 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Rémi ASSIE, Françoise BONNET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Julie FRECHE, Audrey LLEDO.

### Absents :

Patrick VIGNAL.

## Régime indemnitaire RALAE (Responsable accueil de loisirs associé à l'école)

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Au regard des spécificités liées à l'exercice des fonctions de Responsable Accueil de Loisirs Associé à l'Ecole (RALAE) dans le cadre de la mission de coordination de l'action de partenaires et intervenants multiples internes (personnels titulaires et vacataires) et externes (associations) à la collectivité en vue de l'accueil simultané sur un groupe scolaire d'un nombre d'enfants pouvant atteindre plusieurs centaines, est proposée une majoration du régime indemnitaire qui leur est applicable.

Il est en conséquence proposé de compléter le tableau des majorations de la délibération du 16 décembre 2013 relative au régime indemnitaire des agents municipaux comme suit :

Sujétion/fonction	Grades concernés	Montant brut qui sera exprimé en coefficient d'IAT
Responsable Accueil de Loisirs Associé à l'Ecole	Adjoint d'animation Animateur	- 30 euros

Cette majoration prendra effet au 1<sup>er</sup> septembre 2015.

Les autres modalités de la délibération du 16 décembre 2013, présentée en CTP du 13 décembre 2013, reste inchangées.

**Il est en conséquence proposé au Conseil Municipal :**

- D'approuver la modification du tableau des majorations de la délibération du 16 décembre 2013 présentée ci-dessus pour y intégrer la majoration liée aux fonctions de RALAE ;
- D'inscrire la dépense correspondante au budget du personnel.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**



**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 24 juillet 2015**

## Séance publique du jeudi 23 juillet 2015

Convoqué le vendredi 17 juillet 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 23 juillet 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Rémi ASSIE, Françoise BONNET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Julie FRECHE, Audrey LLEDO.

### Absents :

Patrick VIGNAL.

## Mise à disposition d'un agent auprès de la Maison de la Justice et du Droit

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Les maisons de la justice et du droit (MJD) ont été créées par la loi n° 98-1163 du 18 décembre 1998 relative à l'accès au droit et à la résolution amiable des conflits.

La Maison de la Justice et du Droit de Montpellier a été prévue dans le contrat local de sécurité de la ville de Montpellier en date du 5 juillet 1999 et a été inaugurée le 28 avril 2000. Le Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD) en assure la gestion et le suivi en lien avec le Conseil Départemental de l'Accès au Droit (CDAD), groupement d'intérêt public, qui a pour mission essentielle de définir et de mettre en œuvre une politique de développement de l'aide à l'accès au droit.

La MJD est un lieu de justice où différents acteurs assurent une présence judiciaire ainsi qu'une information juridique par la présence de professionnels du droit (avocats, huissiers, notaires) et d'associations spécialisées de juristes dans le domaine des petits litiges civils (logement, consommation, surendettement) ainsi qu'en matière familiale en proposant des solutions à l'amiable (conciliation, médiation).

A cet égard, la Ville de Montpellier, par son engagement, participe au développement de l'accès au droit, facteur de cohésion sociale, en faveur de l'ensemble des habitants du ressort du Tribunal de Grande Instance, notamment les plus démunis.

Il est proposé la mise à disposition auprès de la Maison de la justice et du droit de Montpellier d'un agent à temps complet de catégorie C afin d'assurer l'accueil et la gestion administrative de la Maison de la Justice et du Droit.

Conformément aux dispositions générales relatives au régime de la mise à disposition, et notamment l'article 61-1 de la Loi n°84-53 du 26 janvier 1984, la mise à disposition donne lieu au remboursement des rémunérations de l'agent par la Maison de la justice et du droit.

La mise à disposition prendra effet le 1er août 2015 pour une durée de 3 ans. Le renouvellement de cette mise à disposition pourra être soumis à délibération.

**Il est proposé en conséquence au Conseil Municipal :**

- D'approuver la mise à disposition auprès de la Maison de justice et du droit de Montpellier d'un agent de catégorie C à temps plein et ce, jusqu'au 31 juillet 2018.
- D'appliquer le principe de remboursement des salaires versés à l'agent mis à disposition.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur le Conseiller spécial délégué au Personnel à signer la convention relative à cette mise à disposition.
- D'inscrire les dépenses et recettes correspondantes au budget de la Ville.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**



**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 24 juillet 2015**



## Séance publique du jeudi 23 juillet 2015

Convoqué le vendredi 17 juillet 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 23 juillet 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASILVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Rémi ASSIE, Françoise BONNET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Julie FRECHE, Audrey LLEDO.

### Absents :

Patrick VIGNAL.

## Mise à disposition d'un agent auprès de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

En application de la loi MAPAM (Modernisation de l'Action Publique territoriale et d'Affirmation des Métropoles) de janvier 2014 et afin de conduire le "projet d'aménagement et de développement économique, écologique, éducatif, culturel et social du territoire", Montpellier Méditerranée Métropole devient chef de file sur un vaste champ de compétences.

Au sein du domaine de l'Habitat, l'une des missions de Montpellier Méditerranée Métropole est l'Aménagement, l'entretien et la gestion des aires d'accueil des gens du voyage.

Au regard des problématiques rencontrées dans la gestion de l'accueil des gens du voyage à l'échelle du territoire métropolitain, il est proposé de mettre à disposition, pour la période du 1<sup>er</sup> septembre 2015 au 31 décembre 2015 inclus, un agent de catégorie A du cadre d'emplois des Attachés territoriaux à 100% auprès de Montpellier Méditerranée Métropole afin de concevoir et piloter un projet sur cette thématique.

Conformément aux dispositions générales relatives au régime de la mise à disposition, et notamment l'article 61-1 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984, la mise à disposition donne lieu au remboursement des rémunérations de l'agent par Montpellier Méditerranée Métropole.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- D'approuver la mise à disposition auprès de Montpellier Méditerranée Métropole d'un agent titulaire de catégorie A du cadre d'emplois des Attachés territoriaux à 100%.
- D'appliquer le principe de remboursement des salaires versés à l'agent mis à disposition.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur le conseiller municipal délégué au personnel, à signer les conventions de mise à disposition ou tout autre document relatif à cette affaire.
- D'inscrire les dépenses et recettes correspondantes au budget de la Ville.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**



**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 24 juillet 2015**

## Séance publique du jeudi 23 juillet 2015

Convoqué le vendredi 17 juillet 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 23 juillet 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Rémi ASSIE, Françoise BONNET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Julie FRECHE, Audrey LLEDO.

### Absents :

Patrick VIGNAL.

## Modification des modalités de mise à disposition d'agents de la Ville auprès du COSC

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La délibération n°2014/189 du 22 mai 2014 relative à la mise à disposition d'agents de la Ville auprès du Comité des Œuvres Sociales et Culturelles de la Ville et du CCAS de Montpellier a fixé pour une durée de 3 ans la mise à disposition de 3 agents : un agent titulaire à temps complet de catégorie B du cadre d'emplois des Rédacteurs territoriaux et deux agents titulaires à temps complet de catégorie C du cadre d'emplois des Adjointes administratifs.

A compter du 1<sup>er</sup> août 2015, il est proposé de modifier par avenant cette convention afin de substituer à la mise à disposition d'un agent de catégorie B du cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux, la mise à disposition d'un troisième agent de catégorie C du cadre d'emplois des Adjointes administratifs territoriaux.

**Il est proposé en conséquence au Conseil Municipal :**

- D'approuver la mise à disposition auprès du COSC d'un 3<sup>ème</sup> agent de catégorie C à temps complet en remplacement de l'agent de catégorie B prévu par la délibération du 22 mai 2014.
- D'appliquer le principe de remboursement des salaires versés à l'agent mis à disposition.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur le Conseiller Municipal délégué au Personnel, à signer la convention relative à cette mise à disposition.
- D'inscrire les dépenses et recettes correspondantes au budget de la Ville.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**



**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 24 juillet 2015**

Direction des Ressources  
Humaines  
Service Gestion  
Prévisionnelle des Postes et  
des Emplois

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
Municipal de la Ville de  
Montpellier  
n° 2015 / 335

## Séance publique du jeudi 23 juillet 2015

Convoqué le vendredi 17 juillet 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 23 juillet 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Rémi ASSIE, Françoise BONNET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Julie FRECHE, Audrey LLEDO.

### Absents :

Patrick VIGNAL.

## Modification du tableau des effectifs

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

### I – Créations de postes :

#### Filière administrative :

Cadre d'emplois d'Attaché: création d'un poste

#### Filière Médico-sociale :

Cadre d'emplois de Médecin territorial: création d'un poste à temps non complet (50%)

#### Filière technique :

Cadre d'emplois d'Ingénieur : création d'un poste

Cadre d'emplois d'Agent de maîtrise : création d'un poste à temps non complet (50%)

### II - Ouverture de postes à des agents non titulaires :

#### Département Réussite Educative :

Un poste d'Attaché à temps complet est créé à compter du 01/09/2015 sur des fonctions de Chef de projet agro-alimentaire. Compte tenu des besoins de service et en application de l'article 3-3 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, ce poste pourra être ouvert au recrutement d'un agent non titulaire par référence au cadre d'emplois des Attachés Territoriaux justifiant d'un diplôme et/ou d'une expérience avérée dans ce domaine.

Niveau de rémunération : IB 379 à 966

#### Direction des Systèmes d'Informations :

Un poste d'Ingénieur à temps complet est créé sur des fonctions de chargé de l'Open Data. Compte tenu des besoins de service et en application de l'article 3-3 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, ce poste pourra être

ouvert au recrutement d'un agent non titulaire par référence au cadre d'emplois des Ingénieurs Territoriaux justifiant d'un diplôme et/ou d'une expérience avérée dans ce domaine.

Niveau de rémunération : IB 379 à 966

**Direction des Systèmes d'Informations :**

Un poste d'Ingénieur à temps complet est vacant sur des fonctions de chef de projet informatique. Compte tenu des besoins de service et en application de l'article 3-3 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, ce poste pourra être ouvert au recrutement d'un agent non titulaire par référence au cadre d'emplois des Ingénieurs Territoriaux justifiant d'un diplôme et/ou d'une expérience avérée dans ce domaine.

Niveau de rémunération : IB 379 à 966

**Direction Relations aux Publics :**

Un poste de Médecin à temps non complet (50%) est créé sur des fonctions de Médecin au Service Communal Hygiène et Santé. Compte tenu des besoins de service et en application de l'article 3-3 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, ce poste pourra être ouvert au recrutement d'un agent non titulaire par référence au cadre d'emplois des Médecins Territoriaux justifiant d'un diplôme et/ou d'une expérience avérée dans ce domaine.

Niveau de rémunération : IB 528 à 1159

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal d'accepter l'ensemble des modifications du tableau des effectifs.**

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**



**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 24 juillet 2015**

118



## **Séance publique du jeudi 23 juillet 2015**

**Convoqué le vendredi 17 juillet 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 23 juillet 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Rémi ASSIE, Françoise BONNET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Julie FRECHE, Audrey LLEDO.

**Absents :**

Patrick VIGNAL.

### **Accueil des apprentis en situation de handicap au sein de la Ville de Montpellier**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de la politique handicap menée par la Ville de Montpellier, une convention a été signée avec le Fonds d'Insertion pour les Personnes Handicapées dans la Fonction Publique Territoriale (FIPHFP), le 14 avril 2015.

Cette convention permet à la Ville de mettre en œuvre un plan d'action détaillé afin de porter à 6.01% le taux d'agents en situation de handicap dans la collectivité et de bénéficier d'un accompagnement méthodologique et financier durant la période 2015-2017.

Un des objectifs majeurs inscrit à travers la formalisation de cette convention est le recrutement de 18 personnes en situation de handicap dont au minimum trois apprentis durant la période.

Une précédente délibération ayant prévu le recrutement d'auxiliaire de puériculture à la Direction de l'Enfance, il est proposé d'étendre la possibilité de recrutement des apprentis et en particulier ceux en situation de handicap au sein de toutes les Directions de la Ville de Montpellier.

L'apprentissage permet à des personnes âgées de 16 à 25 ans d'acquérir des connaissances théoriques dans une spécialité et de les mettre en application dans une entreprise ou une administration. Cette formation en alternance est sanctionnée par la délivrance d'un diplôme ou d'un titre.

Toutefois, en ce qui concerne les personnes en situation de handicap l'entrée en formation est sans limite d'âge ce qui explique que les profils transmis par Cap Emploi (réseau national d'organismes de placement spécialisés au service des personnes handicapées et des employeurs pour l'adéquation emploi, compétences et handicap) intègrent des personnes de plus de 26 ans.

La rémunération d'un apprenti âgé de 16 à 24 ans est de 51% du smic brut la première année et de 61% de smic brut la deuxième année.

Toutefois le code du travail (article L6222-27) autorise une rémunération supérieure à celle définie par décret.

C'est pourquoi, et afin de prendre en compte cette situation, il est proposé de rémunérer les apprentis âgés de plus de 26 ans à hauteur de 80% du smic brut la première et la deuxième année.

Il est à noter que les aides versées par le FIPHFP représentent 80% du coût salarial annuel chargé par année d'apprentissage et prévoient le remboursement intégral des frais de formation, le versement d'une prime d'insertion au recrutement ainsi qu'une aide versée directement à l'apprenti.

Les maîtres d'apprentissage quant à eux seront inscrits à la formation proposée par le CNFPT. Une participation financière à la rémunération des tuteurs dans le cadre de l'accompagnement des apprentis en situation de handicap, sera allouée par le FIPHFP.

Le Centre de Formation des apprentis (CFA) ouvert par le CNFPT de l'Hérault sera le centre de formation privilégié de nos apprentis.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- d'autoriser le recours aux contrats d'apprentissage dans toutes les Directions de la Mairie dès la rentrée scolaire 2015-2016 afin de permettre le recrutement d'apprentis en situation de handicap dans le cadre de la convention conclue avec le FIPHFP
- d'autoriser une rémunération supérieure à 53% du smic brut pour les apprentis au-delà de 26 ans
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à ce dispositif et notamment les contrats d'apprentissage ainsi que les conventions conclues avec le centre de formation d'apprentis.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**



**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 24 juillet 2015**

## Séance publique du jeudi 23 juillet 2015

Convoqué le vendredi 17 juillet 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 23 juillet 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Rémi ASSIE, Françoise BONNET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Julie FRECHE, Audrey LLEDO.

### Absents :

Patrick VIGNAL.

## Conventionnement avec l'Etat pour le recrutement d'un adulte relai

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par convention signée le 28 avril 2000 entre les partenaires suivants :

le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault, le Président du Tribunal de Grande Instance de Montpellier, le Président du Conseil Départemental de l'Accès au Droit de l'Hérault, le Procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance de Montpellier, le Maire de la Ville de Montpellier, le Président du Conseil Départemental de l'Hérault, le Bâtonnier de l'Ordre des Avocats du Barreau de Montpellier, le Directeur territorial de la Protection Judiciaire de la Jeunesse de l'Hérault, le Directeur du Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation du Département de l'Hérault, le Directeur de Greffe du Tribunal de Grande Instance de Montpellier, le Président de l'Association Union Départementale des Associations Familiales de l'Hérault, association œuvrant dans le domaine de l'accès au droit,

a été créée, une Maison de Justice et du Droit sur le territoire de la ville de MONTPELLIER et de Montpellier Méditerranée Métropole.

La Maison de la Justice et du droit a pour objet d'assurer une présence judiciaire de proximité et concourt à la prévention de la délinquance, à l'aide aux victimes et à l'accès au droit.

Les mesures alternatives de traitement pénal et les actions tendant à la résolution amiable des litiges peuvent s'y exercer.

La mission d'accueil, d'aide et d'information du justiciable ainsi que les actions tendant à la résolution amiable des litiges visent notamment à offrir aux habitants de MONTPELLIER et en particulier aux plus démunis d'entre eux, les moyens de se repérer dans les circuits administratifs et judiciaires, à faciliter leur accès au droit et à leur apporter un soutien matériel, moral et juridique immédiat.

Une nouvelle convention doit être signée entre ces partenaires après approbation du Conseil Municipal du 23 juillet 2015 afin de poursuivre cette action.

Dans ce cadre est proposé le recrutement par la Ville de Montpellier d'un adulte-relais auprès du Conseil Local Spécialisé de Prévention de la Délinquance, qui participera plus particulièrement aux missions d'accueil de la Maison de la Justice et du Droit.

Il est en conséquence proposé au Conseil Municipal :

- D'autoriser Monsieur le Maire à signer la demande de conventionnement adulte-relais afférente,
- D'inscrire les dépenses et recettes correspondantes au budget du personnel.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**



**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 24 juillet 2015**

## Séance publique du jeudi 23 juillet 2015

Convoqué le vendredi 17 juillet 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 23 juillet 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Kanhthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Rémi ASSIE, Françoise BONNET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Julie FRECHE, Audrey LLEDO.

### Absents :

Patrick VIGNAL.

## Renouvellement des programmes de mobilité étudiante: autorisation de prise en charge des frais de scolarité, de versement de bourses et de frais divers

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre des coopérations de mobilité à destination de la jeunesse mises en place avec les Villes jumelles de Louisville, Sherbrooke, Heidelberg, Chengdu, Bethléem et Tibériade, la Ville de Montpellier propose plusieurs programmes encourageant la mobilité des étudiants montpelliérains et/ou l'accueil des étudiants internationaux. Certains existent depuis de très longue date et connaissent toujours un vif succès auprès des étudiants.

La Ville de Montpellier permet, d'une part, à des étudiants montpelliérains de partir étudier dans trois des villes jumelles pour une année universitaire. Réciproquement, Montpellier accueille six jeunes étrangers de ses villes jumelles. Cet échange existe depuis 1960 avec la ville de Louisville, 1961 avec la ville de Heidelberg, 1981 avec la Ville de Chengdu et 2013 avec les villes de Bethléem et Tibériade.

La ville accorde à ces six étudiants :

- le paiement des frais d'inscription dans l'enseignement supérieur ou auprès de l'Institut d'Etudes Françaises pour étrangers (IEFE) selon leur niveau de français,
- Une bourse mensuelle en échange d'un stage pratique au sein de la Direction des Relations Internationales.

D'autre part, la Ville de Montpellier et sa ville jumelle Louisville aux Etats-Unis, organise depuis 60 ans, un programme d'échange en entreprises. Ce programme permet à des étudiants montpelliérains de partir à Louisville, travailler, chaque année, quatre semaines, au mois de juillet, dans une entreprise américaine et que dans un principe de réciprocité, le même nombre d'étudiants louisvillois sont sélectionnés pour venir travailler dans une structure montpelliéraine (CHU, CCAS, DRI Ville de Montpellier, ACM..) durant la même période.

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal:**



- De poursuivre les programmes de mobilité étudiante pour les six étudiants des villes jumelles (Chengdu, Heidelberg, Louisville, Tibériade et Bethléem);
- D'autoriser le versement d'une bourse d'étude de 500 euros par mois:
  - o Pour les étudiants de Bethléem et de Tibériade, du mois de septembre 2015 au mois de juin 2017 (inscription en BTS Tourisme au lycée hôtelier Georges Frêche, pour une période de deux ans);
  - o Pour les autres étudiants, du mois de septembre 2015 au mois de juin 2016 et du mois de septembre 2016 au mois de juin 2017;
- D'autoriser, à titre exceptionnel, à la demande des villes jumelles de Bethléem et de Tibériade, la prise en charge du déplacement des étudiants d'origine très modestes ouvrant ainsi les programmes de mobilité à tous;
- D'autoriser le paiement des frais d'inscription de quatre étudiants (Louisville, Chengdu, Heidelberg) dans l'enseignement supérieur ou auprès de l'Institut d'Etudes Françaises pour étrangers (IEFE) selon leur niveau de français, et pour les 2 étudiants de Bethléem et de Tibériade, le paiement des frais liés à l'inscription en BTS Tourisme au lycée Georges Frêche ainsi que la sécurité sociale étudiante;
- De signer une convention de partenariat pour l'attribution de logement en résidence universitaire, pour l'ensemble des étudiants boursiers, avec le Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires de Montpellier (CROUS) et de se porter caution solidaire en cas de non-paiement du loyer. Dans ce cas, la Direction des Relations Internationales en assurera le règlement sur présentation d'une facture mentionnant le nom et prénom de l'étudiant concerné. Cette somme sera alors soustraite au paiement de la bourse du mois suivant;
- D'autoriser à titre exceptionnel pour l'année 2015, le paiement d'un billet d'avion pour un des étudiants montpelliérains (783.83 euros) et le versement d'une bourse d'un montant de 400 euros pour quatre étudiants participant au programme d'échanges en entreprises. Suite à une défaillance du système informatique au niveau mondial, les Services Consulaires des Etats-Unis ont suspendu la délivrance des visas américains. Dès lors, cinq étudiants n'ont pu obtenir leur visa de travail avant le début du programme et ont été dans l'obligation, d'annuler sans aucune possibilité de remboursement ou modifier leur billet d'avion avec des frais supplémentaires très élevés ;
- De financer l'achat de petits équipements pour le logement des étudiants (achat de linge de maison, ustensiles de cuisine...);
- D'imputer les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Direction des Relations Internationales (chapitre 920);
- D'autoriser Monsieur le Maire, à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**



**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 24 juillet 2015**



## Séance publique du jeudi 23 juillet 2015

Convoqué le vendredi 17 juillet 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 23 juillet 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauvage TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Rémi ASSIE, Françoise BONNET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Julie FRECHE, Audrey LLEDO.

### Absents :

Patrick VIGNAL.

## Attribution de bourses à des lycéens montpelliérains sélectionnés pour "l'Université Internationale Scientifique d'Eté de Heidelberg"

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Heidelberg, ville jumelle de Montpellier depuis 1961, offre, depuis 2010, la possibilité à trois lycéens au maximum, de chacune de ses villes jumelles, âgés de plus de 16 ans, de participer chaque année, à « L'Université Internationale Scientifique d'Eté de Heidelberg » entre le mois de juillet et le mois d'août.

Ce programme a été créé en 1996 par Madame Beate WEBER, maire de la ville, en collaboration avec des instituts de recherche renommés, sur le modèle de « l'International Summer Science Institute » de l'Institut Weizmann à Rehovot en Israël. L'objectif étant d'encourager la relève scientifique et de promouvoir les échanges internationaux à Heidelberg.

Ce stage de quatre semaines, sous la direction de chercheurs, offre aux candidats un premier contact avec le monde de la recherche, une découverte de la Ville de Heidelberg et de l'Allemagne.

La Maison de Montpellier à Heidelberg reçoit chaque été, l'ensemble des lycéens sélectionnés par le programme, pour un cocktail de bienvenue, quelques conseils pratiques et une présentation de la Ville de Montpellier.

Ces lycéens sont présélectionnés par leurs professeurs, dans leurs lycées respectifs, au regard de leur dossier scolaire et de leur niveau d'anglais. Le choix final est opéré par la mairie de Heidelberg, après un entretien téléphonique.

Leurs frais d'inscription, de logement et de restauration sont pris en charge, partiellement, par la mairie de Heidelberg, les participants versant une contribution financière d'environ 300 euros. Les frais de transport jusqu'à Heidelberg restent à leur charge.

L'attribution d'une bourse de 200 euros à chacun des trois lycéens sélectionnés à Montpellier permettrait de proposer cet échange à des familles d'origine modeste, ouvrant ainsi la culture scientifique à tous.

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :**

- D'attribuer une bourse de 200 euros, à un maximum de trois lycéens (soit un total de 600 euros par an).
- D'autoriser le prélèvement de la dépense sur la ligne de crédit inscrite au budget de la Direction des Relations Internationales (chapitre 920)
- D'autoriser, Monsieur le Maire, à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**



**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 24 juillet 2015**

## Séance publique du jeudi 23 juillet 2015

Convoqué le vendredi 17 juillet 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 23 juillet 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Rémi ASSIE, Françoise BONNET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Julie FRECHE, Audrey LLEDO.

### Absents :

Patrick VIGNAL.

## Université Montpellier 3 Conseil de l'UFR Sciences Humaines et Sciences de l'Environnement Désignation du représentant de la Ville

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

L'Unité de Formation et de Recherche « *Sciences Humaines et Sciences de l'Environnement* » est une composante de l'université Paul Valéry, Montpellier 3.

Elle associe des départements de formation et des équipes de recherche.

Elle est composée de quatre départements de formation ( histoire, histoire de l'art et archéologie, géographie-aménagement et biologie-écologie-environnement) et d'équipes de recherche, de laboratoires et centres de recherche.

Selon l'article 4 des statuts de l'UFR, un représentant du Conseil municipal de la Ville de Montpellier doit être désigné pour siéger au sein du Conseil de l'UFR.

**En conséquence, il est demandé au Conseil municipal de procéder à cette désignation.**

A été élue : Sonia KERANGUEVEN.

**Le Conseil adopte.**

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

  
Philippe SAUREL

## Séance publique du jeudi 23 juillet 2015

Convoqué le vendredi 17 juillet 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 23 juillet 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASILVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Rémi ASSIE, Françoise BONNET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Julie FRECHE, Audrey LLEDO.

### Absents :

Patrick VIGNAL.

## Ligue Languedoc-Roussillon de Handball - Comité Local d'Organisation du Mondial 2017

### Désignation des représentants de la Ville

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

L'association dite "Ligue Languedoc-Roussillon de Handball " fondée en 1957 a pour objet :

- de rassembler toutes les associations sportives affiliées à la F.F.H.B. faisant pratiquer le Handball et ses disciplines dérivées, connexes et complémentaires (Sandball, Minihandball, Beachhandball, etc.) sur le territoire correspondant à celui de la Direction Régionale du Ministère chargé des sports ;
- d'organiser, de développer et de contrôler la pratique du Handball et ses disciplines dérivées, connexes et complémentaires (Sandball, Minihandball, Beachhandball, etc.) sur le territoire de son ressort ;
- d'organiser et de promouvoir l'accès à la pratique des activités arbitrales, notamment pour les jeunes ;
- de proposer et d'animer toutes formations utiles au développement de la pratique du Handball ;
- de s'assurer du respect des règles techniques de sécurité, d'encadrement et de déontologie relatives au Handball ;
- d'organiser la surveillance médicale de ses licenciés dans les conditions prévues par le Titre III du Livre II du Code du sport ;
- d'entretenir toutes relations utiles avec la Fédération Française de Handball, les autres Ligues Régionales de Handball, les Comités Départementaux, le Comité Régional Olympique et Sportif Languedoc-Roussillon et les Collectivités Territoriales.

Dans le cadre du Mondial 2017 organisé à l'Arena Park & Suite de Montpellier, un Comité Local d'Organisation va être mis en place.

La Ligue Languedoc-Roussillon de Handball a donc souhaité que deux membres du Conseil municipal soient désignés afin de siéger dans cette structure.

**En conséquence il est demandé au Conseil municipal de procéder à ces désignations.**

Ont été élus : Philippe SAUREL (titulaire) et Fabien ABERT (suppléant).

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

  
**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 24 juillet 2015**

## Séance publique du jeudi 23 juillet 2015

Convoqué le vendredi 17 juillet 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 23 juillet 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASILVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSOUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Rémi ASSIE, Françoise BONNET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Julie FRECHE, Audrey LLEDO.

### Absents :

Patrick VIGNAL.

## Lycée Internat d'Excellence de Montpellier Désignation d'un représentant de la Ville

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

L'Internat d'Excellence de Montpellier a pour mission d'offrir un projet pédagogique et éducatif global de formation, qui comprend l'accompagnement personnel de chaque élève, la construction progressive d'une orientation, l'apprentissage de deux langues vivantes étrangères, l'ouverture vers les entreprises et les partenariats avec le monde économique et social ainsi que la pratique sportive et culturelle. Il accueille en priorité des élèves volontaires qui ne bénéficient pas d'un environnement social favorable afin de les conduire au plus haut degré de réussite.


Conformément à l'article 5 du décret n° 2010-795 du 12 juillet 2010, la Ville de Montpellier doit désigner un représentant pour siéger au sein du Conseil d'administration du Lycée Général Internat d'Excellence de Montpellier.


En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de désigner le représentant de la Ville dans cette instance.

A été élue : Michèle DRAY-FITOUSSI.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

  
Philippe SAUREL  
(Hérault)





## **Séance publique du jeudi 23 juillet 2015**

**Convoqué le vendredi 17 juillet 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 23 juillet 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Rémi ASSIE, Françoise BONNET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Julie FRECHE, Audrey LLEDO.

**Absents :**

Patrick VIGNAL.

### **Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) Désignation des représentants de la Ville au Conseil d'administration**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Conformément aux dispositions des articles L 123-6 et R 123-7 du code de l'Action sociale et des familles, la Ville de Montpellier doit être représentée au sein du Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale, dont Monsieur le Maire est le Président de droit, par 8 autres membres du Conseil Municipal, élus au scrutin de liste à la représentation proportionnelle.

Par délibération en date du 18 juin 2015, le Conseil municipal a procédé à la désignation des représentants de la Ville au Conseil d'administration du Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

Ont été élus :

- Annie YAGUE
- Samira SALOMON
- Jérémie MALEK
- Rémi ASSIE
- Caroline NAVARRE
- Khanthaly PHOUTTHASANG
- Clare HART
- Nancy CANAUD

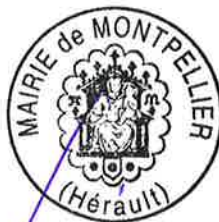
Par courrier en date du 2 juillet 2015, Madame Caroline NAVARRE a signifié sa démission de cette instance. Il convient donc de procéder au renouvellement de la désignation des représentants de la Ville au Conseil d'Administration du CCAS.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de désigner :**

- Annie YAGUE
- Samira SALOMON
- Jérémie MALEK
- Rémi ASSIE
- Nicole LIZA
- Khanthaly PHOUTTHASANG
- Clare HART
- Nancy CANAUD

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**



**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 19 juin 2015**



## SIGNATURE D'UNE CONVENTION DE PROJET URBAIN PARTENARIAL (PUP)

Montpellier

Par autorisation du Conseil de Métropole Montpellier Méditerranée (délibération n° 12924 en date du 28 avril 2015, reçue en préfecture le 5 mai 2015 au titre du contrôle de légalité), Monsieur Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, a signé le 3 juillet 2015 une convention de projet urbain partenarial (PUP) avec le constructeur SARL PROPAV, en vue de la prise en charge par le promoteur d'une partie (90%) des équipements publics dont la réalisation par la Métropole est rendue nécessaire par une opération de réhabilitation commerciale sur un terrain sis 203 rue Ferdinand Barre à Montpellier (parcelles cadastrées section EK n°235, 237, 243, 250, 253).

En application de la réglementation en vigueur et de la présente convention, la prise en charge partielle des équipements publics génère une exemption de taxe d'aménagement (part communale) pour 10 années, à compter de l'affichage de la mention de la signature de la convention, au sein d'un périmètre correspondant à l'assiette foncière du projet immobilier.

Les documents correspondants (délibération, convention de PUP, périmètre d'application, ...) sont tenus à la disposition du public à la Mairie, 1 place Georges Frêche 34267 Montpellier, Direction de l'Aménagement et de la Programmation, secrétariat du service Formes Urbaines, du lundi au vendredi inclus, sauf jours fériés et jours de fermeture exceptionnelle de la mairie, de 8h30 à 12 h et de 13h30 à 17h, ainsi qu'à l'Hôtel de la Métropole, 50 place Zeus 34 961 Montpellier, de 8h30 à 12h et de 13h30 à 17h.

Cet affichage est établi pour une durée d'un mois.

Montpellier, le 24 juillet 2015  
La Directrice de l'Aménagement  
et de la Programmation

Sylvie MAHOT



## **CERTIFICAT D’AFFICHAGE**

Montpellier

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier certifie qu’a été affiché, à compter du 24 juillet 2015 inclus, sur le panneau d’affichage officiel de la mairie situé à l’extérieur de l’hôtel de Ville, une information concernant la signature de la convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) signée le 3 juillet 2015 entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SARL PROPAV, autorisée par délibération du conseil de Métropole Montpellier Méditerranée n°12924 en date du 28 avril 2015.

Cet affichage sera effectif jusqu’au 24 août 2015 inclus.

Montpellier, le **27 JUL. 2015**

**La Directrice de l’Aménagement  
et de la Programmation par intérim**

**Hélène REDER**

## Décisions

**Rapportées en séance du Conseil municipal  
Du 23 juillet 2015**

**CONTENTIEUX**  
**MONTPELLIER c/ EL OUSTANI Abdelkader**  
**Décision de défendre**  
**Dossier PE 34172 13V0040 et PE 34172 12V0153**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2015/1972/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Que M. El Oustani a réalisé des travaux sans autorisation administrative au n° 8 rue du Cheval Vert et qu'il est poursuivi pour ce faits devant le tribunal correctionnel.
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la commune dans cette affaire ;

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 15/06/2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur l'Adjoint délégué  
Max LEVITA

Publiée le : 16/06/2015  
Notifiée le :





Extrait du registre des  
décisions de la Mairie de  
Montpellier

Décision n° 851214

**Contentieux**  
**COMMUNE DE MONTPELLIER c/ SYNDICAT DES  
COPROPRIETAIRES DE LA RESIDENCE DU  
ROND POINT D'ASSAS (APPEL)**  
**Appel du SYNDICAT DES COPROPRIETAIRES DE  
LA RESIDENCE DU ROND POINT D'ASSAS contre  
le jugement du Tribunal Administratif de Montpellier  
du 13/11/2014**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2015/1972/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Que par un jugement du 13/11/2014, référencé n° 1301854, le tribunal administratif de Montpellier a rejeté la requête présentée par le SYNDICAT DES COPROPRIETAIRES DE LA RESIDENCE DU ROND POINT D'ASSAS ;
- Que le SYNDICAT concerné a relevé appel de ce jugement, auprès de la Cour Administrative d'Appel de Marseille, en date du 12/01/2015, par le dépôt d'une requête référencée 15MA00087 ;

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 15/6/2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur l'Adjoint délégué  
Max LEVITA

Publiée le : 16/6/2015  
Notifiée le :

**CONTENTIEUX**  
**MONTPELLIER c/ DE ROCQ Thierry**  
**Décision de défendre**  
**Dossier PE 34172 12V0110**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2015/1972/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Que M. DE ROCQ Thierry a réalisé des travaux sans autorisation administrative au n° 331 rue de la Pépinière et qu'il est poursuivi devant le tribunal correctionnel pour ces faits.
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la commune dans cette affaire ;

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 15/6/2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur l'Adjoint délégué  
Max LEVITA

Publiée le : 16/6/2015  
Notifiée le :



**CONTENTIEUX**  
**Expulsion d'un portail installé**  
**Rue du Muscadet**  
**Décision de défendre**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2015/1972/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Qu'un portail a été installé rue du Muscadet sans autorisation ;
- Qu'il est nécessaire de procéder à son expulsion ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 15/6/2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur l'Adjoint délégué  
Max LEVITA

Publiée le : 16/6/2015  
Notifiée le :

**Contentieux  
Monsieur José GARCIA**

**Recours contre oppositions à tiers détenteur du 12 août  
2014**

**Décision de défendre**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2015/1972/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Suite l'émission de titres en recouvrement de redevances dues pour l'occupation du domaine public, une opposition à tiers détenteur a été notifiée à Monsieur GARCIA le 12 août 2014 ;
- Que Monsieur José GARCIA conteste cette opposition par recours devant le Tribunal Administratif (instance n°1500008-4) ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 15/06/2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur l'Adjoint délégué  
Max LEVITA

Publiée le : 16/06/2015  
Notifiée le :

Extrait du registre des  
décisions de la Mairie de  
Montpellier

Décision n° **051298**

## **Contentieux**

**Monsieur Serge KOCIAK**

### **APPEL CONTRE JUGEMENT DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU 20 MARS 2015**

### **DECISION DE DEFENDRE**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2015/1972/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Que le Tribunal Administratif de Montpellier a rejeté par jugement du 20 mars 2015 le recours de Monsieur KOCIAK sollicitant l'annulation du refus implicite de dresser un procès-verbal d'infraction à l'encontre de Monsieur PAULET pour occupation irrégulière du domaine public ;
- Que Monsieur KOCIAK a interjeté appel de ce jugement (n°15MA02118)
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

**Montpellier, le 15/06/2015**

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur l'Adjoint délégué  
Max LEVITA**

**Publiée le : 16/06/2015  
Notifiée le :**

## **Marché Public relatif à la "Location de matériel de sonorisation des manifestations"**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2015-1984 du 05 mai 2015 donnant délégation de signature à Mme ROUSSEL-GALIANA, Adjointe au Maire aux Affaires Economiques;

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu d'assurer la sonorisation de diverses manifestations organisées par le service des Affaires Economiques de la Ville/ Direction de l'Espace Public : Estivales, marché de Noël, manifestations diverses;
- Qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 86 à 110 et 115 du Code des Marchés Publics sous la forme d'un marché à bons de commande pour une durée d'un (1) an reconductible 1 fois ;
- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :  
Prix des prestations 60%  
Valeur technique 40%
- Qu'après analyse, l'entreprise AUDIO TECHNIC, 3 Rue Gaston Planté à Grabels a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché n° 5C0007 relatif à la « Location de matériel de sonorisation des manifestations » à la société AUDIO TECHNIC pour un montant maximum HT de 75 000 € sur 1 an, soit 90 000 € TTC ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2015 de la Ville - CRB 127 - nature 6135 – Fonction 929;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise retenue.

Montpellier, le 15/06/2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Madame l'Adjointe déléguée  
Brigitte ROUSSEL-GALIANA

Publiée le : 16/06/2015  
Notifiée le :



**Attribution d'un marché passé selon une procédure de  
marché négocié pour l'achat de matériel de plomberie -  
chauffage - arrosage. (lot n°6)  
(4D00377010-2)**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2015/1972/T/R du 04 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA Adjoint Délégué ;

**Considérant :**

- Que le lot n°6 de l'Appel d'Offres n° 4D00377010 a été déclaré infructueux
- Qu'il y a lieu de procéder à *l'achat de matériel de plomberie - chauffage – arrosage. (lot n°6)* pour le groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, la commune de Pérols et la Communauté d'Agglomération de Montpellier (Montpellier Métropole Méditerranée depuis le 01/01/2015), dans les conditions prévues par la convention dudit groupement.
- Qu'une procédure de marché négocié a été lancée, en date 13 avril 2015, conformément aux articles **33 II 1° alinéa, 66 et 77** du Code des Marchés Publics (marché à bons de commande sans minimum et sans maximum n°4D00377010-2). Le marché est conclu pour une durée initiale allant de la notification jusqu'au 31 décembre 2015. Le marché peut être reconduit par période successive de un an pour une durée maximale de reconduction de trois ans (2016 – 2017 – 2018).
- Les critères d'analyse pour le jugement des offres du lot n°6 (Equipement de chauffage – radiateurs – chaudières et fumisterie) étaient les suivants : **le prix pour 50%** et **la valeur technique pour 50%**.
- Que la commission d'appel d'offres, dans la séance du 02 juin 2015, a attribué ce marché à la société **BAURES**, 462 rue de l'industrie – BP 61178 – 34 009 MONTPELLIER CEDEX 01, présentant une offre jugée économiquement avantageuse au regard de l'ensemble des critères.

**Décide en conséquence :**

- D'autoriser la signature du marché « *Achat de matériel de plomberie - chauffage - arrosage. (lot n°6)* » précité avec la société **BAURES** (pour une estimation annuelle de commandes de 31 000 € HT).

- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement natures 60632 et 60628 et sur le budget investissement nature 2188 tous chapitres.

- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise retenue par la commission d'appel d'offres.

Montpellier, le 12/06/2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur l'Adjoint délégué  
Max LEVITA



Publiée le : 15/06/2015  
Notifiée le :

**Parc de Lunaret**  
**Réaménagement de la zone technique - Phase 1 :**  
**vestiaires, réfectoire et ateliers**  
**Lot 1 : V.R.D., Espaces Verts**  
**Avenant n°1**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le Code des Marchés Publics et en particulier les articles 20 et 28 ;
- Vu l'arrêté n° 2015/1983/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à M. Christophe COUR, Adjoint au Maire, délégué à l'écologie urbaine ;
- Vu la délibération n° 2014/12 du 17 février 2014 attribuant le marché de travaux n° 3D0528 « Zoo de Lunaret – Réaménagement de la zone technique phase 1 : vestiaires, réfectoire et ateliers » ;

**Considérant :**

- Que la Ville a décidé de réaménager la zone technique du Zoo de Lunaret ;
- Que pour réaliser ces travaux, un marché à procédure adaptée comportant 10 lots à attribution séparée a été publié sous la référence 3D0528 ;
- Que le lot n° 1 : « V.R.D. et Espaces Verts » a été attribué à EIFFAGE pour un montant de 392 842 € HT ;
- Que pour répondre à la mise en demeure de la Direction Départementale de la Protection des Populations (DDPP) de prendre des mesures de sécurité structurelles et fonctionnelles sur l'enclos des guépards, présentant un niveau de risque inacceptable, il a été décidé de construire un nouvel enclos dans le prolongement de la zone technique en cours d'aménagement ;
- Qu'à la demande complémentaire des pompiers compte tenu de l'étude de danger et du plan d'organisation interne (POI) menés en août 2014 sur la totalité du Parc de Lunaret et du Bois de Montmaur, il est nécessaire d'ajouter au sein de la zone technique un bâtiment Caserne totalement indépendant ;
- Que ces deux dernières exigences sécuritaires entraînent une modification importante du plan de masse de la zone technique avec l'augmentation et la modification de l'ensemble des réseaux VRD ;
- Que le 26 mai 2015, la CAO a émis un avis favorable à la passation d'un avenant n°1 d'un montant de 40 595.60 euros, soit un pourcentage d'augmentation de 10.33% ;

**Décide en conséquence :**

- D'approuver l'avenant n° 1 au marché n° 3D0528 « Zoo de Lunaret – Réaménagement de la zone technique phase 1 : vestiaires, réfectoire et ateliers » pour un montant de 40 595,60 € HT portant le montant du marché à 433 437.60 euros

- La dépense sera imputée sur le budget de la Ville 2015, Direction Parc de Lunaret – Nature 2313 - Fonction 823- Programme 2013/19- Ligne de crédit 24252 ;
- Monsieur le Maire, ou à défaut, Monsieur Christophe COUR, Adjoint délégué à l'écologie urbaine, est autorisé à signer l'avenant n° 1 avec l'entreprise titulaire et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;
- Monsieur le Directeur général des services de la ville est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 17/6/2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur l'Adjoint délégué  
Christophe COUR

Publiée le : 18/6/2015  
Notifiée le :



**Cotisation à des organismes nationaux pour l'année  
2015**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2015/1972/T/R donnant délégation de signature à Monsieur le 1<sup>er</sup> Adjoint Max LEVITA,

**Considérant que :**

La Ville de Montpellier, adhère à des organismes par le versement de cotisations.

Il est proposé de reconduire l'adhésion à différents organismes pour les exercices 2014 et 2015 comme suit :

Nature	Chapitre	Organisme	Montant TTC 2014	Montant TTC 2015
6281	920	ENSEMBLE CONTRE LA PEINE DE MORT	1 500 €	/
6281	920	ASSOCIATION DES MAIRES DU DEPARTEMENT DE L'HERAULT	5 126,88 €	5 126,88 €
6281	920	CENTRE DE FORMATION DES MAIRES ET ELUS LOCAUX	24 951,68 €	25 333,15 €
6281	920	ASSOCIATION DES VILLES UNIVERSITAIRES DE FRANCE	/	1 500 €
TOTAL			31 578,56 €	31 960,03 €

**Décide en conséquence :**

- D'accepter le versement des cotisations aux organismes cités ci-dessus ;
- De prélever le montant de la dépense pour un montant total de 63 538,59 € sur les crédits inscrits en nature 6281, chapitre 920.
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 16.06.2015

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur le Premier Adjoint**

Max LEVITA

Publiée le : 17.06.2015  
Notifiée le :

**Achat de tableaux scolaires à l'UGAP pour la rentrée  
de septembre 2015 - MAPA 5B0087**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2015/2510/T/R du 2 juin 2015 donnant délégation de signature à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe au Maire, déléguée à la Réussite Educative ;
- **Considérant :**
- Qu'il y a lieu de doter de tableaux scolaires les classes dont l'ouverture est prévue en septembre 2015.
- Qu'aujourd'hui aucun marché exécutoire au sein de la Ville ne permet cette commande.

**Décide en conséquence :**

- De passer commande de tableaux scolaires auprès de l'UGAP, pour un montant maximum de 41 600€ HT
- De dire que la dépense est inscrite au budget 2015, section investissement, fonctions 90212-90211, nature 2184
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire

Montpellier, le 12/06/2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Madame l'Adjointe déléguée  
Isabelle MARSALA



Publiée le : 15/06/2015  
Notifiée le :



**Parcelles AD 44 et AD 45 - 270 rue Thomassy  
Convention de prêt à usage  
Ville de Montpellier / Mme DESPLAS**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2015/1972/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint au Maire ;

**Considérant :**

- que la Ville de Montpellier est propriétaire de deux parcelles cadastrées AD 44 et AD 45, situées rue Thomassy à Montpellier et qui constituent des réserves foncières ;
- que Mme Claire DESPLAS sollicite la mise à disposition de ces parcelles afin d'y parquer des chevaux.

**Décide en conséquence :**

- de conclure avec Mme Claire DESPLAS une convention de prêt à usage d'une durée de trois mois, renouvelable tacitement dans la limite de trois ans ;
- que l'utilisation de cette parcelle est à la seule fin d'y parquer des chevaux ;
- que cette convention est consentie à titre gracieux ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 16 . 06 . 2015

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur le Premier Adjoint  
Max LEVITA**

Publiée le : 17 . 06 . 2015  
Notifiée le :



**Marché public: location, mise en place et exploitation  
d'équipements scéniques, éclairage et sonorisation  
pour la Fête de la Musique  
N°5B0093**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;

**Considérant :**

- Que la Ville participe le 21 juin 2015 à la manifestation Fête de la Musique, par l'organisation d'un concert sur la place de la Comédie ;
- Qu'une consultation a été lancée, conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, pour la location, la mise en place et l'exploitation d'équipements scéniques, éclairage et sonorisation ;
- Que les critères retenus pour le jugement des offres étaient la valeur technique (60%) et le prix (40%) ;
- Que l'entreprise TEXEN, 290 rue de Massacan, 34741 Vendargues, a présenté une offre économiquement avantageuse ;

**Décide en conséquence :**

- d'attribuer le marché de location, mise en place et exploitation d'équipements scéniques, éclairage et sonorisation pour la Fête de la Musique à l'entreprise TEXEN, pour un montant maximum de 30 000 € HT ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise concernée.

Montpellier, le 15/06/2015

Monsieur le Maire  
Philippe SAUREL

Publiée le : 16/06/2015  
Notifiée le :

**Maison de la Justice et du Droit  
222 rue François d'Orbay à Montpellier  
Contrat de location SCI Imothep / Ville de Montpellier**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté municipal n°2015/1972 du 04/05/2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Adjoint délégué à la Gestion Active du Patrimoine.

**Considérant :**

- Que dans le cadre du Contrat Local de Sécurité de la Ville de Montpellier en date du 5 juillet 1999, il a été décidé la création d'une Maison de Justice et du Droit ;
- Que par délibération du 27 avril 2000, a été adoptée la convention relative à la création et au fonctionnement de la Maison de la Justice et du Droit ;
- Que cette convention précise, dans son article 12, que la mise à disposition des locaux est à la charge de la Ville de Montpellier ;
- Que les locaux actuels, sis 66 rue de Bari à Montpellier, ne sont plus adaptés à cette institution ;
- Que l'agence Immobis Entreprises, mandatée par la Société Civile Immobilière IMOTHEP, propose la location d'un local, d'une superficie de 240 m<sup>2</sup> en RDC de l'immeuble d'habitation sis 222 rue François d'Orbay 34080 Montpellier.

**Décide en conséquence :**

- De louer par contrat de location à l'agence Immobis Entreprises, mandatée par la Société Civile Immobilière IMOTHEP, le local cité ci-dessus moyennant un loyer annuel de 22 800 €HT, soit 5 700 €HT trimestriellement, charges locatives en sus ;
- Que ce contrat de location prend effet à compter du 15 juin 2015, pour une durée de 6 ans fermes et renouvelable par tacite reconduction ;
- Que le montant du loyer sera révisé chaque année à la date anniversaire de la prise d'effet du bail en fonction de la variation de l'indice trimestriel des Loyers des Activités Tertiaires (ILAT) défini par l'INSEE, l'indice de base étant le 4<sup>e</sup> trimestre 2014 soit 107, 80 ;
- Que le montant du loyer annuel est à prélever à la nature fonction 6132 920 200 ;
- Que le contrat de location sera annexé à la présente décision.

Montpellier, le 16.06.2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur l'Adjoint délégué  
Max LEVITA

Publiée le : 17.06.2015  
Notifiée le :

151

**Contentieux**  
**Commune de MONTPELLIER c/ M. et Mme MARY**  
**Aimé**  
**Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de**  
**permis de construire n° PC 34172 14V0196**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2015/1972/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Que par un arrêté du 10/03/2015, Monsieur le Maire de MONTPELLIER a accordé un permis de construire à la SAS FDI PROMOTION, visant à procéder à la construction d'un immeuble collectif, 1803 rue Gaston BACHELARD ;
- Que M. et Mme MARY Aimé ont déposé une requête en annulation de l'arrêté auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 10/05/15 sous le n° 1502654-1 ;

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 16 . 06 . 2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur l'Adjoint délégué  
Max LEVITA

Publiée le : 14 . 06 . 2015  
Notifiée le :



**Contentieux  
Référé-Expulsion  
Occupation illégale de terrains situés au Domaine de  
Grammont, parcelles RK4 et RK5  
Décision d'ester**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2015/1972/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Que les parcelles RK4 et RK5 situées au domaine de Grammont et appartenant à la Ville sont occupées illégalement ;
- Qu'un rapport de la police municipale en date du 22 mai 2015 a constaté cette occupation ;
- Qu'il convient de mettre fin à cette occupation dans le cadre d'un référé-expulsion ;
- Qu'il est nécessaire d'assurer la défense des intérêts de la ville.

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 16.06.2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur l'Adjoint délégué  
Max LEVITA

Publiée le : 17.06.2015  
Notifiée le :

**PEGASE**  
**Convention de mise à disposition de fibres optiques par  
la Ville de Montpellier à l'Agence Bibliographique de  
l'Enseignement Supérieur**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1er janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire, modifiée par délibération n° 2014/522 du 17 décembre 2014 ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint au Maire ;

**Considérant :**

- Considérant que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative à l'acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L 1425-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, détenue par la commune de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale ;
- Que la Ville de Montpellier dispose sur son territoire d'un réseau de câbles à fibres optiques PEGASE qu'elle se propose de mettre à la disposition de clients ;
- Que pour les besoins de raccordement l'ABES a sollicité de la Ville la mise à disposition de liaisons optiques de son réseau Pégase. Ces liaisons optiques mises à disposition représentent un linéaire d'environ 2500 mètres de paires de fibres optiques ;
- Qu'après négociation, l'ABES a accepté les conditions présentées par la Ville se résumant comme suit :
  - durée dix ans
  - redevance annuelle fixée à 2,4 € par mètre linéaire et par paire de fibres optiques base juin 2012 soit environ 6 000 €.



**Décide en conséquence :**

- D'approuver la convention à passer entre l'ABES et la Ville.
- D'autoriser Monsieur le Trésorier principal municipal à faire recette des frais d'accès et de la redevance liés à cette convention.
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 16.06.2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur le Premier Adjoint

Max LEVITA

Publiée le : 17.06.2015  
Notifiée le :

**PEGASE**  
**Convention de mise à disposition de fibres optiques par  
la Ville de Montpellier à SFR**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1er janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier lui confiant du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU ;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire, modifiée par délibération n° 2014/522 du 17 décembre 2014 ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint au Maire ;

**Considérant :**

- Que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative à l'acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L 1425-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, détenue par la commune de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale ;
- Que la Ville de Montpellier dispose sur son territoire d'un réseau de câbles à fibres optiques PEGASE qu'elle se propose de mettre à la disposition de clients ;
- Que pour les besoins de raccordement SFR a sollicité de la Ville la mise à disposition de liaisons optiques de son réseau Pégase. Ces liaisons optiques mises à disposition représentent un linéaire d'environ 83 000 mètres de paires de fibres optiques ;
- Qu'après négociation, SFR a accepté les conditions présentées par la Ville se résumant comme suit :
  - durée dix ans
  - redevance annuelle fixée à 2,4 € par mètre linéaire et par paire de fibres optiques base juin 2012 soit 199 200 environ €.

**Décide en conséquence :**

- D'approuver la convention à passer entre SFR et la Ville.
- D'autoriser Monsieur le Trésorier principal municipal à faire recette des frais d'accès et de la redevance liés à cette convention.
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 16.06.2015

Pour M. le Maire, M. le Premier Adjoint, agissant  
au nom et pour le compte de Montpellier  
Méditerranée Métropole  
Max LEVITA

Publiée le : 17.06.2015  
Notifiée le :

**Construction de la Crèche Boussinesq  
Relance du lot 3 « Revêtements de sols souples »  
MAPA 5C0003**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le Code des Marchés Publics et en particulier l'article 28 ;
- Vu l'arrêté n° 2015/1980/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Madame Titina DASYLVA, Adjointe au Maire, déléguée à l'Enfance ;

**Considérant :**

- Que par délibération n° 2014/52 « Construction de la crèche rue Boussinesq – Attribution du marché de travaux » du 17 février 2014, la Ville de Montpellier a décidé de confier le lot 3 « Revêtement de sols souples » à l'entreprise Sol Color pour un montant de 133 860,27 € HT ;
- Que par courrier du 15 décembre 2014, l'entreprise Sol Color a déclaré être dans l'incapacité physique manifeste et durable d'exécuter ce marché et, en conséquence, a demandé sa résiliation sans aucune indemnité ;
- Que par décision n° 2015/0010 du 23 janvier 2015, le lot n° 3 « Revêtement de sols souples » du marché n° 4D0481 « Construction de la crèche Boussinesq » a été résilié ;
- Qu'une nouvelle procédure a été lancée conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, sous la forme d'un marché ordinaire ;
- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : valeur technique 60%, prix 40% ;
- Qu'il ressort du rapport d'analyse des offres que la SARL GARCIA & FILS a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché 5C0003 « revêtement de sol souple à la crèche Boussinesq » à l'entreprise SARL GARCIA & FILS - Parc 2000 - 48, rue Joe Dassin - 34080 Montpellier, pour un montant de 83 834,50 € H.T ;

- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier, section investissement, programme 2013I03, opération 12D06317, fonction 9064, nature 2313 ;
- 
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, Madame l'Adjointe déléguée, à signer le marché avec l'entreprise titulaire et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

Montpellier, le 15/6/2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Madame l'Adjointe déléguée

Publiée le : 16/6/2015  
Notifiée le :

Titina DASYLVA



**Direction de la Culture et du Patrimoine**  
**Création de la régie de recettes " La Panacée"**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22,
- Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le Décret n°66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Vu les articles R.1617-1 à R.16717-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,
- Vu l'instruction codificatrice N°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales,
- Vu l'arrêté 3 septembre 2001 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Vu l'avis conforme de Monsieur le Trésorier Principal Municipal en date du 03 juin 2015,
- Vu l'arrêté n°2015/1972/T/R du 04 Mai 2015 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA,

**CONSIDERANT** qu'il convient de créer une régie permettant l'encaissement des recettes de la régie « La Panacée».

**D E C I D E**

Article 1 : Il est institué une régie de recettes « La Panacée » auprès de la Direction de la Culture et du Patrimoine (DCP).

Article 2 : La régie est installée, 14 rue de l'école de Pharmacie 34000 Montpellier.



Article 3 : La régie encaisse les produits suivants :

- Ventes de catalogues, cartes postales, affiches, objets édités ou coédités par la Ville de Montpellier.

Article 4 : Les recettes désignées à l'Article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- Numéraire,
- Chèques,
- Carte bancaire,

Article 5 : Un compte de dépôt de fonds sera ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès du Trésor Public. Ce compte permet l'encaissement des recettes désignées à l'Article 3.

Article 6 : Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 4000 €.

Article 7 : Le régisseur est tenu de verser au Trésorier municipal le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 6 et au minimum une fois par mois.

Article 8 : Le régisseur verse auprès de l'ordonnateur la totalité des pièces justificatives de recettes tous les mois et lors de sa sortie de fonction.

Article 9 : Le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 10 : Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 11 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 16 . 06 . 2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur le Premier Adjoint  
Max LEVITA



Publiée le : 17 . 06 . 2015  
Notifiée le :

**Direction de l'Espace Public  
Service Affaires Economiques  
Modification de la régie de recettes des "Halles":  
Elargissement des recettes autorisées et des modes  
d'encaissements**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22,
- Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le Décret n°66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Vu les articles R.1617-1 à R.16717-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,
- Vu l'instruction codificatrice N°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales,
- Vu l'arrêté 3 septembre 2001 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Vu la décision n°2014/0442 du 16 Janvier 2015 relative à la création de la régie de recettes des « halles »,
- Vu l'avis conforme de Monsieur le Trésorier Principal Municipal du 03 juin 2015 ,
- Vu l'arrêté n°2015/1972/T/R du 04 Mai 2015 donnant délégation à Monsieur le 1<sup>er</sup> adjoint Max LEVITA,

**CONSIDERANT** que pour assurer un meilleur fonctionnement de la régie, il est nécessaire d'en élargir les recettes autorisées ainsi que leur mode de recouvrement.

**D E C I D E**

En conséquence la nouvelle rédaction est la suivante :

Article 1 : Il est maintenu une régie de recettes des « Halles » auprès de la Direction de L'Espace Public (DEP).

Article 2 : La régie est installée dans les locaux de la Direction de l'Espace Public (DEP), 1 place Georges Frêche 34267 Montpellier Cedex 2.

Article 3 : La régie encaisse les produits suivants :

- Les loyers et les charges des quatre Halles de la ville (Laissac, Castellane, 4 saisons et Jacques Cœur).
- **Droits d'entrée dans les halles.**

Article 4 : Les recettes désignées à l'Article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- Numéraire,
- Chèques,
- Carte bancaire,
- Prélèvements,
- **Virement bancaire.**

Elles sont perçues contre remise à l'usager de factures émanant du logiciel GEODP.

Article 5 : Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès du Trésor Public. Ce compte permet l'encaissement des recettes désignées à l'Article 3.

Article 6 : Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 50 000 €.

Article 7 : Le régisseur est tenu de verser au Trésorier municipal le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 6 et au minimum une fois par mois.

Article 8 : Le régisseur verse auprès de l'ordonnateur la totalité des pièces justificatives de recettes tous les mois et lors de sa sortie de fonction.

Article 9 : Le régisseur est assujetti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 10 : Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 11 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 16 . 06 . 2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur le Premier Adjoint  
Max LEVITA

Publiée le : 17 . 06 . 2015  
Notifiée le :



**Attribution d'un marché passé selon la procédure  
adaptée pour l'achat d'équipements de protection  
individuelle (EPI), d'accessoires et de matériels  
opérationnels pour la sécurité incendie, d'équipements  
de protection contre les hyménoptères pour le Parc de  
Lunaret.  
(5B0062)**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2015/1972/T/R du 04 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA Adjoint Délégué ;

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat d'équipements de protection individuelle (EPI), d'accessoires et de matériels opérationnels pour la sécurité incendie, d'équipements de protection contre les hyménoptères pour le Parc de Lunaret,
- Qu'une procédure a été lancée le 27 mars 2015, conformément aux articles 28 et 77-1 du Code des Marchés Publics, sous la forme d'un marché à bons de commande n°5B0062, pour une durée de quatre ans à compter de sa date de notification, sans minimum et avec un maximum.

- Les critères d'analyse pour le jugement des offres du **lot n°1 E.P.I. type 1** (effets et chaussures sécurité incendie) étaient les suivants :

- \* Le prix pour 60%
- \* La valeur technique pour 40%

- Qu'après analyse, la société **PLANETE CHAUSS**, 27 bd Charles Moretti 13 014 Marseille pour le lot 1, a présenté une offre économiquement avantageuse au regard de l'ensemble des critères.

- Les critères d'analyse pour le jugement des offres du **lot n°2 E.P.I. type 2** (cagoules d'évacuation et protections respiratoires) étaient les suivants :

- \* le prix pour 60%
- \* La valeur technique pour 40%

- Qu'après analyse, la société **DUMONT SECURITE**, 9 rue Lucien Rosengart, BP 621, 01 506 Ambérieu en Bugey Cedex 06, pour le lot 2, a présenté une offre économiquement avantageuse au regard de l'ensemble des critères.

- Les critères d'analyse pour le jugement des offres du **lot n°3 E.P.I. type 3** (sacs et tenues Haute visibilité HV spécifiques, tenue de protection contre les hyménoptères) étaient les suivants :

\* le prix pour 60%

\* La valeur technique pour 40%

- Qu'après analyse, la société **DIMATEX SECURITE**, ZA de Montepy 69 210 Fleurieux sur l'Arbresle, pour le lot 3 a présenté une offre économiquement avantageuse au regard de l'ensemble des critères.

**Décide en conséquence :**

- D'autoriser la signature du marché « Achat d'équipements de protection individuelle (EPI), d'accessoires et de matériels opérationnels pour la sécurité incendie, d'équipements de protection contre les hyménoptères pour le Parc de Lunaret, (5B0062) » précité :

● Avec la société **PLANETE CHAUSS** pour le **lot n°1** (pour un montant maximum de commandes de **64 000 € HT**).

● Avec la société **DUMONT SECURITE** pour le **lot n°2** (pour un montant maximum de commandes de **6 000 € HT**)

● Avec la société **DIMATEX SECURITE** pour le **lot n°3** (pour un montant maximum de commandes de **18 000 € HT**)

- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville nature 60632, tous chapitres.

- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer ce marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec les entreprises retenues.

Montpellier, le 12/06/2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur l'Adjoint délégué  
Max LEVITA

Publiée le : 15/06/2015

Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon la procédure  
adaptée pour l'achat de livrets de famille, étuis,  
registres d'armes et divers imprimés officiels.  
5B0050**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2015/1972/T/R du 04 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA Adjoint Délégué ;

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de livrets de famille, étuis, registres d'armes et divers imprimés officiels pour l'ensemble des services de la Ville de Montpellier;
- Qu'une procédure a été lancée le 06 mars 2015, conformément aux articles 28-1 et 77 du Code des Marchés Publics, sous la forme d'un marché à bons de commande n°5B0050, pour une durée de quatre ans à compter de la date de notification.
- Les critères d'analyse pour le jugement des offres du **lot n°1 (Livrets de famille et autres imprimés officiels)** étaient les suivants :
  - \* Le prix pour **60%**
  - \* La valeur technique pour **30%**
  - \* Le délai de livraison pour **10%**
- Qu'après analyse, la société **SEDI EQUIPEMENT**, BP 72002, 30 702 UZES, pour le **lot 1**, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères.
- Les critères d'analyse pour le jugement des offres du **lot n°2 (Etuis pour livrets de famille et registres d'armes)** étaient les suivants :
  - \* Le prix pour **60%**
  - \* La valeur technique pour **30%**
  - \* Le délai de livraison pour **10%**
- Qu'après analyse, la société **BERGER LEVRAULT**, 231 rue Pierre et Marie Curie, CS57605, 31 676 LABAGE Cedex, pour le **lot 2**, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères.



**Décide en conséquence :**

- D'autoriser la signature du marché « Achat de livrets de famille, étuis, registres d'armes et divers imprimés officiels » précité :

- Avec la société SEDI EQUIPEMENT pour le lot n°1 (pour un montant maximum de commandes de 60 000 € HT).

- Avec la société BERGER LEVRAULT pour le lot n°2 (pour un montant maximum de commandes de 20 000 € HT)

- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville nature 6064, tous chapitres.

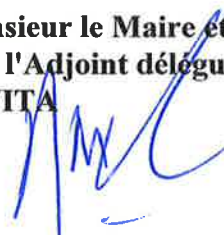
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec les entreprises retenues.

Montpellier, le 23/6/2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur l'Adjoint délégué  
Max LEVITA

Publiée le : 24/6/2015

Notifiée le :



**Attribution d'un marché passé selon une procédure  
adaptée : Fourniture d'autocommutateurs et  
accessoires associés  
Marché N° 5B0079**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint au Maire ;

**Considérant :**

- Que dans le cadre des nouvelles installations municipales et du renouvellement du parc actuel des matériels, il est nécessaire de faire l'acquisition d'autocommutateurs et d'accessoires associés ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées conformément aux articles 28 et 77-I du Code des Marchés Publics, en date du 29 mai 2015, la société EURL G. METRAL a présenté une offre économiquement avantageuse ;
- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants :
  - Prix : 60 %
  - Mémoire technique : 40%

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché précité pour une durée de deux ans à compter de la date de notification, pour un montant minimum de 15 000 € HT et maximum de 60 000 € HT pour la durée totale du marché à la société EURL G. METRAL sise 310 avenue de Villeveyrac – 34560 MONTBAZIN.
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec la société retenue.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Direction des Systèmes d'Information, Chapitre 900 et 920.

Montpellier, le 16.06.2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur le Premier Adjoint  
Max LEVITA

Publiée le : 17.06.2015  
Notifiée le :

**Convention de Partenariat  
Temps Scolaires et Périscolaires**

**Direction des Services Départementaux  
de l'Education Nationale – DSDEN 34**

-  
**Comité Départemental - USEP 34**

-  
**Ville de Montpellier  
Saison 2014-2015**

---

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté 2015/1976/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Fabien ABERT, Adjoint délégué aux à la Jeunesse et aux Sports ;

**Considérant :**

- qu'il est nécessaire de préciser les conditions d'intervention des éducateurs sportifs de la Ville de Montpellier, dans le temps scolaire, incluant le cas échéant du temps périscolaire, pour l'organisation de rencontres sportives finalisant un cycle d'apprentissage.
- que toute action de partenariat avec l'école publique, impliquant une structure sportive, doit avoir comme objectif d'utiliser l'activité sportive comme moyen de formation des élèves dans le domaine de la culture sportive, de l'accession à l'autonomie et à la citoyenneté :
  1. L'Education Nationale contribue à l'ouverture de l'école publique en agréant des personnels ayant les qualifications et les compétences requises, dans les limites de la législation en vigueur.
  2. L'USEP 34, dans le cadre des conventions, nationale MEN/ USEP/ Ligue de l'enseignement et départementale DSDEN/ USEP s'engage à gérer, soutenir, ou favoriser tout projet de rencontres sportives à caractère éducatif pour les écoles publiques.
  3. La Ville de Montpellier s'engage à respecter les règles et principes de fonctionnement de l'Ecole et à établir systématiquement le contact avec l'USEP dès lors que le projet se finalise par une rencontre sportive.

**Décide en conséquence :**

- d'autoriser la convention de partenariat définissant les conditions d'intervention des éducateurs sportifs de la Ville de Montpellier, dans le temps scolaire, incluant le cas échéant du temps périscolaire.

- d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tous les documents relatifs à cette affaire ;

Montpellier, le

23.06.2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur l'Adjoint délégué  
Fabien ABERT

Publiée le : 24.06.2015  
Notifiée le :

**CONTENTIEUX**  
**MONTPELLIER c/ DEVIEUX Elisabeth (SCHUCK)**  
**Dossier PE 34172 12V0053**  
**Décision de défendre**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2015/1972/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Que Mme DEVIEUX Elisabeth a réalisé des travaux sans autorisation administrative au n° 5 Grand rue Jean Moulin et qu'elle est poursuivie pour ces faits devant le tribunal correctionnel.
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la commune dans cette affaire ;

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 18. 06. 2015

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur l'Adjoint délégué  
Max LEVITA**

Publiée le : 23. 06. 2015  
Notifiée le :





**VILLE DE MONTPELLIER / M. Ionel POPESCU**  
**Recours en responsabilité**

**Décision d'ester**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2015/1972/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Que le véhicule immatriculé 1755 WL 30, appartenant à M. Ionel POPESCU, a été mis en fourrière le 27 mars 2015 et détruit le 7 mai 2015 ;
- Que M. POPESCU conteste les motifs pour lesquels son véhicule a été mis en fourrière ;
- Que M. POPESCU engage la responsabilité de la Ville auprès du TGI ;
- Qu'il est nécessaire d'assurer la défense des intérêts de la ville.

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 18. 06. 2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur l'Adjoint délégué  
Max LEVITA

Publiée le : 23. 06. 2015  
Notifiée le :

**CONTENTIEUX**  
**MONTPELLIER c/ GAUDRY FLORENCE (SARL**  
**ACCENT FRANÇAIS)**  
**Dossier PE 34172 11V0125**  
**Décision de défendre**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2015/1972/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

**Considérant :**

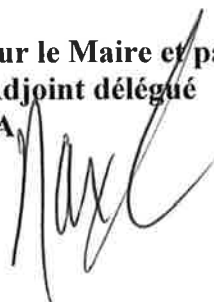
- Que Mme GAUDRY FLORENCE (SARL ACCENT FRANÇAIS) a réalisé des travaux sans autorisation administrative au n° 27 rue Frédéric Bazille et qu'elle est poursuivie pour ces faits devant le tribunal correctionnel ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la commune dans cette affaire ;

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 16 . 06 . 2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur l'Adjoint délégué  
Max LEVITA



Publiée le : 18 . 06 . 2015  
Notifiée le :





**CONTENTIEUX**  
**MONTPELLIER c/ BAICHE Travis**  
**Dossier PE 11V0076**  
**Décision de défendre**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2015/1972/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Que M. BAICHE Travis a réalisé des travaux sans autorisation administrative au n° 9 rue de Ratte et qu'il est poursuivi pour ces faits devant le tribunal correctionnel ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la commune dans cette affaire ;

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

**Montpellier, le**

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur l'Adjoint délégué  
Max LEVITA**

**Publiée le :  
Notifiée le :**

**Attribution d'un marché passé selon la procédure  
adaptée pour l'achat de boissons.  
(5B0068)**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2015/1972/T/R du 04 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA Adjoint Délégué ;

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de boissons pour l'ensemble des services de la Ville de Montpellier,
- Qu'une procédure a été lancée le 15 avril 2015, conformément aux articles 28-1 et 77 du Code des Marchés Publics, sous la forme d'un marché à bons de commande n°5B0068, pour une période d'exécution de un an à compter de sa date de notification.
- Les critères d'analyse pour le jugement des offres du **lot n°1 (Boissons non alcoolisées)** étaient les suivants :
  - \* Le prix pour 70%
  - \* La valeur technique pour 30%
- Qu'après analyse, la société **PROMO BOISSONS**, Zone des Prés d'Arènes, 455 avenue de l'Industrie, 34 070 Montpellier, pour le **lot 1**, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères.
- Les critères d'analyse pour le jugement des offres du **lot n°2 (Boissons alcoolisées)** étaient les suivants :
  - \* Le prix pour 70%
  - \* La valeur technique pour 30%
- Qu'après analyse, la société **JEX ALTERNATIVE BOISSONS SERVICES**, ZI du Mas d'Astre, 191 allée Lesueur, 34 000 Montpellier, pour le **lot 2**, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères.

**Décide en conséquence :**

- D'autoriser la signature du marché « Achat de boissons » n°5B0068 précité :
  - Avec la société **PROMO BOISSONS** pour le **lot n°1** (pour un montant maximum de commandes de 40 000 € HT).
  - Avec la société **JEX ALTERNATIVE BOISSONS SERVICES** pour le **lot n°2** (pour un montant maximum de commandes de 45 000 € HT).

- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville nature 60623, tous chapitres.
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec les entreprises retenues.

Montpellier, le 23/6/2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur l'Adjoint délégué  
Max LEVITA

Publiée le : 24/6/2015  
Notifiée le :

**Convention de partenariat  
Conditions d'utilisation des installations sportives «  
Cholet »**

-

**Comité d'Etablissement Régional SNCF – Ville de  
Montpellier  
1er Janvier 2015 – 31 Décembre 2015**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté 2015/1976/T/R du 5 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Fabien ABERT, Adjoint délégué à la Jeunesse et aux Sports ;

**Considérant :**

- que le Comité d'Etablissement Régional SNCF, propriétaire des installations sportives du complexe sportif « Cholet », comprenant un terrain de Football, un bâtiment vestiaire, un éclairage et une piste d'athlétisme souhaite renouveler la convention de mise à disposition à titre gratuit des installations à la Ville de Montpellier pour les associations sportives de quartiers et les scolaires suivant un planning défini ;
- que la Ville de Montpellier sera chargée, en contrepartie, de l'entretien du terrain et des bâtiments ;
- qu'il est donc nécessaire de préciser les conditions de mise à disposition du terrain de Football, auprès de la Ville de Montpellier :
  - Lundi, Jeudi et Vendredi : 8h00 – 19h00
  - Mardi : 8h00 – 18h00
  - Mercredi : 8h00 – 14h00

**Décide en conséquence :**

- de renouveler avec le Comité d'Etablissement Régional SNCF, la convention de mise à disposition à titre gratuit des installations sportives « Cholet », pour la période du 1<sup>er</sup> Janvier 2015 au 31 Décembre 2015 ;
- d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tous les documents relatifs à cette affaire ;

**Montpellier, le 23.06.2015**

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur l'Adjoint délégué  
Fabien ABERT**

**Publiée le : 24.06.2015  
Notifiée le :**

**CONTENTIEUX  
MONTPELLIER c/ AICH ALLAL  
Dossier PE 12V0102  
Décision de défendre**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2015/1972/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Que M. AICH ALLAL a réalisé des travaux sans autorisation administrative au n° 8 rue de Gignac et qu'il est poursuivi pour ces faits devant le tribunal correctionnel ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la commune dans cette affaire ;

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 16 . 06 . 2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur l'Adjoint délégué  
Max LEVITA

Publiée le : 18 . 06 . 2015  
Notifiée le :



**Attribution du marché - Fourniture et pose de  
fauteuils au cinéma Nestor Burma  
MAPA n° 5B0089**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;

**Considérant :**

- Qu'il a lieu de procéder au remplacement des fauteuils actuels du cinéma Nestor Burma.
- Qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 28 du code des marchés publics sous la forme d'un marché unique ordinaire.
- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :  
prix des prestations 40%  
valeur technique au vu du mémoire technique 60%
- Qu'après analyse, l'entreprise MUSSIDAN SIEGES a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché « Fourniture et pose de fauteuils au cinéma Nestor Burma » à l'entreprise MUSSIDAN SIEGES sise, lieu-dit les Mauries à Saint Ménard de Mussidan 24400, pour un montant de 18 597,66€ HT.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget investissement 2015 de la ville : nature 21318 fonction 90314
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise retenue.

Montpellier, le 22.06.2015

Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 23.06.2015  
Notifiée le :

**CONTENTIEUX**

**Emilie ZOUAD**

**Contestation de l'arrêt de son CDD au 30 avril 2015**

**Décision de défendre**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2015/1972/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Que Madame Emilie ZOUAD conteste la fin de son CDD au 30 avril 2015 par référé-suspension (n°1503206-3) et un recours au fond (n°1503205-3) ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 18. 06. 2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur l'Adjoint délégué  
Max LEVITA

Publiée le : 23. 06. 2015  
Notifiée le :



**Utilisation  
d'équipements sportifs  
Renouvellement de la convention de partenariat**

**Ville de Montpellier – Région Languedoc Roussillon –  
Lycée des Métiers Léonard DE VINCI  
01/01/2015 – 31/12/2017**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté 2015/1976/T/R du 4 Mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Fabien ABERT, Adjoint délégué à la Jeunesse et aux Sports ;

**Considérant :**

- qu'il y a lieu de renouveler la convention d'utilisation des installations mises à disposition par la Ville de Montpellier, essentiellement des installations couvertes, entre la Région Languedoc-Roussillon et le Lycée des Métiers Léonard DE VINCI ;
- que cette mise à disposition s'inscrit dans le cadre de l'organisation et la promotion des activités sportives ;
- que l'occupation des installations sportives par les élèves du Lycée des Métiers Léonard DE VINCI donneront lieu à une participation financière selon le tarif fixé par délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier ;

**Décide en conséquence :**

- de signer la convention fixant les conditions d'utilisation des équipements sportifs pour une durée de 3 ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 ;
- de dire que ladite occupation donnera lieu à l'établissement d'une convention annuelle fixant le nombre d'heures d'utilisation et les taux horaires appliqués ;
- d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tous les documents relatifs à cette affaire ;

Montpellier, le 23.06.2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur l'Adjoint délégué  
Fabien ABERT

Publiée le : 24.06.2015  
Notifiée le :

**Avenant de transfert pour la «Gestion d'impression :  
maintenance et évolution»  
Marché 3B0416**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint au Maire ;

**Considérant :**

- Que par décision en date du 22 juillet 2013, le Maire de la Ville de Montpellier a attribué le marché de « Gestion d'impression : maintenance et évolution » à la société BLUEMEGA TECHNOLOGY pour une durée d'un an reconductible trois fois, pour un montant total de 40 000 euros HT sur la durée du marché ;
- Que la société précitée a fait l'objet d'une cession à la société BLUEMEGA DOCUMENT & PRINT SERVICES au 15 octobre 2013 ;
- Que les conditions contractuelles sont entièrement maintenues ;

**Décide en conséquence :**

- D'adopter l'avenant de transfert de ce marché de maintenance au profit de la société Bluemega Document & Print Services, sise Parc Les Algorithmes – Bât. Homère – 91190 SAINT-AUBIN.
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer l'avenant de transfert dudit marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec la société retenue.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Direction des Systèmes d'Information, chapitres 900 et 920.

Montpellier, le 22/06/2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur le Premier Adjoint  
Max LEVITA

Publiée le : 23/06/2015  
Notifiée le :

**Direction de la Culture et du Patrimoine**  
**Augmentation du montant de l'encaisse régie de  
recettes Lieux d'Art et d'Histoire**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22,
- Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le Décret n°66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Vu les articles R.1617-1 à R.16717-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,
- Vu l'instruction codificatrice N°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales,
- Vu l'arrêté 3 septembre 2001 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Vu la décision n° 2014/0185 relative à la modification de la régie de recettes en date du 19 juin 2014,
- Vu l'avis conforme de Monsieur le Trésorier Municipal du 10 juin 2015
- Vu l'arrêté n°2015/1972/T/R du 04 Mai 2015 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA,

**CONSIDERANT** que pour le bon fonctionnement de la régie, une augmentation du montant de l'encaisse est nécessaire.

**D E C I D E**

En conséquence la nouvelle rédaction de l'acte est la suivante :

Article 1 : La régie de recettes "Lieux d'Art et d'Histoire" placée auprès de la Direction de la Culture et du Patrimoine est transformée en régie mixte, de recettes et d'avances.

Article 2 : La régie est installée dans les locaux de la Direction de la Culture et du Patrimoine (DCP), 1 place Georges Frêche 34267 Montpellier Cedex 2.

Article 3 : Un fonds de caisse est institué auprès de la régie de recettes « Lieux d'Art et d'Histoire » à la Direction de la Culture et du Patrimoine (DCP).

Article 4 : Le montant du fonds de caisse s'élève à 100 €.

Article 5 : La régie encaisse les produits suivants :

- Droits d'entrées,
- Vente de catalogues, cartes postales, affiches, objets édités ou coédités par la Ville de Montpellier,
- Encaissements pour compte de tiers, uniquement dans le cadre de la convention signée entre la Ville et les tiers.

Article 6 : Le régisseur reversera au tiers l'intégralité de la recette perçue pour son compte.  
La collectivité facturera le montant convenu de sa prestation par l'émission d'un titre de recette.  
La convention devra toutefois faire apparaître :

- Les modalités de reversement des recettes au tiers
- Les modalités de facturation de la part perçue par la Ville convenue dans la convention
- La part de responsabilité des organisateurs et partenaires

Article 7 : Les recettes désignées à l'Article 5 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- Numéraire,
- Chèques bancaires,
- Carte Bancaire.

Elles sont perçues contre remise à l'usager de tickets et/ou quittances.

Article 8 : Un compte de dépôt de fonds sera ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès du Trésor Public.  
Ce compte permet l'encaissement des recettes désignées à l'Article 5,

Article 9 : La régie d'avance paie la dépense suivante :

- Les reversements des recettes perçues pour le compte de tiers, uniquement dans le cadre des conventions signées entre la Ville de Montpellier et les Tiers.

Article 10 : La dépense désignée à l'article 9 est payée selon le mode de règlement suivant :

- Chèque.

Article 11 : L'intervention d'un mandataire a lieu dans les conditions fixées par son acte de nomination.

Article 12 : Il est maintenu 4 sous-régies de recettes auprès du Carré Sainte-Anne, du Pavillon Populaire et de la Galerie St Ravy et l'Espace Dominique Bagouet. Les modalités de fonctionnement sont précisées dans l'acte constitutif des sous-régies.

Article 13 : **Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 7 000 €.**

Article 14 : Le régisseur est tenu de verser au Trésorier municipal le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 11 et au minimum une fois par mois.

Article 15 : Le régisseur verse auprès de l'ordonnateur la totalité des pièces justificatives de recettes tous les mois et lors de sa sortie de fonction.

Article 14 : Le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 15 : Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 16 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22/06/2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur le Premier Adjoint  
Max LEVITA



Publiée le : 23/06/2015  
Notifiée le :

**Cotisation à l'association Institut Confucius de  
Montpellier pour l'année 2015**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;

**Considérant :**

- Que par délibération en date du 25 mars 2013, la Ville de Montpellier a validé la création d'un Institut Confucius dont la vocation est d'assurer à Montpellier la diffusion de la langue et de la culture chinoise, de favoriser les échanges et le développement de projets concrets entre Montpellier et la Chine, et tout particulièrement avec la Ville jumelle de Montpellier, Chengdu.
- Que cet Institut est porté par une association incluant quatre structures fondatrices, le Rectorat de l'Académie de Montpellier, l'Université de Montpellier regroupant les engagements des deux universités montpelliéraines UM1 et UM2, la Ville de Montpellier et l'Université des Sciences Electroniques et Technologiques de Chine à Chengdu (UESTC).
- Que l'Institut Confucius dispense depuis maintenant deux ans, des enseignements de langue chinoise pour environ 226 élèves, organise des activités de sensibilisation à la culture notamment par l'organisation d'expositions, d'ateliers, de conférences, favorise les contacts et les échanges avec la Chine, anime le tissu associatif franco-chinois, organise des rencontres, des stages linguistiques. Il permet également aux entreprises locales travaillant avec la Chine des formations en chinois par l'organisation de séminaires de travail.
- Que la Ville de Montpellier à l'instar des trois autres membres fondateurs, a versé pour la première année de fonctionnement une cotisation annuelle de 7000 euros, en 2013, afin d'impulser le développement de l'activité de l'Institut.
- Qu'à partir de 2014, le montant de la cotisation annuelle pour les membres fondateurs est abaissé à 5000 euros.

**Décide en conséquence :**

- D'approuver le versement d'une cotisation annuelle à l'Institut Confucius de Montpellier,
- De prélever le montant de la dépense pour un montant de 5 000 euros sur les crédits inscrits au budget de la Direction des Relations Internationales au chapitre 920,
- D'autoriser, Monsieur le Maire, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le . 22 . 06 . 2015

Monsieur le Maire  
Philippe SAUREL

Publiée le : 23 . 06 . 2015  
Notifiée le :

**Direction des Relations aux Publics**  
**Service PRESTO**  
**Modification des sous-régies de la régie Prestation de  
Proximité**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22,
- Vu le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le Décret n°66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,
- Vu l'instruction codificatrice N°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales,
- Vu l'arrêté du 03 Septembre 2001 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Vu le Décret n°2006-779 du 3 juillet 2006 portant attribution de la nouvelle bonification indiciaire à certains personnels de la fonction publique territoriale,
- Vu la Décision du 29 octobre 1987 instituant une régie de recettes auprès des restaurants scolaires de la Ville de Montpellier,
- Vu la Décision du 26 septembre 1995, relative à l'ouverture d'un compte de dépôt de fonds,
- Vu la Décision du 04 septembre 2000 relative à l'augmentation du montant de l'encaisse,
- Vu la Décision du 19 octobre 2001 relative à l'extension de la régie de recettes et d'avances
- Vu la Décision du 16 mars 2006 relative à la clôture de la régie d'avances des Restaurants scolaires
- Vu la Décision du 28 mai 2010 relative à la modification des modes de recouvrement,
- Vu la Décision du 20 mai 2011 relative à l'ouverture d'une régie d'avances pour les restaurants scolaires,



- vu la Décision 0213/2012 du 26 avril 2012, relative à l'augmentation du montant de l'encaisse autorisée et de l'ajout du virement comme mode d'encaissement,
- Vu la Décision 0345/2013 du 21/11/2013 relative à diverses modifications de la régie de recettes des Restaurants Scolaires,
- Vu la Décision n°2013/0347 relative à la création de quatre sous-régies,
- Vu la Décision n°2014/0282 relative à la modification de la régie de recettes Prestation de proximité,
- Vu la Décision n°2014/0385 relative à la modification de la sous-régie de recettes Prestation de proximité.
- Vu l'arrêté n°2015/1972/T/R du 04 Mai 2015 donnant délégation à Monsieur le 1<sup>er</sup> adjoint Max LEVITA
- Vu l'avis conforme de Monsieur le Trésorier Municipal en date du 12 juin 2015,

**CONSIDERANT** qu'il convient de modifier l'acte constitutif des sous-régies de la régie Prestation de proximité en y apportant une précision.

## **D E C I D E**

En conséquence la nouvelle rédaction est la suivante:

**Article 1:** Il est maintenu 4 sous-régies de recettes pour la régie Prestation de proximité, auprès des Mairies de proximité.

Mairie de proximité Mosson, Mas de la Paillade, 111, place de Tipasa, 3480 Montpellier,  
Mairie de proximité Tastavin, 118, allée Bonafos, 34070 Montpellier,  
Mairie de proximité Villon, rue des araucarias, 34080 Montpellier,  
Mairie de proximité Aubes-Pompignane, 35 rue André Malraux, 34000 Montpellier

**Article 2 :** Les sous-régies perçoivent les recettes suivantes au chapitre 922

- Les recettes des repas et de l'accueil dans les établissements scolaires de la Ville.
- Les recettes des cartes à puce (carte midi) facturées en cas de perte ou de détérioration de la première par les usagers de la restauration scolaire et de l'accueil.
- Le montant des pénalités facturées aux usagers de la restauration scolaire et de l'accueil pour retard, perte et détérioration de la carte à puce.
- **Tarification occasionnelle des repas sans réservation.**

**Article 3 :** Les recettes désignées à l'article 3 sont perçues selon les modes de règlement suivants :

- Chèques
- Cartes bancaires

Les recettes sont perçues contre remise à l'utilisateur de factures/ quittances

**Article 4 :** L'intervention d'un mandataire a lieu dans les conditions fixées par son acte de nomination.

**Article 5 :** Le sous-régisseur est tenu de verser au régisseur le montant de l'encaisse au minimum une fois par mois.

**Article 6 :** Le sous-régisseur verse auprès du régisseur la totalité des pièces justificatives de recettes tous les mois et lors de sa sortie de fonction.

**Article 7 :** Le sous-régisseur n'est pas assujéti à un cautionnement selon la réglementation en vigueur.

**Article 8 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22/06/2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur le Premier Adjoint

Max LEVITA



Publiée le : 23/06/2015  
Notifiée le :

**Marché Public - Travaux de rénovation de chaufferies,  
de réseaux de chauffage et d'armoires électriques - N°  
5D0013**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;

Vu l'arrêté n° 2015/1972/T/R donnant délégation à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué

**Considérant :**

- Que le service énergie entretient les installations de chauffage et de climatisation des bâtiments communaux et propose chaque année un programme de travaux de rénovation de chaufferies, de réseaux de chauffage et d'armoires électriques permettant d'une part de maintenir un bon niveau de fiabilité des équipements et d'autre part d'améliorer le confort des usagers ;

Pour l'année 2015, il est proposé les opérations suivantes inscrites au budget primitif de la Ville :

- Lot 1 : Groupe scolaire Kergomard Daviler : modernisation de la chaufferie commune afin de sécuriser la production de chaleur en tranche ferme et modernisation des réseaux de chauffage de la cantine en tranche conditionnelle pour optimiser la consommation d'énergie tout en assurant un meilleur confort.
- Lot 2 : Groupe scolaire Joseph Delteil (école maternelle Robert Surcouf et élémentaire Joseph Delteil) : rénovation des réseaux de chauffage avec zonage pour optimiser la consommation d'énergie tout en assurant un meilleur confort ;
- Lot 3 : Groupe scolaire Jean Moulin : modernisation de la chaufferie afin de sécuriser la production de chaleur
- Lot 4 : Groupe scolaire Astruc : modernisation de la chaufferie afin de sécuriser la production de chaleur
- Lots 5, 6, 7 et 8 : Travaux de modernisation des armoires électriques de commande, de régulation et de télégestion qui permettent de réguler la température de chauffage, d'adapter le fonctionnement du chauffage à l'utilisation des bâtiments : travaux en lien respectif avec les travaux de chauffage des lots 1, 2, 3 et 4.
- Qu'une procédure a été lancée conformément aux dispositions des articles 28 et 72 du code des marchés publics sous la forme d'un marché à prix global et forfaitaire. Le marché est divisé en 8 lots à attribution séparée et comporte une tranche ferme et une tranche conditionnelle, pour délai d'exécution à compter de la notification jusqu'au 28 août 2015.

- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :
  - 1- Valeur technique : 60%
  - 2- Prix des prestations : 40%

**\* Notation de la valeur technique**

- 1 - Moyens spécifiquement mobilisés pour garantir le volume des travaux demandés – moyens humains alloués au chantier (5/10)
- 2 – Mesures de sécurité prises sur le chantier (1/10)
- 3 – Délais d'exécution optimisés (2,5/10)
- 4 – Prise en compte de l'environnement (1,5/10)

**\* Notation du critère prix :**

Pour ce critère, la note attribuée à chaque proposition sera calculée par application de la formule suivante, sur la base des prix indiqués au DPGF :

$$\text{Note} : 5 \times [ 1 - (A / ( 1 + |A| ) ) ]$$

avec  $A = \frac{k (Po - Pm)}{Pm}$

**K = 10**

|A| = valeur absolue de A

Po=prix de l'offre

Pm=moyenne des prix proposés par les candidats

- Que la commission d'appel d'offre dans sa séance du 2 juin 2015 a attribué le marché aux entreprises suivantes :
  - Lot 1 : à l'entreprise Eiffage énergie domiciliée au Lot La Biste II 276 Jean Baptiste Calvignac – 34670 Baillargues,
  - Lot 2 : à l'entreprise Sanithermic domiciliée à Parc Via Domitia au 70, avenue des Cocardières - 34160 Castries,
  - Lot 4 : à l'entreprise Eiffage énergie domiciliée au Lot La Biste II 276 Jean Baptiste Calvignac – 34670 Baillargues,
  - Lot 5 : à l'entreprise Electroautomatisme domiciliée au 6465 Chemin des Canaux - 30 320 Marguerittes,
  - Lot 6 : à l'entreprise Eiffage énergie domiciliée au Lot La Biste II 276 Jean Baptiste Calvignac – 34670 Baillargues,
  - Lot 8 : à l'entreprise Eiffage énergie domiciliée au Lot La Biste II 276 Jean Baptiste Calvignac – 34670 Baillargues,

Les travaux concernant le groupe scolaire Jean Moulin , lots 3 et 7, ne pourront être réalisés. En effet, des travaux de désamiantage avec confinement, coûteux, de plus de 40 000€TTC et long, 1 mois, doivent avoir lieu avant les travaux prévus. Le montant et l'importance de ces travaux n'a été connu qu'après le lancement de la consultation.

Le pouvoir adjudicateur a donc déclaré les lots 3 et 7 sans suite.

**Décide en conséquence :**

- D'autoriser la signature du marché :
  - Lot 1 : Rénovation de la chaufferie et des réseaux de chauffage de la cantine du groupe scolaire Kergomard Daviler à l'entreprise Eiffage énergie pour un montant de **71 792,15 € HT** (tranche ferme et tranche conditionnelle 1) ;
  - Lot 2 : Rénovation des réseaux de chauffage du groupe scolaire Joseph Delteil à l'entreprise Sanithermic pour un montant de **32 119,50 € HT** (tranche ferme) ;

- Lot 4 : Rénovation de la chaufferie du groupe scolaire Astruc à l'entreprise Eiffage énergie pour un montant de **47 498,37 € HT** (tranche ferme) ;
- Lot 5 : Rénovation des armoires électrique de commande et de régulation des installations thermiques du groupe scolaire Kergomard Daviler et commande et régulation des réseaux de chauffage cantine à l'entreprise Electroautomatisme pour un montant de **20 613,00€ HT** (tranche ferme et tranche conditionnelle 1) ;
- Lot 6 : Rénovation de l'armoire de commande et de régulation pour le zonage du groupe scolaire Joseph Delteil à l'entreprise Eiffage énergie pour un montant de **26 790,00€ HT** (tranche ferme) ;
- Lot 8 : rénovation de l'armoire de commande et de régulation du groupe scolaire Astruc à l'entreprise Eiffage énergie pour un montant de **16 017,00 € HT** (tranche ferme).
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2015 de la Ville, nature 21318, fonction 900 et nature 21312, fonction 902.

Montpellier, le 19/6/2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur le Premier Adjoint  
Max LEVITA



Publiée le : 22/6/2015

Notifiée le :

**Direction des Relations aux Publics  
Service PRESTO  
Modification de la régie de recettes Prestation de  
proximité**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22,
- Vu le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le Décret n°66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,
- Vu l'instruction codificatrice N°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales,
- Vu l'arrêté du 03 Septembre 2001 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Vu le Décret n°2006-779 du 3 juillet 2006 portant attribution de la nouvelle bonification indiciaire à certains personnels de la fonction publique territoriale,
- Vu la Décision du 29 octobre 1987 instituant une régie de recettes auprès des restaurants scolaires de la Ville de Montpellier,
- Vu la Décision du 26 septembre 1995, relative à l'ouverture d'un compte de dépôt de fonds,
- Vu la Décision du 04 septembre 2000 relative à l'augmentation du montant de l'encaisse,
- Vu la Décision du 19 octobre 2001 relative à l'extension de la régie de recettes et d'avances
- Vu la Décision du 16 mars 2006 relative à la clôture de la régie d'avances des Restaurants scolaires
- Vu la Décision du 28 mai 2010 relative à la modification des modes de recouvrement,
- Vu la Décision du 20 mai 2011 relative à l'ouverture d'une régie d'avances pour les restaurants scolaires,

- vu la Décision 0213/2012 du 26 avril 2012, relative à l'augmentation du montant de l'encaisse autorisée et de l'ajout du virement comme mode d'encaissement,
- Vu la décision n°2013/0345 du 21 Novembre 2013 relative à diverses modifications de la régie de recettes des Restaurants Scolaires,
- Vu la décision n°2004/0282 du 11 Août 2014 relative à la modification de la régie de recettes Prestation de Proximité,
- Vu l'arrêté n°2015/1972/T/R du 04 Mai 2015 donnant délégation à Monsieur le 1<sup>er</sup> adjoint Max LEVITA,
- Vu l'avis conforme de Monsieur le Trésorier Principal Municipal en date du 12 juin 2015
- CONSIDERANT qu'il convient d'apporter des précisions dans l'acte constitutif de la régie Prestation de proximité.

## D E C I D E

En conséquence, la nouvelle rédaction est la suivante :

### Article 1 :

Il est maintenu une régie de recettes prolongée pour les restaurants scolaires, auprès de la Direction des Relations aux Publics de la Ville de Montpellier.

### Article 2 :

La régie de recettes est installée dans les locaux de la Mairie de Montpellier, 1 place Georges FRÊCHE, 34267 Montpellier cedex 2.

### Article 3 :

La régie perçoit les recettes suivantes au chapitre 922

- Les recettes des repas et de l'accueil dans les établissements scolaires de la Ville.
- Les recettes des cartes à puce (carte midi) facturées en cas de perte ou de détérioration de la première par les usagers de la restauration scolaire et de l'accueil.
- Les pénalités facturées aux usagers de la restauration scolaire et de l'accueil pour retard, perte et détérioration de la carte à puce.
- **Tarification occasionnelle des repas sans réservation.**

### Article 4 :

Les recettes désignées à l'article 3 sont perçues selon les modes de règlement suivants :

- Espèces
- Mandats Cash
- Chèques
- Numéraire
- Cartes bancaires (TPE fixe, paiement en ligne, serveur vocal)
- Virements d'organismes sociaux

Dans le cadre de la régie prolongée, le régisseur dispose de deux mois pour recouvrer les recettes prévues à l'article 3.

Les recettes sont perçues contre remise à l'usager de factures/quittances

Article 5 : Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès du Trésor Public. Ce compte au régisseur de percevoir les recettes prévues à l'Article 3.



Article 6 :

Il est institué quatre sous-régies auprès des mairies de proximité.

Les modalités de fonctionnement sont précisées dans l'acte constitutif des sous-régies.

Article 7 : L'intervention d'un mandataire a lieu dans les conditions fixées par son acte de nomination. Le mandataire a pour obligation de prendre connaissance de l'intégralité de ses responsabilités et obligations citées dans l'arrêté de nomination.

Article 8 :

Le montant maximum de l'encaisse est fixé à 400 000 €.

Article 9 :

En application du décret n° 2006-779 du 3 juillet 2006 portant attribution de la nouvelle bonification indiciaire à certains personnels de la fonction publique territoriale, la régie susvisée ouvre droit à la NBI de 15 (ou 20) points et sera versée à l'agent s'il remplit les conditions.

Article 10 :

Le régisseur verse auprès de l'ordonnateur la totalité des pièces justificatives de recettes tous les mois et lors de sa sortie de fonction.

Article 11 :

Le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 12 :

Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination

Article 13 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22/06/2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur le Premier Adjoint  
Max LEVITA

Publiée le : 23/06/2015  
Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon une procédure  
adaptée  
concernant les missions d'expertises du dossier  
préliminaire  
de sécurité (DPS) et des dossiers de sécurité (DS)  
du tunnel de la Comédie  
Autorisation de signer le marché**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2015/1975 du 04 mai 2015 donnant délégation de signature à Madame Marie-Hélène SANTARELLI, Adjointe Déléguée à la Sécurité.

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de confier à un prestataire le marché concernant les missions d'expertises du dossier préliminaire de sécurité (DPS) et des dossiers de sécurité (DS) du tunnel de la Comédie ;
- Qu'à la suite d'une consultation en date du 05 mai 2015 pour un marché immatriculé 5B0076, conformément à l'article 28 du code des Marchés Publics, le bureau d'études EURL C.E.S – Alain LHUILLIER sis 401 Rue de la Guillotière – 73230 Saint Alban Leysse a présenté l'offre économiquement la plus favorable ;

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché à bons de commande sans minimum et avec un montant maximum de 50 000,00 Euros H.T. au bureau d'études EURL C.E.S – Alain LHUILLIER sur une durée de 48 mois à compter de la notification par ordre de service.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2015 de la Direction du Génie Urbain - Nature : 45811 – Chapitre 917 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjointe Déléguée à la Sécurité à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 23/6/2015

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Madame l'Adjointe déléguée  
Marie-Hélène SANTARELLI**



Publiée le : 23/6/2015  
Notifiée le :

**Marché public relatif aux "Décorations lumineuses et  
illuminations de Noël 2015-2016-2017"**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2015-1984 du 05 mai 2015 donnant délégation de signature à Mme ROUSSEL-GALIANA, Adjointe au Maire déléguée aux Affaires Economiques;

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu d'installer sur le domaine public, à l'occasion des fêtes de fin d'année, des décorations lumineuses et illuminations de Noël sur certains sites de la Ville ;
- Qu'une procédure en appel d'offres a été lancée conformément aux articles 33 3<sup>ème</sup> alinea, 57 à 59 et 77 du Code des Marchés Publics sous la forme d'un marché à bons de commande et à Prix Global et Forfaitaire pour une durée de 3 ans non reconductible ;
- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
  - Valeur technique 70%
  - Prix des prestations 30%
- Que la commission d'appel d'offres, dans sa séance du 16/06/2015, a attribué le marché au groupement Blachère/Cégelec/Citeos présentant l'offre économiquement la plus avantageuse ;

**Décide en conséquence :**

- D'autoriser la signature du marché n° 5D0016 relatif aux « Décorations lumineuses et illuminations de Noël 2015-2016-2017 » au groupement Blachère/Cégelec/Citeos pour un montant minimum HT de 1 050 000 € pour la durée totale du marché, soit 1 260 000 € TTC ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2015 de la Ville - CRB 127 - nature 6238 - fonction 929;
- D'autoriser M. le Maire ou Mme l'Adjointe Déléguée à signer le marché et plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise retenue par la commission d'appel d'offres

Montpellier, le 26. 06. 2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Madame l'Adjointe déléguée  
Brigitte ROUSSEL-GALIANA

Publiée le : 07. 07. 2015  
Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon une procédure  
adaptée pour l'approvisionnement en gaz naturel  
véhicules (GNV) en station-service haute pression.  
5B0080**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2015/1972/T/R du 04 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA Adjoint Délégué ;

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de procéder à l'approvisionnement en gaz naturel véhicules (GNV) en station-service haute pression pour les véhicules des services municipaux de la Ville de Montpellier,
- Que le caractère exclusif de distribution de ce type de carburant par un seul opérateur économique sur l'Agglomération de Montpellier, a conduit au lancement de procédure de marché sans publicité ni mise en concurrence préalable, régie par les articles 28 - II et 35 - II- 8 du Code des Marchés Publics,

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché précité à la société GNvert sur la base d'une estimation de consommation de 9 000 KG de gaz par an, ne pouvant excéder une dépense totale de 40 000 € HT, et pour une durée de 4 ans à compter de sa notification.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville, nature 60622 tout chapitre,
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise retenue.

Montpellier, le 23/6/2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur l'Adjoint délégué  
Max LEVITA

Publiée le : 24/6/2015  
Notifiée le :

**Convention de partenariat  
Conditions d'utilisation des installations sportives  
« Stade Philppidès »**

**Université de Montpellier - Ville de Montpellier**

**18/06/2015 & 25/06/2015**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté 2015/1976 du 4 Mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Fabien ABERT, Adjoint délégué à la Jeunesse et aux Sports ;

**Considérant :**

- que l'Université de Montpellier, propriétaire du complexe sportif Philppidès, accepte de mettre à disposition de la Ville de Montpellier à titre gratuit, le stade d'athlétisme pour des tournois scolaires selon un planning défini ;
- qu'il est donc nécessaire de préciser les conditions de mise à disposition du « Stade Philppidès », auprès de la Ville de Montpellier :
  - Période d'utilisation : 18 Juin 2015 & 25 Juin 2015
  - Horaires : 14h00 à 16h00
  - Effectifs accueillis : 500 scolaires

**Décide en conséquence :**

- de passer une convention de mise à disposition à titre gratuit du « Stade Philppidès », pour le 18 Juin 2015 et le 25 Juin 2015 ;
- d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tous les documents relatifs à cette affaire ;

Montpellier, le 29.06.2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur l'Adjoint délégué  
Fabien ABERT

Publiée le : 01.07.2015  
Notifiée le :

**Renouvellement des contrats SP PLUS liés au module  
de paiement en ligne - Article 30 marché 5B0104**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2015/1972/T/R du 4 mai 2015, donnant délégation à Monsieur Max LEVITA,

**Considérant :**

- Que la Ville souhaite poursuivre la modernisation et la sécurisation de ses moyens de paiement par internet.
- Que la Ville a attribué le marché négocié 0M132 à la Caisse d'Epargne en date du 14 septembre 2010 pour la fourniture d'un module de paiement.
- Qu'il est nécessaire de contracter un marché article 30 afin de poursuivre cette prestation pour une durée de trois ans.

**Décide en conséquence :**

- De renouveler auprès de la Caisse d'Epargne les 33 contrats SP PLUS (Solution de Paiement sur Internet) pour une durée de trois ans aux conditions actuelles de tarification.
- Que le montant estimé de la prestation s'élève à 9 000 € par an.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 25. 06. 2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur le Premier Adjoint  
Max LEVITA

Publiée le : 29. 06. 2015  
Notifiée le :

**Marché public - Travaux de maintenance, de gros  
entretiens et grosses réparations sur les bâtiments  
communaux de chauffage ventilation climatisation sur  
les bâtiments communaux – MAPA n°5D0014 -  
Autorisation de signer le marché**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2015/1972/T/R donnant délégation à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Que la Ville de Montpellier a souhaité lancer un marché à bons de commande s'appliquant à des travaux de maintenance, de gros entretiens et grosses réparations de chauffage, ventilation et climatisation à exécuter dans les bâtiments communaux pour faire face aux interventions non programmées, et notamment liées à des pannes.
- Qu'une procédure a été lancée conformément aux dispositions des articles 28 et 77 du code des marchés publics sous la forme d'un marché à bons de commande, avec un maximum par période de 1 000 000 € HT; marché passé avec plusieurs (maximum 3) titulaires, avec une première période de la notification au 31 décembre 2015, reconductible par période successive de un an pour une durée maximale de reconduction de trois ans, soit 2016, 2017 et 2018.
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :
  - 1- Valeur technique : 60%
  - 2- Prix des prestations : 40%

**\* Notation de la valeur technique :**

- Moyens humains mobilisables pour garantir la disponibilité et un résultat de qualité (6 points)
- Délais de réaction pour assurer une rapidité d'exécution (2,5 points)
- Prise en compte de l'environnement (0,75 point)
- Mesures de sécurité prises pour les interventions (0,75 point)

**\* Notation du critère prix :**

Pour ce critère, la note attribuée à chaque proposition sera calculée par application de la formule suivante :

Note :  $5 \times [ 1 - ( A / ( 1 + |A| ) ) ]$

avec  $A = \frac{k ( Po - Pm )}{Pm}$

$k = 10$



IAI = valeur absolue de A

Po=prix de l'offre

Pm=moyenne des prix proposés par les candidats

- Que la commission d'appel d'offres, en date du 16 juin 2015, a attribué le marché à bons de commande aux 3 entreprises présentant les 3 offres économiquement les plus avantageuses dans l'ordre suivant :
  1. L'entreprise Spie (Sud Ouest SAS), domiciliée au PA Marcel Dassault, 170 rue Henri Farman, BP 70339, 34435 Saint Jean de Védas
  2. L'entreprise Tempéria, domiciliée à Vauguières le Bas, 34134 Mauguio Cedex
  3. L'entreprise Caizergues, domiciliée au 138Bis chemin des térébinthes, 34830 Clapiers

**Décide en conséquence :**

- d'autoriser la signature du marché aux entreprises : 1- Spie (Sud Ouest SAS), 2-Tempéria et 3- Caizergues
- de dire que les dépenses seront imputées au budget de la Ville aux chapitres 900, 902 et 920 pour un maximum par période de 1 000 000 €HT;
- d'autoriser Monsieur l'Adjoint délégué, à signer le marché avec les entreprises retenues par la commission d'appel d'offres, et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le

07/07/2015

Pour M. le Maire, M. le Premier Adjoint,

Max LEVITA

Publiée le : 08/07/2015

Notifiée le :

**Attribution du marché à bons de commande passé  
selon une procédure adaptée n° 5B0031 - Maintenance,  
entretien et dépannage des équipements de production  
de froid**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2015/1972/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint au Maire ;
- Vu la délibération n° 2015/193 du 7 mai 2015 autorisant la signature de la convention de groupement de commande entre la Commune de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole relative au marché de maintenance, entretien et dépannage des équipements de production de froid.

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de réaliser la maintenance, l'entretien et le dépannage des équipements de production de froid ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées pour le marché n° 5B0031, marché à bons de commande conformément aux articles 28 et 77 du code des marchés publics, en date du 19 mai 2015, l'entreprise COFELY AXIMA a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse, au regard des critères établis, le prix pour 100% ;
- Que la durée de ce marché est de la notification au 31/12/15 et reconductible 2 fois 1 an maximum soient 2016 et 2017, sans minimum et avec un maximum de 29 000 € HT par période.

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché précité, à l'entreprise COFELY AXIMA, domiciliée ZAE Font de la Blanquière- Le Météor – BP 90109 – 34874 LATTES CEDEX avec un maximum de 29 000 € HT par période;
- De dire que la dépense correspondante pour la Ville sera imputée sur le budget de la Ville au chapitre 920,
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut, Monsieur le Premier Adjoint au Maire , à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 07/07/2015

Pour M. le Maire, M. le Premier Adjoint,

Max LEVITA

Publiée le : 08/07/2015  
Notifiée le :

## **Renouvellement de la cotisation 2015 au Réseau Français des Villes Educatrices**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2014/1346/T/R donnant délégation à madame Isabelle MARSALA

La Ville de Montpellier est adhérente du Réseau Français et de l'Association Internationale des Villes Educatrices. Créé en 1998, le Réseau Français des Villes Educatrices (RFVE) regroupe 140 villes et communautés de communes sur l'ensemble du territoire. Son objectif est de promouvoir les orientations définies dans la Charte des Villes Educatrices et de développer, en confrontant leurs expériences, une capacité collective à s'exprimer sur des orientations ou décisions nationales pouvant avoir une influence sur les politiques développées par les villes.

Le RFVE promeut une conception globale de l'éducation, dépassant le domaine strictement scolaire et développant une approche transversale de la question éducative. Pour le RFVE, la ville doit être un agent co-éducateur, à travers la citoyenneté, la démocratie participative, les projets culturels, la planification urbaine ou la politique environnementale qu'elle développe.

La Ville de Montpellier adhère au RFVE depuis 2007. La mise en œuvre de son Projet Educatif Territorial (PEdT) et les débats autour de la réforme des rythmes scolaires l'ont amenée à prendre part de manière plus significative dans les échanges du réseau.

A ce titre, elle siège parmi les 140 communes et communautés de communes qui composent ce réseau et qui sont investies dans une démarche éducative locale dépassant le domaine strictement scolaire. Ce réseau facilite l'échange d'informations, la confrontation d'expériences. Il permet de développer une capacité collective d'analyse et d'expression sur les orientations nationales pouvant avoir une influence sur les politiques développées par les Villes.

Il est donc proposé de renouveler notre adhésion à cet organisme pour l'exercice 2015.

**Décide en conséquence:**

-d'accepter le renouvellement de cette adhésion pour l'année 2015 et le versement à l'organisme ci-dessus désigné d'un montant total de 1150 Euros sur les crédits inscrits au budget 2015 de la Ville- chapitre 922 ;

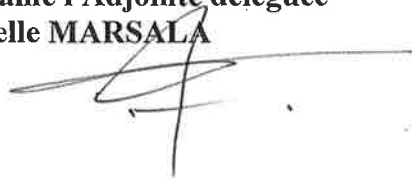
-d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjointe déléguée, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 08/07/2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Madame l'Adjointe déléguée  
Isabelle MARSALA

Publiée le : 09/07/2015

Notifiée le :



**Marché à bons de commande passé selon une  
procédure adaptée pour l'entretien du patrimoine  
arboré de la Ville de juin à décembre 2015 N°5B0064**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté N° 2015/1983 du 5 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Christophe COUR Adjoint Délégué.

**Considérant :**

- Qu'il a lieu de procéder à l'entretien du patrimoine arboré de la Ville ; abattage d'arbres, extractions de souche, curetage des fosses et apport de terre végétale, travaux de taille, et tous types de tailles aux abords du tramway.
- Qu'une procédure a été lancée conformément aux dispositions des articles 28-1 et 77-I du code des Marchés Publics sous la forme d'un marché à bons de commande, alloué pour la période du 18 juin au 31 décembre 2015, à compter de la notification.
  - o Lot 1 : abattage d'arbres
  - o Lot 2 : extraction de souche, curetage des fosses et apport de terre végétale
  - o Lot 3 : travaux de taille des arbres
  - o Lot 4 : tous types de tailles aux abords du tramway
- Que les critères d'analyse des offres, pour le jugement des offres, étaient les suivants :
  - o Analyse de la valeur technique de l'offre 60%
  - o Analyse économique : prix des prestations 40%,
- Qu'après analyse , les entreprises suivantes ont présenté l'offre économiquement la plus avantageuse :
  - o Lot 1 : Sud Espaces Verts, sise 9, rue de l'artisanat 11100 Narbonne
  - o Lots 2 et 3 : Serpe , sise Vauguières le Haut 3430 Mauguio
  - o Lot 4 : Philip Frères, sise 2, rue des Orgueillous 34270 Saint Mathieu de Tréviers

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché entretien du patrimoine arboré aux entreprises suivantes, dans le cadre du marché à bons de commande :
  - o Lot 1 : Sud Espaces Verts pour un montant minimum de 0 et maximum de 30 000 € HT
  - o Lot 2 : Serpe pour un montant minimum de 0 et maximum de 10 000 € HT

- Lot 3 : Serpe pour un montant minimum de 0 et maximum de 15 000 € HT
- Lot 4 : Philip Frères pour un montant minimum de 0 et maximum de 10 000 € HT
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2015 de la Ville, section fonctionnement nature 61523 fonction 928 et section investissement nature 2313, fonction 908.
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec les entreprises retenues.

Montpellier, le 07.07.2015

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur l'Adjoint délégué  
Christophe COUR**

Publiée le : 10.07.2015  
Notifiée le :



**Conception et réalisation du groupe scolaire André  
Malraux : mission de contrôle technique.  
Avenant n°1**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le Code des Marchés Publics et en particulier l'article 28 ;
- Vu l'arrêté n° 2015/2510/T/R du 2 juin 2015 donnant délégation de signature à Madame Isabelle Marsala, Adjointe au Maire, déléguée à la Réussite éducative ;
- Vu la décision n° 2012/288 du 16/07/2012 attribuant le marché n° 2M714 « Mission de contrôle technique pour la conception et la réalisation du groupe scolaire André MALRAUX » à la Société DEKRA ;
- Vu le rapport d'avenant n°1 relatif au marché n° 2M714 ;
- Vu le projet d'avenant n°1 relatif au marché n° 2M714 ;

**Considérant :**

- Que le marché public n° 2M714 « Mission de contrôle technique pour la construction et la réalisation du groupe scolaire André Malraux » a été attribué à DEKRA pour un montant de 20 670 € HT ;
- Que la durée des travaux est plus importante que prévue, ce qui augmente d'autant le temps d'intervention de la mission de contrôle technique ;
- Qu'il y a lieu, au vu de la complexité de la structure, de réaliser une mission TH ;
- Que ces différents éléments entraînent une augmentation du montant initial du marché de 7 200 € HT, portant ainsi le montant du marché à 27 870 € HT ;

**Décide en conséquence :**

- D'adopter l'avenant n° 1 au marché n° 2M714 « Mission de contrôle technique pour la conception et la réalisation du groupe scolaire André MALRAUX ». Le montant de cet avenant est : 7 200 € HT, soit un pourcentage d'augmentation du marché de 34,83% ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut, Madame l'Adjointe Déléguée, à signer cet avenant avec le titulaire ainsi que tout autre document relatif à cette affaire ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2015 de la Ville – Section : investissement – Fonction 902213 – Nature 2313 – Programme 2014P02 - Opération 13D06470 ;

Montpellier, le 08/07/2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Madame l'Adjointe déléguée  
Isabelle MARSALA



Publiée le : 09/07/2015  
Notifiée le :



**Ecoles Louis Figuiet - Victor Hugo**  
**Mission d'ordonnancement, pilotage et coordination.**  
**Marché n°5B0043**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le Code des Marchés Publics et en particulier l'article 28 ;
- Vu l'arrêté n° 2015/2510/T/R du 2 juin 2015 donnant délégation de signature à Madame Isabelle Marsala, Adjointe au Maire, déléguée à la Réussite éducative ;

**Considérant :**

- Qu'il est nécessaire de réhabiliter le groupe scolaire Louis Figuiet-Victor Hugo afin de créer une meilleure communication entre les 2 écoles Louis Figuiet et Victor Hugo et d'augmenter la capacité spatiale ;
- Que pour cela, il convient de faire appel à un OPC ;
- Qu'en conséquence, une consultation a été lancée, conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, sous la forme d'un marché à procédure adaptée ;
- Que les critères retenus pour le jugement des offres étaient la valeur technique (70%) et le prix (30%) ;
- Qu'il ressort du rapport d'analyse des offres que la SARL ARTEBA a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché n° 5B0043 « Ecole Louis Figuiet - Victor Hugo - Mission d'ordonnancement, pilotage et coordination » à la SARL ARTEBA - Arche Jacques Cœur - 266, Place Ernest Granier - 34000 Montpellier, pour un montant de 64 995 € H.T et pour une durée de 20 mois à compter de la notification ;
- La dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier, section investissement, programme 2014I01, opération 13D06490, fonction 902213, nature 2031 ;
- Monsieur le Maire, ou à défaut, Madame l'Adjointe déléguée, est autorisée à signer le marché avec l'entreprise titulaire et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;
- Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 08/07/2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Madame l'Adjointe déléguée  
Isabelle MARSALA



Publiée le : 08/07/2015  
Notifiée le :

**COMMUNE DE MONTPELLIER / BEC  
CONSTRUCTION et SARL MIE  
DESORDRES DE LA CRECHE ROBIN DES BOIS  
REFERE-EXPERTISE**

**DECISION D'ESTER**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2015/1972/T/R du 4 mai 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Que la Ville a passé un marché de travaux n° 3B762691 pour la construction d'une multi-structure « Crèche Robin des bois, halte-garderie Mowgli, locaux associatifs » ;
- Que la Ville a réceptionné les travaux de construction de la multi-structure en octobre 2005 ;
- Que cette multi-structure présente de nombreuses fissures et est affectée de problèmes d'infiltrations ;
- Que les sociétés BEC CONSTRUCTION ET MIE respectivement attributaires des lot 2 « Gros œuvre » et lot 3 « Etanchéité » n'ont pas donné suite aux mises en demeure de remédier aux désordres ;
- Que la ville souhaite la nomination d'un expert judiciaire en vue d'engager la responsabilité décennale des entreprises;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SELARL LEGITIMA devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;

- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 09 . 07 . 2015

Pour Monsieur le Maire et par délégation,  
Monsieur l'Adjoint délégué  
Max LEVITA

Publiée le : 10 . 07 . 2015  
Notifiée le :

**MISSION GRAND COEUR**  
**Droit de préemption urbain**  
**Propriété BONNET**  
**6 rue Chrestien**  
**Retrait de la décision de préemption du 21 mai 2015**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu la décision du 21 mai 2015 relative à la délégation du droit de préemption urbain de Montpellier Méditerranée Métropole consentie à la Ville à l'occasion de l'aliénation de la propriété BONNET située 6 rue Chrestien et cadastrée section HP 30 ;
- Vu la décision du 21 mai 2015 relative à l'acceptation de la délégation du droit de préemption urbain de Montpellier Méditerranée Métropole consentie à la Ville à l'occasion de l'aliénation de la propriété BONNET ;
- Vu la décision de préemption de la propriété des Consorts BONNET du 21 mai 2015 notifiée en mains propres contre décharge le 21 mai 2015 ;

**Considérant :**

- que le 17 février 2015, les Consorts BONNET ont déposé une déclaration d'intention d'aliéner un immeuble situé 6 rue Chrestien, cadastré section HP 30, au prix de 400.000 € dont 2.000 € de mobilier plus 25.000 € de commission d'agence ;
- que le 21 mai 2015, la Ville a décidé d'exercer le droit de préemption sur ledit bien, au prix de 195.500 € en ce compris 2.000 € de mobilier plus 25.000 € de commission d'agence ;
- que le 19 juin 2015 les vendeurs et acquéreurs évincés ont exercé un recours gracieux, reçu en mairie le 23 juin 2015 ;
- qu'à l'occasion de ce recours, les vendeurs et les acquéreurs ont clairement informé la commune de leur intention de poursuivre la vente aux conditions initialement convenues ;
- qu'à la suite de ce recours, la commune de Montpellier n'a pas saisi le juge compétent en matière d'expropriation dans le délai de 15 jours qui lui était imparti en application de l'article R. 213-11 du code de l'urbanisme ;

- qu'en application de ce même article la commune est donc réputée avoir renoncé à l'exercice de son droit de préemption ;
- qu'avant même l'expiration du délai de recours gracieux, les vendeurs et acquéreurs évincés ont exercé un recours en référé-suspension et un recours en annulation à l'encontre de la décision de préemption en date du 21 mai 2015 ;
- qu'il convient donc, malgré la renonciation de la commune à préempter, de procéder au retrait formel de la décision de préemption du 21 mai 2015 et de permettre ainsi au juge administratif de prononcer un non-lieu à statuer dans cette affaire.

**Décide en conséquence :**

- de procéder au retrait de la décision du 21 mai 2015 par laquelle la Ville a exercé le droit de préemption sur la propriété des Consorts BONNET située 6 rue Chrestien, cadastrée section HP 30.

Publiée le : 15/7/2015  
Notifiée le :



Montpellier, le 10 JUN. 2015

Monsieur le Maire  
Philippe SAUREL